

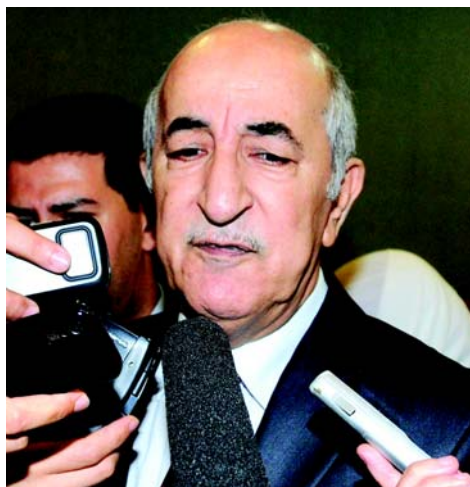
BATNA : COUPS DE FEU DANS UNE PHARMACIE, DEUX MORTS ET UN BLESSÉ P. 4



Hocine Benhadid sous mandat de dépôt **QUESTIONNEMENTS APRÈS L'ARRESTATION D'UN GÉNÉRAL** P. 3



**Logement LPP
LES ANCIENS
SOUSCRIPTEURS
DE L'AADL PAIERONT
MOINS CHER** P. 2



**Bousculade de Mina
TROIS AUTRES
DÉCÈS PARMI
LES HADJIS
ALGÉRIENS** P. 3

Verdict le 15 octobre

18 ans

**de prison requis
contre Chani
et Boukhari**

P. 4

**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P. 11 à 14

**PROJECT
SYNDICATE**
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

**La décadence
de la voiture du peuple**
PAR HAROLD JAMES
Est professeur d'histoire et des relations
internationales à l'Université de Princeton

**Comblent le fossé
numérique transatlantique**
PAR VIVIANE REDING
Membre luxembourgeoise
du Parlement européen

Les OMG et la science au rabais
PAR H. I. MILLER *
ET K. SENAPATHY**
* Médecin et biologiste moléculaire
**Auteur indépendant en sciences
à Madison, dans le Wisconsin

L'époque de Bobby Fischer
PAR KENNETH ROGOFF
Ancien économiste en chef du FMI

**La crise du Moyen-Orient
et le risque mondial**
PAR NOURIEL ROUBINI
Président de Roubini Global Economics
et professeur d'économie à la Stern School
of Business à l'Université de New York

**Pourquoi la Fed
a enterré le monétarisme**
PAR ANATOLE KALETSKY
Économiste en chef et coprésident
de Gavekal Dragonomics

Logement LPP Les anciens souscripteurs de l'AADL paieront moins cher



Z. Mehdaoui

Les anciens souscripteurs (2001-2002) de l'AADL dont les dossiers ont été transférés vers la formule LPP (logement promotionnel public) bénéficieront d'une réduction du montant de la deuxième tranche du prix de ce type de logement. C'est du moins ce qu'a indiqué jeudi dernier à Alger, le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Teboune, en marge des travaux du Sénat consacrés aux questions orales. Le ministre a tenu à préciser en ce sens que les anciens souscripteurs du programme «AADL» transférés en raison de leurs salaires élevés à la formule LPP après actualisation de leurs dossiers bénéficieront d'une réduction du montant de la deuxième tranche estimée à 1 million de DA. «Ces souscripteurs ont été transférés malgré eux au programme LPP sur décision du ministère de l'Habitat alors que les autres souscripteurs étaient informés dès le début du volet commercial de cette formule», a expliqué M. Teboune qui n'a toutefois pas fixé le montant de cette réduction. Les autres souscripteurs du programme logement promotionnel public (LPP) devront, quant à eux, verser la somme de 1 million de dinars pour le paiement de la deuxième tranche.

La déclaration de Teboune intervient, faut-il le souligner, au lendemain de la « sortie » du directeur général de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) qui chapeaute ce programme, et qui avait annoncé mercredi, sur les ondes de la radio chaîne 3, que le montant de la deuxième tranche est fixé à un million de DA. L'annonce du responsable de l'ENPI avait soulevé un tollé général au sein des souscripteurs concernés, sachant que le montant initial était fixé à 50 millions de centimes. Il faut savoir que la nouvelle formule qui avait fait son apparition il y a quelque temps, s'adresse aux citoyens de la classe moyenne dont les revenus varient entre 108.000 et 216.000 DA par mois.

A la fin du mois de septembre dernier, le nombre de souscripteurs ayant payé la première tranche a

atteint 32.987 sur un total de 49.705 citoyens inscrits au programme LPP, selon les chiffres avancés par l'ENPI qui relève qu'aucune demande n'a été enregistrée dans les wilayas de Tamanrasset, Naama et Tindouf.

Le ministre de l'Habitat avait donné des instructions fermes début 2014 afin de réduire le montant de la première tranche d'un million de DA à 500.000 DA mais affiche cependant son refus aujourd'hui de prendre la même mesure en faveur des souscripteurs à l'exception de ceux transférés du programme AADL 2001 et 2002. C'est en fait, selon le ministre, une exception accordée aux 4000 souscripteurs AADL 1 et 2 transférés, qui ont été versés dans le programme LPP. Le Trésor ne peut assumer les charges d'une transaction commerciale», a déclaré le ministre qualifiant les rumeurs qui circulent au sujet d'un mouvement de protestation des souscripteurs LPP d'action menée par des lobbys que ces programmes dérangent. Par ailleurs, répondant aux questions des sénateurs, le ministre a révélé que de nouvelles mesures ont été prises pour mettre fin au problème des projets d'aménagement des trottoirs qui se détériorent rapidement. Il a ajouté que des instructions ont été données aux responsables des collectivités locales, qui prévoient le revêtement de ces chemins d'asphalte et non d'un carrelage. Il a réaffirmé la nécessité d'une coordination avec les différentes parties intervenant dans cette opération notamment les sociétés responsables de la gestion des réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et de téléphonie.

Enfin à une question sur le programme de logement promotionnel libre (LPL) géré par les offices de promotion et de gestion immobilière, le ministre a répondu que le problème qui se pose est lié au nombre restreint des projets qui n'ont pas dépassé les 9000 logements en dix ans contre une forte demande des citoyens. Il a affirmé que toutes les plaintes sont en cours d'examen au niveau de l'inspection générale du ministère de l'Habitat, ajoutant que la justice tranchera.

De nouvelles cimenteries pour couvrir la demande croissante

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a affirmé, jeudi à Alger, que de nouvelles cimenteries seraient réalisées dans plusieurs wilayas du pays en vue de répondre à la demande en ciment sur le marché national. «Pour couvrir une grande partie des besoins du marché national, il sera procédé, après finalisation des études, à la réalisation de nouvelles cimenteries relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) dans les wilayas de Béchar, d'Oum El Bouaghi et d'El Bayadh», a indiqué le Premier ministre en réponse à une question orale d'un membre du Conseil de la nation, lue en son nom par le ministre des Relations avec le parlement, Tahar Khaoua. La capacité de production de la cimenterie de Bechar s'élève à 1 million de tonnes/an, celle d'Oum El Bouaghi à 2 millions de tonnes/an tandis que celle d'El Bayadh est de 1 million de tonnes/an, outre le programme tracé pour relever les capacités de production du ciment au niveau des cimenteries de Chlef et d'Ain Kbiria «qui permettront d'augmenter la production avec 4 millions de tonnes supplémentaires». «La capacité de production actuelle du Groupe GICA est estimée à 11,5 millions de tonnes/an», a-t-il souligné, rappelant que ce groupe avait bénéficié d'un programme de développement pour relever sa production à 20 millions de tonnes/an à l'horizon 2018. Une grande partie de la demande en ciment sera satisfai-



te à travers les investissements prévus par les opérateurs privés et approuvés par le Conseil national des investissements, à l'instar «des projets des wilayas de M'sila et de Mascara, d'une capacité de production estimée à 8 millions de tonnes/an. Deux autres projets, proposés par des opérateurs privés dans la wilaya de Biskra ont été approuvés, avec une capacité de production de 6,7 millions de tonnes/an, outre des projets prévus dans les wilayas de Laghouat et d'Adrar, avec une capacité de production de 2,2 millions de tonnes/an chacun. Concernant le motif de l'annulation de la subvention des coûts de transport du ciment vers les régions du sud, le Premier ministre a affirmé qu'en vertu de l'arrêté du 3 décembre 2015 et en raison de «la demande crois-

sante sur ce produit dans les régions du sud et des sommes importantes consacrées à cette subvention, un nouveau système a été mis en place, à savoir: un fonds interne relevant du groupe GICA, financé par une hausse de 10 DA sur le prix du sac de ciment de 50 kg». Le recours à ce nouveau dispositif permettra de «fixer un prix équilibré pour les wilayas du sud et du nord et de couvrir les coûts de son transport vers les wilayas du sud, tout en réduisant les dépenses de l'Etat et la charge sur le Trésor public», a estimé le Premier ministre. De nouvelles mesures ont été prises et sont mises en œuvre par le GICA, consistant à «ouvrir de nouveaux points de vente au niveau des wilayas du sud pour satisfaire la demande nationale sur ce produit», a-t-il ajouté.

ANALYSE

Moncef Wafi

Renault, Peugeot, Iveco, Fiat, Nissan, Volvo... les marques d'automobiles commencent à se bousculer dans le paysage de l'industrie automobile. Si pour les Françaises, l'Etat est actionnaire dans des projets longtemps attendus, pour les autres, c'est une obligation à laquelle doit souscrire tout concessionnaire comme exigé par le cahier des charges concernant la régulation de leur activité. Le gouvernement impose dorénavant, sous peine de retrait d'agrément, aux concessionnaires automobiles d'investir dans «une activité industrielle ou semi-industrielle ou toute autre activité ayant un lien direct avec le secteur de l'industrie automobile».

Cette industrie, encore à ses balbutiements, puisque seule la marque au losange est «fabriquée» à Oued Tlélat, doit faire face aux exigences du marché et surtout à une sous-traitance disponible et concurrentielle. Malheureusement, l'exemple de l'usine Renault est là pour rappeler cette triste vérité du marché de la sous-traitance, presque inexistant et qui réduirait ces usines à de simples chaînes de montage avec une main-d'œuvre bon marché et des avantages fiscaux non négligeables pour les partenaires étrangers. Pour la nouvelle Renault Symbol, l'intégration, qui n'est fixée qu'à 20% d'ici 2017, un seuil minimal demandé, risque de ne pas être atteinte. Pour l'heure, les deux équipes de production travaillent sur le site de Oued Tlélat ne font que du montage.

Quant à l'unité de véhicules utilitaires «Iveco»

L'industrie automobile ou le montage à l'algérienne

qui verra le jour à Bouira, on table là aussi sur un taux d'intégration qui devrait se situer entre 17 et 20%, selon ses concepteurs qui expliquent qu'en plus du montage, l'usine aura également une unité de fabrication des pièces de

rechange, «pour se conformer aux exigences du ministère de l'Industrie et des Mines», en précisant que plusieurs sous-traitants ont déjà été identifiés. Pourtant, et au-delà de ses annonces optimistes, il est difficile de croire en une sous-traitance qui continue toujours à briller par son absence si ce n'est un ou deux sous-traitants qui travaillent déjà avec Renault.

Aussi, les concessionnaires sont obligés de suivre ou de disparaître et beaucoup seront concernés par le retrait d'agrément quand on connaît les coûts d'une usine et surtout l'omnipotence de l'Etat. En effet, ces projets ont reçu la bénédiction du ministère de l'Industrie et des Mines mais pour peu que des paramètres extra-économiques viennent à paraître, le dossier n'en sera que plus plombé. Les conditions de l'Etat et les textes ne sont pas encore clairs concernant cette industrie.

Le président de l'Association nationale des concessionnaires automobiles d'Algérie (AC2A) l'a lui-même relevé en demandant plus de lisibilité du cadre «qui nous permet d'assurer des investissements rationnels dans l'intérêt de nos entreprises, de nos emplois et pour créer de la richesse». Le marché de l'importation des véhicules devra encore connaître de bonnes années devant lui.

Tirage du N° 6342
119.676 exemp.
Le Quotidien
D'ORAN

 Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

 Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

 Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

 Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

 Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

 INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

 Rédaction Algéroise
Tél. 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. 021. 64.96.44

 Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Hocine Benhadid sous mandat de dépôt Questionnements après l'arrestation d'un général



Yazid Alilat

Le général à la retraite Hocine Benhadid a été arrêté, mercredi, soir et placé, le lendemain, sous mandat de dépôt. L'affaire agite tout le landerneau politique algérien. Hocine Benhadid, étant connu pour ses sorties médiatiques tonitruantes et ses positions politiques pas très conformistes. Cette fois-ci, il semblerait que le dossier soit bien grave pour qu'il soit arrêté, par la Gendarmerie nationale, entendu dans une brigade, à Chéraga, avant qu'il passe la nuit, de mercredi à jeudi, à Bab Ejdid, au siège du groupement d'Alger.

Hier, vendredi, sa famille ne connaissait pas, encore, les chefs d'inculpation pour lesquels ce général à la retraite a été mis, jeudi, sous mandat de dépôt.

Pour le moment, tout le monde se perd en conjecture sur la nature de l'instruction de cette affaire, au civil ou militaire ? L'affaire a débuté, mercredi, en fin de journée, lorsque Hocine Benhadid a été interpellé, à Ben Aknoun, alors qu'il était à bord de sa voiture, par des policiers et des gendarmes qui l'ont emmené à la brigade de Gendarmerie de Chéraga.

Selon les premières informations, c'est sur plainte du ministère de la Défense nationale que le général à la retraite a été arrêté. Le motif serait la «divulgaration du secret militaire» que le tribunal militaire aurait été actionné, il y a trois jours», selon des médias, citant des sources informées. Plus concrètement, il est accusé de «divulgaration de secrets militaires dont il avait connaissance quand il était en exercice», selon une source proche du dossier. En fait, ce serait son entretien à la chaîne satellitaire 'Al Magharibiya', qui aurait déclenché la plainte du ministère de la Défense nationale pour «divulgaration de secret militaire».

Le général à la retraite revient, dans cet entretien, sur le conclave militaire qui a décidé de l'arrêt du processus électoral, en janvier 1992. Hocine Benhadid a révélé qu'il était, lui, du côté de la minorité, contre cette démarche, qu'il a qualifiée de «coup de force» et de «coup d'Etat par la force». Auparavant, dans un autre entretien à la 'Webradio' de 'Maghrebemergent', il a accusé Saïd Bouteflika, le frère du président, d'avoir des «ambitions, qu'il juge dangereuses». Il a dénoncé dans

cet entretien, à Radio M «le scénario dont il se dit convaincu, d'une tentative de succession familiale, à la tête de l'Etat, au profit de Saïd Bouteflika, le jeune frère du Président Abdelaziz Bouteflika.» Répondant à la question s'il craint d'être poursuivi en justice par Saïd Bouteflika, il a répondu, dans ce même entretien : «qu'il le fasse, je m'attends à ça. J'ai déjà fait tous les tribunaux d'Alger, pour rien. C'était à l'époque de Smail Lamari qui était derrière, il voulait me salir devant la justice. J'ai fait tous les tribunaux d'Alger, de Boumerdès, j'avais un très bon avocat, j'en suis sorti indemne. Je suis prêt à aller devant la justice». Ce qui est troublant dans cette affaire, c'est que le fils de Hocine Benhadid, a été arrêté, le lendemain, par les services de sécurité, dans une affaire liée au port d'arme. Le fils de Benhadid est poursuivi, depuis le 17 septembre dernier, pour cette affaire de port d'arme, et dans laquelle son père avait été entendu comme témoin. Le fils du général à la retraite aurait pris, du coffre de son père, son arme personnelle, que les gendarmes ont retrouvée sur lui. Arrêté, le lendemain de l'arrestation de son père, le fils du général Hocine Benhadid a été placé, sous mandat de dépôt, pour «le port d'une arme à feu sans autorisation», et a été incarcéré à la prison d'El Harrach. Le général Benhadid est, d'autre part, poursuivi en justice par Ali Haddad, après ses déclarations sur le rôle joué par Saïd Bouteflika, dans son élection, à la tête du FCE. Ali Haddad avait porté plainte contre Hocine Benhadid, après ses propos, jugés diffamatoires, à son encontre et le FCE. Dans un communiqué, Ali Haddad a indiqué avoir été «gravement diffamé» par Hocine Benhadid sur les ondes de la Webradio de Maghrebemergent, à titre personnel et en sa qualité de président du Forum des chefs d'entreprises. Le président du FCE a précisé que ni lui-même ni l'association «qu'il a l'honneur de présider, ainsi, le nombre d'Algériens décédés, lors de cet accident, à 14, indique, jeudi, le ministère des Affaires étrangères, dans un communiqué.

«Le nombre de décès confirmé, ce jour, par les équipes algériennes, sur place, en particulier la mission médicale, s'élève à trois morts portant, malheureusement, le bilan de décès à quatorze», a affirmé la même source. Il s'agit

En attendant l'Agence nationale du médicament

L'Agence nationale du médicament devra régler les «dysfonctionnements» qui caractérisent le marché du médicament, a affirmé jeudi à Alger le président la Société algérienne de pharmacie, Farid Benhamdine, assurant que la pénurie qui touche parfois certains produits «n'est pas propre à l'Algérie». L'Agence nationale du médicament est «un mécanisme de régulation qui devra régler les dysfonctionnements et mettre de l'ordre dans le marché du médicament», a déclaré M. Benhamdine à la radio nationale.

Interpellé, par ailleurs, sur la pénurie qui caractérise parfois certains produits pharmaceutiques, il a soutenu qu'elle est «souvent le fait de facteurs exogènes n'ayant rien à avoir avec la tutelle mais est induite par des dysfonctionnements face auxquels l'agence se présentera comme un interlocuteur». «Chaque année, il existe des médicaments qui disparaissent de la nomenclature et c'est le cas

pour tous les pays», a-t-il déploré, précisant que même les plus avancés d'entre eux connaissent actuellement une carence touchant pas moins de 150 produits. Soutenant que la facture des médicaments ne cessera «inégalement» pas de connaître une hausse, le spécialiste s'est félicité qu'avec 80% de la production pharmaceutique nationale consacrée à ce type de produits, l'Algérie est «un pays de générique».

Interrogé sur la vente libre des produits morphiniques dans les officines, prescrits notamment pour les patients atteints de cancer, M. Benhamdine a soutenu que cette pratique «n'est pas interdite» et qu'elle est effective depuis des décennies mais qu'elle est néanmoins «réglementée». Invité à expliciter le rôle du pharmacien dans la prise en charge du cancer en milieu hospitalier, le spécialiste l'a qualifié de «prépondérant» dans le sens où, a-t-il noté, le spécialiste intervient

dans la mise en œuvre du plan anti-cancer et qu'il «accompagne» le malade pendant longtemps. «Le pharmacien d'hôpital doit attirer par les bienfaits de la chimiothérapie l'adhésion du patient et favoriser le bon usage des produits pharmaceutiques en incluant les règles de pharmacovigilance», a-t-il argumenté, encourageant, par ailleurs, ses confrères à «proposer la chimiothérapie par voie orale» et à choisir «les thérapies ciblées» en tenant compte du respect du coût.

Pour celui exerçant dans les officines, son rôle n'en est pas «moindre» notamment s'agissant du «conseil» et de la «prévention», a observé M. Benhamdine, plaidant pour l'institutionnalisation de la formation des pharmaciens spécialisés en oncologie, pas uniquement au niveau des Centres anticancer (CAC), mais dans tous les établissements hospitaliers du territoire national.

Raina
Raïkoum

El yazid Dib

La critique est nécessaire dans la société. L'autocritique l'est davantage. Elle l'est d'autant plus impérieuse, lorsqu'il s'agit de se rappeler, par intermittence, la charte morale dans ses droits et ses obligations.

Combien de fois, dans les cénacles de la prestesse d'idées et de la haute pensée décisionnelle, des gens et des gens n'ont-ils pas tenté de connecter les échecs et les décadences de faits ou d'événements au bouleversement des différents échelons d'une grille qu'ils nommaient l'échelle des valeurs ? La société s'érige par l'idée que font d'elle ses sociétaires. Elle s'épanouit et progresse par les idées qu'ont pour elle ses propres sociétaires. Donc, la société en termes de commerce ne vaut que ce que valent les détenteurs de ses capitaux. L'institution, que par ceux qui la dirigent. C'est une évidence, dites-vous. Mais force est de ne pas omettre que tout ce qui est évident n'est ni parfait ni imparfait et que la certitude d'un moment est une variabilité, un autre moment. Que la vérité d'un jour n'est forcément pas une vérité éternelle. Alors que dire de la certitude d'une personne ou de la vérité d'une autre à l'égard d'une personne ou d'une autre ? Finalement, les gens ne croient qu'en leurs intérêts. Ils s'engagent et ne tiennent pas leur promesse. Ils jurent et ne respectent par leur serment. Ils peuvent dessiner un sourire labial mais ne le donne pas. Fini le temps de la «parole», seul capital. Elle s'est remplacée par la tromperie et l'esbroufe. Le mensonge et la roublardise.

La déliquescence de la société ne peut apparemment provenir que des prismes tout à fait faits sur mesure au moyen desquels l'on se tient prêts à dresser, d'abord, des constats puis formuler des jugements... de valeur. Tant sur des modes de gestion, des façons de réflexion ou

«La parole»
en seul capital

simplement sur des états d'être, de paraître ou de vouloir être que sur des personnes et/ou de leurs idées. Si la différence de vue garde bien son caractère unique-

ment de point de vue, cela ne voudrait pas essentiellement dire que l'un a tort et l'autre a raison. Car certains esprits, épris d'une prise de vue sur un cas, croient en prendre une vue d'ensemble alors qu'en fait, il ne s'agit que d'un ensemble de vues. Diffuses, éparses, aptes au débat et à la concertation, au mieux au traitement autocritique. Combattre, c'est mieux que battre, convaincre est tout aussi meilleur que vaincre. C'est en somme ça l'échelle de valeurs que nous avons quelque part hélas mises en exergue, sinon aucune valeur ne pourrait être contenue dans l'échelle échappant à notre goût ou appréciation.

L'Algérien a-t-il gardé cet instinct fort religieux et fort civique d'apporter son aide et son assistance, face à un cas l'obligeant à le faire ? Les fléaux que connaît le bled n'avaient pu extraire de cet Algérien ce sens, appelé à coup de spots publicitaires à signaler un danger ou une menace quelconques. Le tracassier interrogatif, la suspicion et la trousse procédurale, ainsi que l'absence de crédibilité sont à l'origine de cet état d'insouciance. Il en est de même de cette «valeur» attachée à l'honneur de se faire le parent, dans la rue, de tous les enfants qui oseraient s'adonner à l'accomplissement de quelques trucs, jugés incorrects ou indécentes, tels pour un môme de 6 ans qui, sur un capot perché, tenait en son bec un mégot, malgré son beau plumage d'écolier. Le vrai parent te fera entendre ce que ton père, si c'en est le cas, ne le lui dira point. La société qui perd sa «parole» est celle qui a déjà perdu son capital. En faillite, elle s'apprête à l'effritement et s'expose à une OPA.

Bousculade de Mina

Trois autres décès parmi les hadjis algériens

Trois autres décès ont été confirmés parmi les 'hadjis' algériens, suite à la bousculade survenue à Mina (près de La Mecque), portant, ainsi, le nombre d'Algériens décédés, lors de cet accident, à 14, indique, jeudi, le ministère des Affaires étrangères, dans un communiqué.

«Le nombre de décès confirmé, ce jour, par les équipes algériennes, sur place, en particulier la mission médicale, s'élève à trois morts portant, malheureusement, le bilan de décès à quatorze», a affirmé la même source. Il s'agit

de Azza Abdelkader, né le 1 janvier 1941, à Oran, de Mechekak Bendella, né le 8 juin 1952, à Relizane et de Hamza Abdelbaki, né le 31 décembre 1978, à Djelfa. Par ailleurs, quatre personnes déclarées précédemment, disparues, ont été retrouvées vivantes, précise le communiqué. Il s'agit de Benaoum Hachemi, Boutabel M'hamed, Allegue Mustapha et Boutera Mebarek.

Le ministère informe, en outre, que cinquante-quatre personnes n'ont, toujours, pas donné signe de vie. La cellule de crise du MAE

«demeure mobilisée, avec l'ensemble de la mission, pour localiser et identifier, toutes les victimes de cette tragédie», affirme la même source.

«La cellule de crise du MAE, en coordination avec celle du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, continue à suivre l'évolution de la situation de nos 'hadjis' aux Lieux Saints, en liaison avec le Consulat général d'Algérie, à Djeddah, qui assure la coordination, avec l'ensemble des composantes de la 'baatha', conclut le communiqué du MAE.

L'usine de montage de véhicules Iveco à Bouira

R. N.

Les démarches sont en cours pour l'installation d'une usine de véhicules utilitaires dans la nouvelle zone industrielle de Sidi Khaled (Oued El-Bardi), a annoncé, jeudi, le wali de Bouira Nacer Maskri. «Une démarche est en cours pour l'emplacement d'une usine de véhicules utilitaires de marque italienne (Iveco). Un dossier en ce sens a été introduit par Bairi Mohamed, PDG du groupe (Ival)», a expliqué le wali de Bouira, en marge d'une visite de travail consacrée au secteur de l'hydraulique. «Les études sont en cours pour dégager une assiette de terrain dans la nouvelle zone industrielle de Sidi Khaled, où sera créée cette unité», a encore précisé le responsable.

L'annonce de l'installation d'usine de montage de véhicules italiens (Iveco et Fiat) a été faite la mi-septembre dernier par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, et la ministre du Développement économique de la République d'Italie, Mme Federica Guidi, lors de la conférence de presse qui a suivi la signature d'un mémorandum d'entente pour la créa-

tion de la commission mixte du développement industriel entre les deux pays.

Le PDG d'Ival avait aussi précisé à cette occasion, concernant Iveco, que l'étude de ce projet avait été achevée et les négociations pour la création de l'usine étaient dans un stade très avancé. «On procédera à la mi-octobre à la signature du protocole de partenariat pour la création de la joint-venture», avait déclaré M. Bairi. Cette unité aura, selon lui, dans un premier temps, une capacité de montage «de 1.000 à 1.500 véhicules par an», avec un taux d'intégration qui devrait se situer entre 17 et 20%. D'après les explications de M. Bairi, le premier modèle qui sera construit par l'usine de Bouira est l'Iveco Daily d'un châssis cabine sous plusieurs versions et empattements (benne, carrosserie, nacelle). Il a expliqué, par ailleurs, qu'en plus du montage, «l'usine aura également une unité de fabrication des pièces de rechange, pour se conformer aux exigences du ministère de l'Industrie et des Mines», en relevant que «plusieurs sous-traitants étaient déjà identifiés et en mesure de nous accompagner».

Verdict le 15 octobre 18 ans de prison requis contre Chani et Boukhari

Le verdict dans l'affaire de malversation dans laquelle sont impliqués l'ancien conseiller du P-DG d'Algérie Télécom, Mohamed Boukhari et l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois, Chani Mejdoub, ainsi que deux sociétés chinoises, sera prononcé, le 15 octobre prochain, par la Cour d'appel d'Alger, a annoncé, jeudi le président de cette Cour. Le parquet général avait requis, auparavant, une peine d'emprisonnement ferme de 18 ans, à l'encontre de Mohamed Boukhari et Chani Mejdoub, tous deux poursuivis pour corruption, confirmant, ainsi, la peine prononcée par le pôle judiciaire de Sidi M'hamed (1^{re} instance). Le parquet général a, également, requis la confirmation de la peine prononcée, en 1^{re} instance, à l'encontre des deux sociétés chinoises, 'ZTE Algérie' et 'Huawei Algérie' qui est de trois années d'inter-

diction de soumission aux marchés publics. Mohamed Boukhari et Chani Mejdoub ont été condamnés, en juillet 2012, en 1^{re} instance, par le pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed, à 18 ans de prison chacun, rappelle-t-on. Cette peine a été commuée, en décembre de la même année, à 15 ans de prison par la Cour d'appel d'Alger. Les deux sociétés 'ZTE Algérie' et 'Huawei Algérie', avaient été, elles aussi, condamnées à une année d'interdiction de soumission aux marchés publics.

L'affaire avait éclaté à la suite d'une commission rogatoire transmise au Luxembourg, dans le cadre du dossier de l'autoroute Est-Ouest, qui avait mis, au jour, des informations sur des pots-de-vin versés par deux sociétés chinoises aux deux prévenus. Le pôle judiciaire spécialisé d'Alger avait, aussitôt, ouvert une enquête sur cette affaire.

Soupçons de corruption de Saipem en Algérie : non-lieu pour Eni et son ex-patron

Un tribunal de Milan (nord) a prononcé vendredi un non-lieu à l'encontre du géant pétrolier italien Eni dans une affaire de corruption présumée de sa filiale d'ingénierie et d'exploitation Saipem en Algérie, s'est félicité la société dans un communiqué. L'ancien administrateur délégué du groupe, Paolo Scaroni, qui avait dû démissionner de son poste quand le scandale avait éclaté, a également été lavé de tout soupçon. «Eni a fourni la plus grande coopération à la justice et a toujours affirmé être étrangère à ces soupçons, de même que ses propres responsables», affirme la société dans son communiqué. En 2012, le parquet de Milan avait diligenté une enquête sur près de 200 millions d'euros de pots-de-vin versés entre 2007 et 2009 à des fonctionnaires et hommes politiques algériens, dont l'ex-ministre de l'Energie, pour

l'obtention de contrats pétroliers évalués à 8 milliards d'euros. Le patron de Saipem, Pietro Tali, avait démissionné en décembre 2012 à la suite de cette affaire, tandis que le groupe avait également suspendu «à titre préventif» Pietro Varone, responsable de la division ingénierie et construction, et un autre manager. Selon le quotidien financier Il Sole 24 Ore, le juge a en revanche renvoyé en justice la société Saipem, Pietro Varone, son ex-directeur financier Alessandro Bernini, l'ancien président de Saipem Pietro Tali, ainsi que Farid Nouredine Bedjaoui, bras droit de l'ex-ministre algérien de l'Energie, et son homme de confiance. Leur procès se tiendra à partir du 2 décembre devant le tribunal pénal de Milan, précise encore le quotidien. Il n'a pas été possible de confirmer cette information vendredi auprès du tribunal de Milan.

Alger veut un «droit de regard» sur les films qu'elle co-produit

Allouache «assume» la présence de son film à un Festival israélien

Le ministère de la Culture prévoit d'introduire de nouvelles dispositions, dans les prochains contrats de financement des films, co-produits par l'Algérie, lui conférant un «droit de regard» sur leur participation à des festivals internationaux, a indiqué, jeudi, à Alger, le ministre de la Culture. Azzedine Mihoubi qui s'exprimait, en marge de l'ouverture de l'année universitaire des établissements, sous tutelle du ministère de la Culture réagissait aux polémiques suscitées par la sélection de films algériens, à des festivals en Israël. Selon M. Mihoubi, son département pourrait aller jusqu'à «interdire» aux films financés – «à quelque hauteur que ce soit» par l'Algérie- de participer à certains festivals.

Le film «Madame Courage» de Merzak Allouache qui participe, actuellement, au Festival interna-

tional du film de Haifa (en Palestine occupée) a suscité une nouvelle polémique, quelques mois après que «L'Oranais» de Lyes Salem, sélectionné dans un autre festival israélien, ait soulevé une vague de protestations, avant que son auteur ne le retire de la programmation du festival. M. Mihoubi a, par ailleurs, rappelé que son ministère «n'exerce aucun pouvoir de tutelle» sur le film de M. Allouache, affirmant que «Madame Courage» a bénéficié d'un financement «à hauteur de 20 millions de dinars, dont 8, déjà versés», comme première tranche de la contribution du ministère de la Culture. Jugeant cette participation financière «limitée», le ministre a indiqué que «la responsabilité liée à ce film relève de son seul producteur», 'Baya Films'. Dans des propos rapportés, mercredi, par le quo-

tidien arabophone 'El Khabar', Merzak Allouache a déclaré n'avoir «pas encore reçu» le montant prévu, par l'accord, avec le ministère, une subvention qui, a-t-il dit, «ne permet pas de considérer le ministère de la Culture comme co-producteur» de son dernier film. «La sélection d'un film à un festival, fut-il israélien, n'engage ni l'Etat algérien qui n'est pas co-producteur du film ni ses aides qui ne sont pas conditionnées par des critères de diffusion internationale», écrit par ailleurs, Merzak Allouache, dans une lettre ouverte publiée, jeudi, et dont l'APS a reçu une copie.

Dans sa lettre, le cinéaste algérien affirme «assumer» la présence de son film au festival israélien «tout en acceptant les opinions contraires» dès lors, écrit-il, qu'elles s'expriment «seulement».

Batna

Coups de feu dans une pharmacie, deux morts et un blessé

Deux personnes ont été tuées par arme à feu, mercredi soir, et une troisième grièvement blessée dans une pharmacie à Guigba (100 km à l'ouest de Batna), a-t-on appris, jeudi, auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC), Saâdane Boudjellal. L'homme auteur de la fusillade a abattu son frère âgé de 43 ans ainsi qu'un pharmacien originaire de Sétif (37 ans), et gravement blessé un client de l'of-

ficine, a précisé la même source. La victime blessée, qui se trouverait dans un état critique, a été évacuée à l'hôpital d'Ain Azel (Sétif), tandis que l'auteur présumé de ce double homicide s'est rendu, juste après son acte, aux services de sécurité, a encore ajouté M. Boudjellal. Un différend entre l'auteur de la fusillade et son frère, à propos du local loué au pharmacien, il y a quelques mois, serait à l'origine de cet in-

Ghardaïa, Oran

Plus de 21 quintaux de kif saisis

Trois narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 14 quintaux de kif traité ont été saisis, hier, vendredi, à Ghardaïa, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale de Tlemcen (2^{ème} Région militaire) ont saisi, le 1^{er} octobre 2015, trois véhicules et

7.000 litres de carburant, destinés à la contrebande », précise la même source.

Au niveau de la 4^{ème} Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, relevant du secteur opérationnel de Ghardaïa, «ont appréhendé, le 2 octobre 2015, trois narcotrafiquants et saisi quatorze quintaux et soixante-quinze kilogrammes

de kif traité, un camion et un véhicule », ajoute le communiqué du MDN.

Selon la même source, «des éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran (2^{ème} Région militaire) ont arrêté six narcotrafiquants, le 30 septembre 2015, et saisi six quintaux et quarante neuf kilogrammes de kif traité, huit véhicules et une somme d'argent s'élevant à 6.350.000 DA ».

Tamanrasset

460 migrants nigériens rapatriés

Un groupe de ressortissants nigériens, constitué de plus de 460 personnes, ont quitté, hier, tôt le matin, le centre d'accueil de Tamanrasset, pour regagner leur pays, a-t-on appris auprès du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA).

Ces ressortissants, après avoir rempli les formalités liées à leur voyage, en coordination avec les services du Consulat du Niger, à Tamanrasset, ont quitté le Centre d'accueil, à bord de 9 bus, vers la localité frontalière d'In-Guezzam, d'où ils doivent ensuite regagner la ville d'Agadez (Niger), a précisé le président du comité du CRA de Tamanrasset, Moulay Cheikh. Ces ressortis-

sants, au nombre de 467, avaient été acheminés de la wilaya d'Alger, à bord de 12 bus, avant que l'une d'entre eux, une femme enceinte ne soit laissée, pour des motifs de suivi médical, à In-Salah, accompagnée de son époux, a-t-il ajouté.

L'opération de rapatriement, qui se déroule dans des conditions humaines adéquates, intervient en réponse à une demande formulée, dans ce sens, aux autorités algériennes par leurs homologues nigériennes, selon le même responsable. Il s'agit ainsi du 17^{ème} contingent de ressortissants africains à être rapatrié vers leur pays d'origine, via le Centre d'accueil de Tamanrasset,

a rappelé Moulay Cheikh. Depuis le début de l'opération, en décembre 2014, le centre de Tamanrasset avait déjà accueilli 16 contingents totalisant 3.724 ressortissants africains qui ont été, tous, rapatriés. D'autres groupes de ressortissants nigériens, à acheminer de différentes wilayas du pays (Souk-Ahras, Oran, Tizi-Ouzou et autres), sont attendus, au titre de la même opération de rapatriement, au Centre d'accueil de Tamanrasset qui offre une capacité de 1.200 places et qui est doté de toutes les commodités (sanitaires et autres) nécessaires, a, encore, fait savoir le président du comité du CRA de Tamanrasset.

Syrie

Les frappes russes vont durer «trois à quatre mois» et s'intensifier



Par Fabian Erik Schlüter, Rana Moussaoui de l'AFP

Moscou a affirmé hier vendre di avoir frappé le fief du groupe Etat islamique (Daech) en Syrie, alors que Vladimir Poutine affronte les critiques croissantes des Occidentaux et de leurs alliés sur les cibles choisies par les avions russes. Des appareils russes ont visé pour la première fois jeudi la province de Raqa, considérée comme la «capitale» du groupe ultra-radical, a annoncé vendredi le ministère russe de la Défense, juste avant l'arrivée du président russe à Paris pour des entretiens avec les dirigeants français François Hollande et allemand Angela Merkel.

Des bombardiers tactiques Soukhoï-34 ont visé notamment «un poste de commandement» camouflé au sud-ouest de la ville de Raqa et «un camp d'entraînement» du groupe, 70 km plus à l'est, selon le ministère. Ces frappes ont tué au moins 12 djihadistes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette annonce intervient alors que Washington et ses alliés soupçonnent la Russie, qui a commencé à frapper la Syrie mercredi sous couvert de lutte contre le terrorisme, de s'en prendre surtout aux opposants de son allié le président Bachar al-Assad. La France, l'Allemagne, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont encore durci le ton vendredi contre l'opération militaire russe, qualifiée de «nouvelle escalade» qui risque «d'attiser l'extrémisme et la radicalisation» en Syrie. «Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de mettre immédiatement fin à ses attaques contre l'opposition et la population civile syrienne et de concentrer ses efforts sur le combat contre Daech», écrivent les gouvernements de ces pays dans une déclaration conjointe. Tous s'opposent à un maintien au pouvoir du président syrien, considéré comme un «bourreau» par Paris ou un «tyran» par Washington. Mais Vladimir Poutine estime qu'il faut l'aider à lutter contre le groupe Etat islamique et qu'il doit faire partie d'une solution négociée.

La Russie reproche pour sa part à la France d'avoir lancé dimanche des frappes aériennes sur la Syrie au nom de la «légitime défense», estimant n'avoir «pas de preuves» que des attentats contre Paris se préparent depuis la Syrie. Les présidents russe et français se sont retrouvés à la mi-journée pour discuter de ces différends au

Palais de l'Élysée. Après une poignée de mains cordiale, Vladimir Poutine s'est retiré pendant plus d'une heure avec François Hollande. Le maître du Kremlin devait ensuite s'entretenir avec Angela Merkel, avant l'ouverture d'un sommet sur l'Ukraine planifié avant le début de l'intervention russe en Syrie.

Depuis le début de l'insurrection en Syrie en 2011, le régime de Bachar al-Assad bombarde les groupes rebelles. Le conflit a fait plus de 240.000 morts et déclenché une crise migratoire sans précédent depuis un demi-siècle. Face à la progression du groupe Etat islamique, les Etats-Unis et une coalition d'une soixantaine de pays ont entamé il y a un an des raids en Irak et en Syrie sur les fiefs de ces djihadistes.

La Turquie puis la France ont commencé récemment à mener des frappes dans ce cadre. L'intervention russe, avec plus de 50 avions et hélicoptères, encombre encore un peu plus le ciel syrien. Elle va durer «trois à quatre mois» et s'intensifier, a précisé vendredi le président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du Parlement russe), Alexeï Pouchkov. Afin de se coordonner et d'éviter des incidents entre leurs aviations, Washington et Moscou ont eu jeudi, par vidéo-conférence, une première réunion entre militaires. Rien n'en a filtré jeudi soir et «aucun nouveau rendez-vous» n'a été fixé, selon le ministère américain de la Défense. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a toutefois annoncé d'autres discussions militaires russo-américaines «dans les prochains jours». Prise de court par l'action russe, l'administration américaine démocrate s'attire les foudres des républicains. Le sénateur John McCain a même accusé les Russes d'avoir bombardé des rebelles syriens formés par la CIA. De fait, un groupe soutenu par Washington, Souqour al-Jabal, a affirmé avoir été visé par des missiles russes. Les premières frappes russes ont surtout visé les zones d'Idleb, Hama et Homs, où l'EI est absent ou très peu présent.

Selon de nombreux experts, elles visaient surtout des groupes qui ont infligé des revers à Bachar al-Assad récemment, tel que le Front al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda). Parallèlement à son action militaire, la Russie a distribué au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution antiterroriste qui associerait Damas à une coalition internationale élargie contre les djihadistes.

Fléau pour l'économie La petite corruption s'est banalisée en Tunisie

Par Mounir Souissi de l'AFP

La corruption d'Etat sous le régime de Zine el Abidine Ben Ali a laissé place à une banalisation de la petite corruption, en raison notamment du manque de volonté politique face à ce fléau qui plombe l'économie. Très présent début 2011 durant le soulèvement contre Ben-notamment la dénonciation de la mise en coupe de l'économie par le clan de Leila Trabelsi, l'épouse du dictateur-, le thème de la corruption a effectué un retour en force dans le débat public avec la présentation d'un projet de loi de «réconciliation» par le président Béji Caïd Essebsi. Le mois dernier, lors de manifestations, ses opposants ont dénoncé une volonté d'absoudre les «corrompus», même si le texte prévoit le remboursement des sommes détournées ainsi qu'une pénalité financière en échange de l'amnistie. De fait, «la grande corruption» s'est interrompue (...), notamment car il n'y a plus eu de grands projets avec l'instabilité sécuritaire, économique et sociale», affirme à l'AFP Samir Annabi, président de l'Instance nationale de la lutte contre la corruption, créée fin 2011.

Mais, dans le même temps, «la petite corruption a connu un développement important», ajoute-t-il, résumant d'une formule: «la Benalisation» de la grande corruption a disparu pour devenir une banalisation de la petite corruption». Parmi les formes les plus répandues, il cite l'évasion fiscale, le truchage de concours d'embauche dans le public ou encore les pots-

de-vin afin d'accélérer certains services administratifs. D'après une étude réalisée en avril par l'Association tunisienne des contrôleurs publics, au moins 450 millions de dinars (plus de 200 millions d'euros) ont été distribués en 2013 sous forme de pots-de-vin à des fonctionnaires. En outre, si l'implication de responsables a été prouvée, documents à l'appui, certains ont été promus et non punis, s'indigne le président de l'association, Sharfeddine Yakhoubi. Au-delà de l'administration, «une nouvelle génération d'hommes d'affaires et d'hommes politiques s'est enrichie» au cours de l'après-révolution, en profitant parfois de cette corruption rampante, ajoute Mouheb Garoui, responsable de «I Watch», une branche locale de l'ONG Transparency International.

Au total, le fléau coûterait actuellement l'équivalent de deux points de PIB à la Tunisie, avance un rapport de la Banque mondiale intitulé «Révolution inachevée», une perte particulièrement préjudiciable pour la démocratie naissante, dont l'économie peine à redémarrer. L'enracinement de la corruption trouve une autre illustration dans le classement établi chaque année par Transparency: de la 59e place en 2010, la Tunisie a reculé à la 79e (2014).

D'après des experts, cette dégradation est avant tout le résultat de l'absence de mesures de la part des gouvernements successifs qui avaient pourtant tous fait figurer la lutte anticorruption en haut de leurs priorités. «Il y a une très grande résistance. Et quand bien même

le gouvernement aurait la volonté de le faire, l'administration le tient, si j'ose dire, en otage», avance Samir Annabi.

Il se désole de n'avoir obtenu qu'un modeste budget pour son instance «après un long combat», et relève que si «quelques fonctionnaires ont été mis à disposition, ils sont en train d'être retirés un à un». Adoptée début 2014, la Constitution prévoit la création d'une nouvelle instance «de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption», mais elle n'a toujours pas vu le jour. Premier président démocratiquement élu, Béji Caïd Essebsi a publié en mai dans le Washington Post une tribune avec son homologue américain Barack Obama dans laquelle il déplore que «l'héritage de la mauvaise gestion et la corruption continue d'étouffer la croissance» du pays.

Interrogé par l'AFP, le responsable des services de la gouvernance à la présidence du gouvernement, Tarek Bahri, assure que cette lutte «constitue l'épine dorsale du plan de développement 2016-2020», récemment officialisé. Mais avec le projet de loi de «réconciliation» -qui doit être discuté au Parlement-, «la corruption pourrait au contraire sortir renforcée», s'inquiète Mouheb Garoui, de «I Watch», craignant une démonstration de laxisme. Les autorités réfutent cette idée, présentant le texte comme une manière de «tourner la page du passé» et de relancer l'économie. A court terme, elles espèrent récupérer jusqu'à 700 millions d'euros à la faveur de cette loi.

Accord d'Alger L'ONU rappelle à l'ordre les parties maliennes



Les Nations Unies ont rappelé hier aux parties signataires de l'accord de paix et de réconciliation au Mali qu'elles devaient arrêter tout acte de violence et d'hostilité, lors d'une réunion ministérielle consultative sur le processus de paix malien, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

S'exprimant à cette occasion, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a notamment indiqué que «toutes les parties signataires de l'accord de paix devaient renoncer à la violence», a précisé un communiqué de l'ONU. «Cet accord est l'aboutissement d'un long processus», a dit M. Eliasson dans une allocution, en présence notamment des ministres des Affaires étrangères du Mali, Abdoulaye Diop, et le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, M. Ramtane Lamamra.

Le dialogue intermalien inclusif pour le règlement de la crise politico-militaire dans la région nord du

Mali s'était déroulé durant plusieurs mois sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation internationale. «Le Mali a enregistré des progrès considérables, principalement grâce à la détermination du peuple malien, qui est resté fidèle, malgré les épreuves, à ses valeurs de tolérance et de dignité».

Le Vice-Secrétaire général a, toutefois, constaté que l'application de l'accord ait été retardée par de récentes offensives, dans lesquelles les mouvements politico-militaires issus de la Plateforme et de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) «étaient parfois impliqués». «Les participants à cette réunion doivent envoyer un message fort aux parties signataires, surtout aux mouvements politico-militaires.

Ceux-ci doivent renoncer à toute action qui violerait l'Accord et le cessez-le-feu», a-t-il insisté. M. Eliasson a également appelé les différentes parties à s'engager pour le règlement de «leurs différends» dans le

cadre des mécanismes prévus par l'Accord et à en appliquer les dispositions relatives à la défense et à la sécurité. «Il est tout aussi important que le gouvernement mène à bien les réformes institutionnelles prévues par l'Accord. Cela permettra de renforcer la confiance des parties signataires et des habitants du nord du pays envers le processus de paix», a-t-il ajouté. Selon le Vice-Secrétaire général, la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité sont également essentielles pour rétablir la confiance de la population envers les institutions de l'Etat. «Je tiens à vous dire de nouveau que l'ONU est déterminée à œuvrer à vos côtés pour rattraper le temps perdu ces derniers mois et progresser dans l'application de l'Accord. Je suis résolument attaché à sa mise en œuvre», a conclu M. Eliasson, annonçant qu'une Conférence pour le développement du Mali, se tiendra le 22 octobre à Paris.

TÉBESSA

Cheria veut mieux

Cheria, commune de plus de 80 mille habitants, située à 47 km u sud-ouest du chef-lieu de la wilaya de Tébessa. Cette localité, au passé illustre de bastion de lutte durant la guerre de Libération nationale, vit de nos jours un paradoxe.

Ali Chabana

Autrefois, point de passage des caravaniers venant du Nord et allant vers le Sud et vice-versa, tant elle constituait une halte obligée, un véritable réservoir d'eau pour les voyageurs commerçants. Aujourd'hui, les habitants de cette paisible ville font dans la protestation, revendiquant leur part de ce liquide précieux, car le déficit en AEP se fait ressentir dans plusieurs quartiers de la cité, au point où les gens recourent à des citernes pour s'approvisionner en eau potable. Même le récent transfert du nouveau forage d'Oum Khaled ne parvient pas à lui seul résoudre l'équation, la dotation en nouveaux puits sera-t-elle la panacée pour répondre aux besoins grandissants de la population locale ? Les habitants de Cheria se demandent pourquoi de tous ces chantiers ouverts, dans les opérations dites d'aménagement urbain, et le résultat étant peu visible, des retards s'accumulent, les uns aux autres, au quartier de Larbi Télessi, Ibn Badis, ou encore aux lotissements de la commune 1 et 2 ? Un constat amer pour beaucoup, contraintes de co-

habiter avec les nuages de poussières de chaussées crevassées, de décharges sauvages et de manque d'éclairage public, dans des endroits plongés dans l'obscurité et l'insécurité. Quant au projet de la réhabilitation et la modernisation de tronçons de la route nationale 83, reliant la wilaya de Tébessa et à celle de Khenchela, ainsi que des voies secondaires, ces travaux s'éternisent et les transporteurs s'impatientent, exprimant à maintes reprises leur ras-le-bol d'une route dégradée.

Les infrastructures du transport routier seront renforcées par la réception d'une gare routière nouvellement construite.

Le choix de Cheria, comme futur pôle pour abriter le site de l'Institut national d'agronomie et des sciences vétérinaires de 1.000 places pédagogiques et 500 lits, n'est guère fortuit dans la mesure où la région, jusqu'à Thlygene et Mazraâ en passant par Bir Mokkadem, est réputée pour la richesse de ses ressources animales et cultures céréalières (10 mille hectares réservés à la production de blé dur et d'orge). La wilaya de Tébessa est considérée, à juste titre, à vocation agropastorale mais paradoxalement, elle man-

que d'encadrement technique et scientifique et de vulgarisation agricole, un lourd handicap devant la stratégie de la relance des secteurs de l'agriculture et de l'élevage et leur rajeunissement voulue par l'Etat. Signalons le déficit en matière de dotation de gaz naturel et d'électricité, notamment dans les mechtas reculées et autres hameaux éparpillés sur de longues distances, sur l'étendue de la wilaya.

Cheria, c'est aussi le déficit en projets d'investissement, porteurs et créateurs d'emploi, d'où la persistance d'un taux de chômage élevé, en particulier chez les diplômés universitaires et ceux des centres de formation.

Une formation professionnelle et d'apprentissage qui semble inadaptée à la demande du marché du travail. Pour la programmation d'une maison de l'artisanat, de deux marchés de proximité et d'une zone d'activités, ces infrastructures socioéconomiques seront-elles susceptibles de créer une animation dans une commune réduite à piaffer longtemps sans que la moindre promesse se concrétise ? La position géographique de Cheria, un relais du Nord, au Sud et à l'Ouest, pourra à l'avenir la booster en un carrefour d'échange et de passage dont la localité en tirera un profit certain, si toutefois, Cheria si chère à son chantre M'hamed Chebouki sera mise sur de bons rails, car la ville mérite mieux que ce qu'elle est.

Journée des personnes âgées

Rendre visite à des personnes âgées, de surcroît hébergées dans un centre d'accueil, est un devoir moral et de cœur. Prendre soin d'elles, c'est plus qu'un devoir, c'est un engagement de tout un chacun d'où se manifeste cet élan d'humanisme sans bornes, ni couleur politique et idéologique. Ainsi donc, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des personnes âgées, coïncidant avec le 1^{er} octobre de chaque année, les autorités de la wilaya de Tébessa et à leur tête son secrétaire général sont allées s'enquérir de l'état de cette catégorie de citoyens aux besoins spécifiques, logés au centre de Bekkaria. Créé en 2003, le centre pour personnes âgées accueille en son sein une soixantaine de pensionnaires parmi lesquelles 29 femmes et deux ressortissants marocains. Présidant la cérémonie marquant l'événement, le SG de la wilaya a insisté, entre autres, sur la nécessité de sensibiliser les familles à s'occuper elles-mêmes de leurs personnes âgées, notamment parents et grands-parents,

et ne pas les abandonner en se débarrassant d'eux, comme cela se faisant dans le passé, des valeurs humaines qu'on a tendance à délaissier, en citant l'exemple du Khalifa Aboubaker Essedik, qui, raconte-t-on, chaque jour avant d'aller accomplir la prière du sobh, passait par la demeure d'une vieille femme pour l'aider à arranger et nettoyer sa maison.

Un acte édifiant venant d'un illustre personnage de notre histoire. Aujourd'hui, nos familles algériennes sont encore appelées à revenir à ces moments de chaleur que ne pourra remplacer aucune autre structure, en dépit de tout le dévouement du personnel proposé à cette tâche. L'Etat prévoit un dispositif afin d'assister les familles en charge de personnes âgées et malades, avec l'entrée prochainement en application d'une nouvelle loi consistant en la prise en charge de ces personnes durant la journée (de 7h jusqu'à 19h); après quoi, les proches viennent les récupérer, une manière d'agir souple, pour ne pas

couper brusquement les liens familiaux des personnes mises dans un centre d'accueil, selon les responsables de la DAS. Pour sa part, l'éducateur Habib Souaïdia dira que «le centre de Bekkaria, unique en son genre dans la wilaya, arrive à un stade de saturation et le nombre des pensionnaires ne cesse d'augmenter, avec l'arrivée des sans-abri pendant l'hiver. Cette situation est due en partie à l'absence de Diar Errahma qui pourra soulager la surcharge, au moment où les personnels administratif et pédagogique font de leur mieux pour répondre à la demande si exigeante des pensionnaires, à la santé fragilisée dont certains cas relevant de la psychiatrie». En somme, les pouvoirs publics dispensent des efforts conséquents, reste à penser aussi à une stratégie pour assister les familles en charge de personnes âgées, en leur fournissant une assistance directe, sans quoi, la problématique reste posée pour longtemps.

A. C.

EL TARF

Des agriculteurs honorés

A. Ouelaa

A l'occasion de la Journée arabe de l'agriculture qui coïncide avec le 1^{er} octobre, la chambre de l'agriculture a organisé au siège de la DSA une cérémonie à travers laquelle quinze agriculteurs se sont vu remettre des attestations et petits cadeaux pour avoir réalisé de très bons rendements.

Il s'agit, entre autres, de Berkane Azeddine qui a obtenu presque 60 q/ha, le premier à l'échelle de l'Est algérien, dans les semences de multiplication, Kraïmia Abdallah qui a obtenu 900 q/ha pour la tomate industrielle et le jeune ingénieur agronome Hamami qui a aussi réalisé de bons rendements dans les céréales. Un haut responsable de la

BADR, dans son intervention a fait part des crédits et aides accordés aux agriculteurs et conservateurs de la wilaya d'El Tarf alors que M. Saci Labadlia, président de la chambre de l'agriculture, tout en se félicitant des bons rendements réalisés cette année dans toutes les cultures, a insisté auprès des agriculteurs à faire mieux l'année prochaine.

BLIDA

Des projets en retard et des mises en demeure

Tahar Mansour

Alors que l'Etat a débloqué des sommes très importantes pour la réalisation de nombreux projets dont l'utilité pour les citoyens n'est plus à démontrer, certains accusent un retard conséquent dans leur réalisation et l'un de ces projets n'a même pas été lancé bien qu'il ait été attribué à une entreprise de réalisation. C'est le constat qu'a fait le wali de Blida, M. Abdelkadr Bouazghi, qui n'a pas manqué de donner, lors de sa visite sur le terrain, des instructions fermes aux responsables concernés afin de prendre les mesures nécessaires pour relancer les réalisations en souffrance. D'importantes décisions ont ainsi été prises sur-le-champ par le wali afin de pallier les manquements et rattraper les retards, ce qui permettra aux citoyens de bénéficier assez rapidement de ces infrastructures. Parmi ces projets en souffrance, le dédoublement de la RN 68 avec évitement de la ville d'Oued El Alleug n'a même pas été lancé bien que le marché ait été attribué à une entreprise publique qui n'a même pas encore installé le chantier. Le wali a donné ordre au chef de projet représentant l'entreprise de lancer les travaux très rapidement : «C'est un projet très important pour tout le monde et je veux le voir réalisé le plus tôt possible. Démarrez-le et lancez très vite les travaux, je viendrai inspecter ce projet au moins une fois par semaine pour voir où il est arrivé», a-t-il déclaré. Pour rappel, ce projet bénéficie d'une enveloppe de 2

milliards de dinars pour la réalisation de 10 km de route en deux voies avec 8 carrefours giratoires et désengorgera la ville d'Oued El Alleug. Deux autres chantiers qui ont aussi suscité le courroux du wali ont trait à la réalisation de 274 logements LPL situés à Ain Aïcha dans la commune de Benkhellil et 200 autres, toujours dans la formule LPL et dans la même commune sont à l'arrêt bien qu'ils aient été lancés en 2007. Le wali a exigé des responsables que les problèmes rencontrés avec l'entreprise de réalisation doivent être réglés sur place et si résiliation du contrat il y a, il faudrait entamer les procédures nécessaires très rapidement afin de relancer les travaux et de terminer le plus tôt possible les deux projets. Il rappela à cet effet que les citoyens attendent depuis trop longtemps ces projets qui sont censés améliorer leurs conditions de vie. Quant au projet de réalisation d'un centre de formation professionnelle de 300 places, il connaît un taux de réalisation assez avancé et pourrait même être livré avant les délais. C'est ce qu'a annoncé le responsable de l'entreprise chargée de la réalisation. Un autre projet sera réceptionné dans les délais, il s'agit du marché de proximité situé dans la commune de Béni Tamou et qui sera livré à la fin du mois d'octobre. Ce marché, composé de 40 locaux et 19 box, atténuera certainement la pression sur les autres lieux de commerce, participant ainsi à la résorption du marché informel et libérant des espaces qui pourraient être utilisés par les citoyens.

Extraction illicite de gravier et de sable : saisie des équipements

Ayant reçu des informations sûres concernant la présence d'individus qui extraient illégalement du gravier et du sable à partir de l'oued Chiffa, les éléments du groupement régional de la gendarmerie de Blida initièrent une enquête et utilisèrent un hélicoptère dépendant du 1^{er} groupement régional pour déterminer le lieu exact d'extraction. Aussitôt la localisation effectuée, les gendarmes se dirigèrent vers l'oued Chiffa où ils procédèrent à la saisie de deux machines servant au concassage, deux rétro-chargeurs et de deux camions de marque Shac Man, propriétés du dénommé M. B., propriétaire de la station de concassage. Ils saisirent aussi deux camions de marque Hyundai appartenant à un entrepreneur. Il y a lieu de noter que le dénommé M. B. avait déjà eu maille à partir avec la justice en 2014 pour les mêmes motifs.

Trafic de psychotropes, 5 personnes arrêtées

C'est au cours d'une patrouille de routine de la brigade de sécurité routière par les éléments de la compagnie de la Gendarmerie nationale de Boufarik au niveau de l'autoroute Est-Ouest aux environs de 3h du matin, qu'un véhicule suspect de marque Renault Clio à bord duquel se trouvaient deux individus a subi une fouille qui a permis la découverte de 14 tablettes de psychotropes contenant chacune 20 comprimés.

Questionnés sur la destination de ces comprimés, les deux suspects ont déclaré qu'ils allaient les livrer à des personnes qui les attendaient à Boufarik. Aussitôt, des gendarmes se sont rendus sur le lieu du rendez-vous et ont procédé à l'arrestation de trois individus qui se trouvaient à bord d'un véhicule de marque Renault Kangoo et qui attendaient la livraison des comprimés de psychotropes. Une enquête a été donc ouverte et les mis en cause seront incessamment présentés à la justice aussitôt les procédures terminées.

Tahar Mansour

Horaires des prières pour Alger et ses environs

19 dhou el Hidja 1436				
El Fedjr 05h19	Dohr 12h37	Assar 15h57	Maghreb 18h33	Icha 19h50



La baguette de pain à 12 dinars ?

A. Mallem

«Même à 12 dinars la baguette de pain, cela n'arrange pas les affaires des boulangers qui n'arrivent plus à tenir, face à l'augmentation générale des prix des produits entrant dans sa fabrication». C'est ce que nous a indiqué jeudi dernier M. Abdelaziz Bouguerne, secrétaire chargé de la communication au bureau de wilaya de Constantine de la Fédération nationale des boulangers, annonçant dans la foulée qu'une réunion importante du conseil national de leur organisation pouvant déboucher sur des décisions importantes pour le devenir de cette corporation se tiendra aujourd'hui samedi 3 octobre à Alger, à l'effet de discuter, une fois encore, de l'augmentation du prix de la baguette. Et d'expliquer que celle-ci est tarifiée actuellement à 10 dinars, prix qui ne découle pas d'une décision officielle mais qui est tout de même toléré par les pouvoirs publics. Selon notre interlocuteur, ce tarif n'arrange plus les affaires des boulangers qui font face à une augmentation générale des prix des produits entrant dans la fabrication du pain. «Il y a deux ans, lorsque le ministère du Commerce a mis en place une commission pour l'évaluation du coût de fabrication du pain, celle-ci est arrivée à conclure que le prix de

CEM Abdelhafid Boussouf de Békira Retour à la normale après une rentrée «perturbée»

A. El Abci

Les parents d'élèves du CEM Abdelhafid Boussouf à Békira sont dans tous leurs états et ne décolèrent pas de voir leurs enfants privés d'enseignement au dit collège, et ce depuis pratiquement la rentrée scolaire du début du mois de septembre passé, en raison du boycott de toute activité par l'économe de l'établissement, affirment-ils. Selon le président de l'association des parents, Belaïb Med Chérif, les difficultés durent depuis une année en vérité, suite à la mutation de la responsable de l'économe du CEM «Boussouf» à celui de «Bouguendoura», toujours à Bekira, mais la concernée n'a pas accepté la mutation et refusé de rejoindre son nouveau poste. Et de poursuivre que pour cette année, les choses se sont corsées davantage, en ce sens qu'elle a refusé de procéder à la passation des consignes, enfermant tous les dossiers du personnel ainsi que ceux de la prime de scolarité, les livres, sans parler de l'assurance aux élèves, etc., gelant toutes les activités. Et, dira-t-il, le collège a été purement et simplement paralysé. Et de souligner que cette situation a eu pour résultat de priver plus de 300 élèves de suivre leurs cours normalement comme le reste de leurs camarades des autres établissements scolaires. Tou-

la baguette devrait être de 12 dinars minimum. Aujourd'hui, à cause de l'inflation des prix, même à ce tarif les boulangers ne peuvent pas s'en sortir car ce prix ne couvre même pas les coûts de production de la baguette quand on voit que le kilo de levure a augmenté de 50 dinars, que l'ouvrier boulanger est en train de revendre une augmentation de salaire et exige d'être rémunéré à 600 dinars le quintal au lieu de 450. L'autre problème est celui constitué par l'augmentation des tarifs de l'électricité et de l'eau.

«Je ne vous cache pas que le conseil national, sous la forte pression des boulangers, se trouve contraint de prendre des décisions pratiques allant dans le sens de leurs revendications pressantes, parce qu'ils brandissent la menace de fermeture en cascade. Aujourd'hui à Constantine, par exemple, cette situation a fait que de nombreux boulangers sont poursuivis en justice par les fournisseurs de la farine, par la sécurité sociale, par leurs ouvriers dont les salaires restent impayés, etc. D'autre part, sur les 710 boulangers inscrits au niveau du registre du commerce, il ne reste aujourd'hui que 230 qui activent encore. Et ce nombre risque d'être revu à la baisse si la situation demeure telle qu'elle est actuellement», a soutenu le responsable de la Fédération des boulangers.

jours selon le président de l'association des parents d'élèves du CEM, la directrice de l'établissement ne sait plus où donner de la tête et en a «marre», dira-t-il, de cette situation et elle affirme en avoir transmis des rapports détaillés à la direction de l'Education.

Questionné sur ce sujet, le directeur de l'Education, M. Bouhali, a reconnu que des perturbations ont émaillé la rentrée du CEM Boussouf de Békira, suite au refus de l'économe de procéder aux passations de consignes avec sa remplaçante, et ce en représailles à sa mutation dans un autre CEM.

Réfutant de parler de paralysie du CEM comme rapporté par les parents d'élèves, le même responsable estime que cela est «exagéré», préférant parler pour ce qui le concerne de perturbations et de deux jours d'arrêt effectif de cours, dira-t-il. Selon le chef de service «finances» de la direction de l'Education, Youcef M'rimèche, qui venait de rentrer d'une mission au CEM en question, en raison d'un déficit en matière d'économes, une chargée de l'économe a été désignée et elle sera présente deux fois par semaine dans cet établissement et qui a déjà commencé à procéder à la distribution des livres, à l'établissement des fiches de paye des enseignants, etc. Et il a affirmé que «tout est rentré dans l'ordre maintenant».

L'eau de Beni Haroun à la rescousse de l'agriculture

A. E. A.

Le wali de Constantine a annoncé jeudi la décision de l'exploitation d'une partie des eaux du barrage de Beni Haroun, dans la wilaya de Mila, pour l'irrigation en vue de combler le recul enregistré dans les récoltes des grandes cultures, des suites du manque de précipitations ayant marqué cette saison.

Puisée dans le quota attribué à la wilaya de Constantine, cette eau sera affectée au projet d'exploitation, et l'application sera effective dès l'année prochaine 2016 et ce, à l'effet d'accroître la production locale en matière des céréales d'hiver. Cette déclaration qui a réjoui les agriculteurs concernés a été faite lors de la Journée nationale de vulgarisation agricole, qui a été organisée jeudi dernier à l'Institut des techniques des grandes cultures de Baaraouia, qui a connu une assistance nombreuse d'agriculteurs et de plusieurs associations du secteur.

Selon le wali encore, les pouvoirs publics ont fait beaucoup en matière de soutien et d'aides, en vulgarisation aussi bien que pour l'encouragement à l'investissement dans la terre, sachant que l'agriculture chez nous dépend de manière générale des conditions atmosphériques et climatiques. «Cependant, poursuivra-t-il, il ne s'agit nullement là d'une fatalité et nous avons décidé de recourir à l'irrigation d'appoint à partir des retenues collinaires et d'autres points d'eau, mais aussi de tout un programme prévu pour bénéficier d'une partie des eaux du barrage de Beni Haroun». Programme qui, d'après M. Hocine Ouadah, est en cours de préparation et de travaux, dont certains segments seront finalisés d'ici peu, permettant de profiter des bénéfices que peut apporter ce programme pour combler un tant soit peu le manque enregistré, mais il appartient aux agriculteurs de poursuivre leurs efforts, car l'eau est un facteur important mais non suffisant à lui seul, et il faut voir grand, surtout en direction du marché international, qui représente l'avenir pour notre agriculture.

D'autre part, selon le secrétaire général de la chambre d'agriculture de Constantine, M. Kadri, la wilaya continue à être leader à l'échelle nationale dans les semences de céréales malgré que sa superficie agricole cultivable est de 131.000 ha seulement, dont 68.000 sont exploités chaque année. Constantine continue à être leader dans la production de semences qu'elle «exporte» vers 13 wilayas. La raison, soulignera-t-il, est que les agriculteurs dans la wilaya ont atteint un degré de professionnalisme élevé, en matière de maîtrise des procédures techniques, d'emploi des engrais, etc. La wilaya, et en dépit de toutes les difficultés à l'instar de chutes de zéro pluies en mai et en juin, a enregistré un (1) million de quintaux de céréales, en recul par rapport à la récolte de l'année 2014 où elle a dépassé le 1 million et demi de q.

18.000 inscrits aux cours d'alphabétisation

A. Mallem

Selon les responsables de l'office national de lutte contre l'analphabétisme de la wilaya de Constantine, c'est plus de 18.000 apprenants qui ont rejoint jeudi, dans cette catégorie, les bancs des classes d'alphabétisation éparpillées à travers la wilaya de Constantine qui compte 12 communes. Le coup d'envoi de la rentrée officielle 2015/2016 a été donné jeudi au niveau de la commune rurale de Béni-Hmidène par le responsable de la direction annexe de l'office de la wilaya. M. Hamadi Hocine qui est intervenu à cette occasion

pour dresser un état des lieux concernant la nouvelle rentrée scolaire dans le secteur de l'alphabétisation a confirmé le chiffre global d'apprenants inscrits cette année dans les classes d'alphabétisation encadrées par son organisme, ajoutant que cette année, ce dernier compte environ 400 groupes d'alphabétisation qui sont encadrés par un contingent de 230 agents contractuels, dont 114 sont issus de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et trois seulement qui sont puisés dans le dispositif géré par la direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya de Constantine. «Concernant les nouveaux inscrits, a

Un incident prive Kef Lakehal d'électricité

A. Mallem

Les agressions commises accidentellement sur les réseaux de gaz et d'électricité continuent de plus belle. Jeudi, c'est la population de Kef Lakehal, sur les hauteurs de la ville de Constantine, qui a été victime, vers le coup de midi, d'une coupure d'électricité lui ayant causé beaucoup de désagréments. Les riverains qui nous ont contactés aussitôt étaient en colère et s'en sont pris automatiquement à la Sonelgaz et ses services. Aussi, lorsque nous avons contacté à notre tour Mme Meziani Djihane, chargée de la communication au niveau de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE) de Constantine, elle nous a confirmé aussitôt l'incident en affirmant qu'une équipe technique était arrivée sur les lieux où s'est produite la panne vingt minutes après pour constater qu'il s'agissait d'une agression sur le réseau de l'électricité commise par l'entreprise publique Cosider qui procédait à des creusements dans cette zone. Cette

responsable a rappelé que ces incidents ont tendance à se multiplier poussant son entreprise à recourir à la justice pour demander des réparations des dommages causés. Mais ce qui est désolant, a ajouté Mme Meziani, est que ce phénomène semble ne pas constituer une préoccupation pour les opérateurs, à savoir les entreprises de travaux publics qui procèdent à des creusements dans des zones parsemées de réseaux divers sans se soucier de demander les plans de ces réseaux, notamment auprès de la SDE. L'agression sur le réseau électrique a été qualifiée d'importante par la chargée de la communication de la SDE puisque, selon elle, le temps passé par l'équipe technique à rétablir le courant avait dépassé les trois heures. «Habituellement, ce temps n'excédait pas 30 ou 45 minutes pour les pannes moins importantes. En tout cas, nous a précisé notre interlocutrice, le courant a été rétabli à 15h15 pour le plus grand soulagement de la population de Kef Lakehal.

Désaffection pour le dépistage du cancer du sein

L'opération de dépistage du cancer du sein au niveau de la Cnas de Constantine a connu un recul et une grande désaffection auprès des femmes assurées sociales affiliées à la caisse. Si à l'entame de l'opération en 2010, l'adhésion des concernées à la démarche a été satisfaisante, répondant à ce qui en était attendu, malheureusement, au fur et à mesure, cet intérêt pour le dépistage s'est atténué et s'est réduit considérablement. C'est ce qu'a indiqué jeudi dernier le directeur la Cnas, Saïd Allami.

Selon ce responsable, ce bilan tout à fait négatif, dû essentiellement à une insuffisance dans la prise en charge et du suivi, est venu s'ajouter à la croyance dominante dans la société constantinoise qui est traversée de part en part par un sentiment de fatalité. Et notre interlocuteur de poursuivre en soulignant que la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) de Constanti-

ne couvre, depuis l'année 2010, en matière de dépistage précoce du cancer du sein, près d'une douzaine wilayas de l'est du pays, citant dans ce sillage les wilayas de Tébesa, Oum El Bouaghi, Biskra, Batna, El Taref, Annaba, Khenchela, Mila, El Oued, Guelma et Souk Ahras, en plus bien évidemment de Constantine.

Et de noter que pas moins de 56.000 femmes ont été convoquées pour l'opération de dépistage. Mais sur ce nombre considérable, seules 5.700 ont répondu à la convocation et se sont soumises à l'opération de dépistage en question, c'est-à-dire à peine 10% de l'ensemble des femmes convoquées et concernées. Et de faire observer enfin que pour ce qui concerne les cas suspects, il n'a été relevé qu'une proportion de 3,52% de l'ensemble de ces 5.700 femmes qui se sont présentées à la caisse.

A. E. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

19 dhou el hidja 1436

El Fedjr 05h06	Dohr 12h23	Assar 15h44	Maghreb 18h20	Icha 19h36
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCCEN

Les chefs d'entreprise se mobilisent

Khaled Boumediene

C'est en présence du wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid, du président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad, des organes dirigeants du FCE, et d'un grand nombre de chefs d'entreprise, de professeurs d'université et d'étudiants, que s'est ouverte hier la première édition de l'université du Forum du FCE, qui va durer trois jours au palais de la culture «Abdelkrim Dali» de Tlemcen, sous le thème : « Tous mobilisés ». Le président Ali Haddad du FCE a mis en place sa structure « Jil FCE » dédiée exclusivement aux jeunes promoteurs. Cette entité sera la task-force de la future génération de bâtisseurs de la wilaya de Tlemcen et d'autres régions du pays. A l'affiche de la journée du premier octobre 2015, quatre thématiques porteront sur les chemins de l'efficacité économique (Panel 1), les chemins de la relance industrielle (Panel 2), agro-industrie « donnons de la grandeur à nos ambitions ! » (Panel 3), et « les nouveaux leviers de croissance sont là, act-ivons les, maintenant » (Panel 4). Le 02 Octobre 2015: «Jil FCE» is born. Le choix du sujet n'est pas laissé au hasard pour cet évènement majeur, premier du genre à Tlemcen. Il s'agit d'une véritable mobilisation des chefs d'entreprise, pour s'associer de plus en plus fortement à l'œuvre collective de construction d'une économie performante, solidaire et fondée sur le travail et non plus sur la rente pétrolière, et de réaffirmer le rôle essentiel des entreprises dans la création de la richesse et d'emplois. Les panelistes ainsi que les autres participants feront sans complaisance le diagnostic des politiques mises en œuvre jusqu'à présent et ce, au regard de la conjoncture que traverse notre pays.

Lors de cette rencontre de concertation, les chefs d'entreprise débattront franc sur l'entreprise algérienne et ses perspectives et feront



un échange fructueux entre le président, les organes dirigeants du FCE et l'ensemble des membres, en vue d'orienter l'action du FCE pour la période à venir, et esquisser une feuille de route pour améliorer la compétitivité des entreprises, et concourir au développement industriel. Ce méga-brainstorming permet surtout de nourrir la réflexion sur le modèle économique que l'Algérie doit adopter pour réussir son processus de diversification et son objectif de croissance durable. Il faut souligner dans ce cadre, que la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de la wilaya de Tlemcen, en collaboration avec les acteurs économiques, a toujours multiplié ses actions pour contribuer à la réflexion nationale sur le développement industriel. Le wali de Tlemcen s'est longuement attardé, lors de son allocution d'ouverture de ce Forum, sur les capacités agricoles et économiques dont dispose la wilaya, ainsi que sur les nombreuses infrastructures routières, aéroportuaires, universitaires, et autres infrastructures de technologies de l'information et de la communication, réalisées ces dernières années dans la wilaya, qui peu-

vent être un levier essentiel pour la relance économique et la constitution d'un pôle agro-industriel performant.

La journée d'aujourd'hui sera consacrée à plusieurs questions ayant trait au financement (nerf de la guerre de l'entreprise, d'autant plus que la question de l'efficacité en matière de financement de l'économie nationale est une préoccupation centrale à la lumière de la baisse des recettes de l'Etat), à l'agro-industrie, aux chemins de la relance industrielle et l'enjeu majeur de la sécurité alimentaire, mais qui aura aussi un rôle moteur pour toute notre économie, et au secteur du développement économique (qui est tributaire de la promotion des technologies de l'information et de la communication).

Plusieurs intervenants se succéderont pour expliquer des questions cruciales: comment compenser l'érosion des ressources publiques ? Comment passer du financement par le budget au financement par le marché ? Quid de la régularisation fiscale, la politique de subvention, la pression fiscale, l'émergence des talents, et l'accompagnement des bouleversements technologiques.

un événement à marquer d'une pierre blanche. Cette localité, qui a souffert durant de longues années, ne subira plus le diktat imposé auparavant par les spéculateurs qui leur revendaient les bouteilles de gaz à des prix forts. On apprendra aussi qu'une opération analogue touchera bientôt neuf (9) autres bourgs situés dans cette commune. M. Touhami a insisté auprès des responsables concernés pour que ces chantiers en cours de raccordement de gaz naturel soient achevés dans un délai maximal de 05 mois, soit avant la fin du 1er trimestre 2016. Enfin, avec cet ap-

port bénéfique qui apportera un soulagement certain aux familles de ces bourgades, le taux global de pénétration en gaz naturel dépasse les 56 % dans la wilaya d'Ain-Temouchent (28 communes) alors celui de l'électrification urbaine et rurale a atteint jusqu'à au moins 91% et probablement nettement mieux en 2016. Signalons que la direction de la Sonelgaz d'Ain-Temouchent organise régulièrement des campagnes de sensibilisation à l'effet de mettre en garde les usagers contre les risques du monoxyde de carbone et de l'énergie électrique.

CHLEF

Campagne labours-semailles, c'est parti!

Bencherki Otsmane

C'est à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole que le coup d'envoi officiel de la campagne labours-semailles 2015/2016 a été donné, jeudi dernier à partir d'Ouled Ben Abdelkader, par le directeur des services agricoles de la wilaya de Chlef. A titre de rappel, au cours de cette présente campagne, les prévisions font état de 90 000 hectares de terres emblavées. Les enlèvements de semence pour la campagne agricole 2015-2016 ont déjà débuté, au niveau de la CCLS de Ténès et de celle d'Ouled-Farès. Selon le directeur de la CCLS M. Mesrouk Djamel, « les semences traitées et les engrais (azote et phosphate) sont disponibles en quantités suffisantes pour couvrir l'ensemble des besoins des céréaliculteurs ». Et pour mener à bien cette campagne, le directeur de la CCLS tient à rappeler qu'il a été ouvert un guichet unique au niveau de la caisse pour répondre aux attentes des fellahs. Par ailleurs, en cette circonstance pour valoriser les produits agricoles locaux, la direction des services agricoles et la chambre de l'agriculture ont organisé une exposition de matériels et équipements agricoles ainsi que des produits du terroir au niveau de la commune d'Ouled Ben-Abdelkader, anciennement appelée Masséna, située à 20 km au sud-ouest de Chlef, sur l'oued Sly au pied de l'Ouarse-nis, à côté du barrage de Sidi Yagoub. Les présents à cette manifestation ont été assez nombreux à l'image des céréaliculteurs, des apiculteurs, des maraîchers, des producteurs de lait ; des fabricants d'aliments de bétail et des aviculteurs qui ont exposé des échantillons respectifs de leur production.

L'Ansej, l'Angem, les banques ont tenu à être présentes également à ce rendez-vous pour pouvoir mieux vulgariser leurs produits à destination des fellahs. Les bureaux d'études ont tenu eux aussi à figurer parmi les exposants pour permettre aux agriculteurs de connaître les procédures pour mener à terme un projet dans le secteur agricole. Mme Hamidi Boudjelthia Fadila, déléguée des quatre bureaux d'études activant au niveau de Chlef, nous a indiqué que « le délai pour un promoteur de voir son projet réalisé a été considérablement écourté, pour peu que le dossier du demandeur d'un crédit ne présente aucune anomalie ». A ce sujet, la déléguée des bureaux d'études nous a fait savoir que « plus d'une trentaine de dossiers ont été traités depuis le début de cette année et leurs bénéficiaires ont pu réaliser concrètement leur projet ». Lors de sa visite aux stands de cette exposition, le directeur des services agricoles de Chlef n'a pas manqué d'insister sur le rôle prépondérant de

l'agriculture dans le développement du pays pour se soustraire de la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger, d'autant plus, dira-t-il, que « L'Algérie connaît depuis près d'un demi-siècle une importante dynamique démographique qui a rompu divers équilibres économiques, sociaux et naturels et induit une forte pression sur les ressources agricoles disponibles ». A cela s'ajoute, note ce responsable, « le réchauffement climatique qui pourrait engendrer plusieurs impacts sur les ressources naturelles, sur les productions (quantitativement et qualitativement), sur les filières de consommation d'intrants et sur l'espace rural. Selon les spécialistes « Ce réchauffement induira indubitablement des modifications des cycles de l'eau, une dégradation des qualités des terres agricoles, une baisse de fertilité des sols, une érosion de la biodiversité, un déplacement des étages bioclimatiques, ainsi que des risques parasitaires et sanitaires multiples, d'où la nécessité impérieuse de moderniser notre agriculture en introduisant les nouvelles techniques dans le domaine agricole à l'instar de ce qui se pratique dans les pays ayant atteint l'autosuffisance alimentaire ». Toutefois, le directeur de l'agriculture préconise, à la veille du lancement de la présente campagne labours-semailles, que pour faire face aux effets du changement climatique, un effort sérieux en termes de productivité doit être effectué. « Il est fort nécessaire, dira-t-il, d'opérer des changements sur les points les plus faibles du secteur agricole, notamment pour augmenter les disponibilités en facteurs de production indispensables, parmi lesquels les niveaux des précipitations pluviométriques. Le manque de précipitations peut être comblé par le recours à l'irrigation, hélas, insuffisante, puisque les superficies irriguées dans la céréaliculture dans la wilaya de Chlef ne dépassent pas les 5 000 hectares. Cela est aujourd'hui possible grâce à la réalisation de la station de dessalement d'eau de mer de Mainis (Ténès) qui approvisionne presque la totalité de la population chélienne en eau potable et permettant par conséquent à l'agriculture de bénéficier totalement des eaux des deux barrages de la wilaya, celui de Sidi-Yagoub dans la commune d'Ouled Ben Abdelkader et celui de Oued-Fodda qui date de l'ère coloniale ». A noter que les superficies irriguées par les kits fournis par la CCLS ont permis d'atteindre des records en matière de rendement à l'hectare (plus de 50 q de blé à l'hectare).

Rendez-vous donc est pris pour l'année prochaine, notamment à l'heure des bilans pour savoir si cette « nouvelle » politique agricole aura permis d'atteindre les objectifs tels que fixés par les pouvoirs publics.

OUED-SEBBAH

1 226 foyers raccordés au gaz naturel

Mohamed Bensafi

Le wali d'Ain-Temouchent, M. Hamou Ahmed Touhami, accompagné d'une délégation dont le directeur de l'énergie et des mines, s'est rendu, ce jeudi, dans la localité d'Oued-Sebbah (50 km à l'est d'Ain-Temouchent) où il a procédé à la mise en service du raccordement en gaz de ville au profit de 1 226 foyers. Long de 20 km environ, le réseau public de gaz et la conduite d'amenée ont coûté un montant de 20 milliards de centimes à la Sonelgaz. La liesse était à son comble chez ces citoyens pour

un événement à marquer d'une pierre blanche. Cette localité, qui a souffert durant de longues années, ne subira plus le diktat imposé auparavant par les spéculateurs qui leur revendaient les bouteilles de gaz à des prix forts. On apprendra aussi qu'une opération analogue touchera bientôt neuf (9) autres bourgs situés dans cette commune. M. Touhami a insisté auprès des responsables concernés pour que ces chantiers en cours de raccordement de gaz naturel soient achevés dans un délai maximal de 05 mois, soit avant la fin du 1er trimestre 2016. Enfin, avec cet ap-

port bénéfique qui apportera un soulagement certain aux familles de ces bourgades, le taux global de pénétration en gaz naturel dépasse les 56 % dans la wilaya d'Ain-Temouchent (28 communes) alors celui de l'électrification urbaine et rurale a atteint jusqu'à au moins 91% et probablement nettement mieux en 2016. Signalons que la direction de la Sonelgaz d'Ain-Temouchent organise régulièrement des campagnes de sensibilisation à l'effet de mettre en garde les usagers contre les risques du monoxyde de carbone et de l'énergie électrique.

BOUGTOB

Les bénéficiaires de logements sociaux prennent leurs appartements

Hadj Mostefaoui

Les 322 bénéficiaires des logements sociaux dont les noms ont été affichés sur la liste des heureux élus au cours de ces tout derniers mois étaient sur leur trente et un en ce début de matinée de ce mercredi dernier et c'est dans une ambiance festive et bon enfant, en présence des autorités locales, qu'ils ont reçu les clés de leurs nouveaux appartements. Le thé vert à la menthe qui coulait à flots et la

galette de pain faite maison accompagnée du bol de beurre du terroir étaient servis par les nouveaux locataires, avec le sourire aux lèvres, aux hôtes de cette ville, à l'issue de cette opération. Au cours de cette opération, l'APC a de son côté mis les petits plats dans les grands en apportant son précieux concours en mobilisant l'ensemble de son personnel de la voirie ainsi plus d'une dizaine de camions au profit des nouveaux locataires afin de les assister dans le transport de

leurs équipements électroménagers et du mobilier. Cette première tranche de 322 logements sociaux, retenue dans le cadre du programme Résorption de l'habitat précaire, a été menée à bon port dans des délais très courts par le département de la maîtrise de l'ouvrage de la D.G/OPGI, chargé de la concrétisation des différents projets d'habitat, et sera suivie dans les tous prochains mois par la réception d'un important lot d'unités à travers d'autres chefs-lieux de commune.

DJIDIOUA

Tension à l'EPSP

Mahi Ahmed

Le climat tendu qui prévaut depuis longtemps au sein de l'EPSP de Djidjouia, 35 kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya de Relizane, n'a pas laissé indifférents les représentants de trois organisations syndicales à sortir de leur mutisme pour organiser des actions de protestation et demander au ministre de la Santé de diligenter une commission d'enquête afin de mettre toute la lumière sur les dépassements enregistrés dans la gestion des affaires de cette infrastructure sanitaire qui connaît des troubles interminables.

Les quelques 50 fonctionnaires de l'EPSP s'agitent pour que les responsables concernés bougent et opèrent le

changement tant souhaité à la tête de l'établissement. Les décisions arbitraires prises par l'administration à l'encontre de certains travailleurs sont inacceptables et l'on dénonce vigoureusement la politique de menace. Devant la détérioration des conditions de travail et la régression des prestations sanitaires, les syndicats ont jugé utile de se manifester afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation catastrophique qui caractérise l'EPSP et la nécessité d'une intervention rapide pour l'assainissement du climat actuel.

Il faut noter enfin que cette EPSP couvre 16 communes touchant quelque 300 mille citoyens en matière de couverture sanitaire.

Démolition d'une douzaine d'abris à bateau illicites Une fin de semaine houleuse, à Mers El Kébir

Rachid Boutlélis

Illicitement construits, une douzaine d'abris à bateau ont été ciblés, tôt la matinée du jeudi, par une opération de démolition au lieu-dit « Monta » à mi-chemin du tunnel de la Pêcherie d'Oran, sur le territoire de la municipalité de Mers El Kébir. Ces garages à bateau ont été construits sans autorisation, dans le flanc de la falaise plongeant dans la mer et longeant l'axe routier menant à cette commune, véritable porte d'accès de la daïra d'Aïn El Turck.

Selon des sources concordantes, la plupart de ces contrevenants s'adonnaient à la pêche artisanale et disposaient, pour le besoin de petites embarcations. Un important dispositif anti-émeute de la Gendarmerie nationale a été déployé pour parer à tout éventuel dépassement, lors de cette opération de démolition, qui a été, finalement, menée, sans aucun incident majeur. L'un des indus occupants de ces abris à bateau illicites, pêcheur de son état, s'est insurgé avec une pointe de consternation non dissimulée « pourquoi ne démolissent-ils par

l'alignement de mesures, prétendues faire office de garages à bateau, qui ont été construites illicitement, dont certaines tout récemment, sur les plages à Beau-séjour, à Claire Fontaine, à St Germain, à St Roch et j'en passe ? Et pourtant, la police a débusqué, à plusieurs reprises, des groupes de malfaiteurs dans ces mesures, qui, c'est un secret de polichinelle, constituent un lieu de refuge pour des personnes suspectes. Nous estimons légitime et nous avons, par conséquent, le droit de nous interroger sur les raisons de ce 'deux poids deux mesures' ».

Notons que la veille de cette opération de démolition, des troubles ont éclaté sur la RN 2, reliant Oran à la daïra d'Aïn El Turck, à hauteur du quartier de Roseville, sur le territoire de la commune de Mers El Kébir. Des familles demeurant dans le hameau Bastien, en référence à l'oued traversant cette zone, se sont jointes à d'autres occupants de constructions illicites, pour barer la route à l'aide de différents objets hétéroclites et ce, dans le but d'attirer l'attention des autorités

locales et revendiquer leur relogement. Le trafic routier a été perturbé sur cet important axe routier et la circulation automobile a été déviée par les forces de police vers la route de la corniche supérieure. Notons encore que les représentants de ces familles ont été reçus par le wali d'Oran, qui a promis qu'une commission d'enquête sera désignée pour étudier leur dossier au cas par cas. Il est, nécessaire, de signaler dans ce contexte, qu'en effet, une multitude de prétendus abris de bateaux, illicitement construits sur les plages, jalonnant la côte de la daïra d'Aïn El Turck, agresse violemment le regard, même celui du plus imperturbable. Cette plaie se répand, insidieusement, à une cadence effrénée, enlaidissant et charriant un immense éventail de maux et de désagréments, qui se répercutent négativement sur le cadre de séjour des vacanciers. De la localité de St Roch, porte d'accès du chef-lieu de ladite daïra, jusqu'au site des Andalouses, ce phénomène n'a épargné aucune localité côtière.

Inspection régionale du Travail 0,17% de travailleurs contrôlés touchent moins que le SNMG

L'inspecteur régional de Travail de la région d'Oran a indiqué, jeudi, que sur près de 925.000 travailleurs contrôlés en 2015, seulement 0,17% d'entre eux, perçoivent des salaires inférieurs au SNMG prévu par la loi, soit 18.000 DA.

En marge d'une rencontre régionale d'information sur les mesures introduites par la Loi de finances complémentaire (LFC) 2015, organisée à Oran, par la direction locale de l'Emploi, Bendib Mohamed a précisé, à l'APS, que sur 924.664 travailleurs contrôlés, depuis janvier, dans la région d'Oran couvrant 6 wilayas de l'Ouest, 0,17% de ces travailleurs perçoivent un salaire inférieur au SMIG. «Ce taux minime témoigne d'une certaine conscience, née chez les employeurs sur le strict respect du SNMG et la nécessité d'appliquer, rigoureusement la loi», a-t-il expliqué.

En vertu de cette LFC, les employeurs qui versent au travailleur un salaire de moins que le SNMG sont passibles d'une amende de 10.000 à 20.000 DA et du double, selon le nombre d'infractions en cas de récidive. L'amende peut aller de 20.000

à 50.000 DA et pourra doubler selon le nombre de travailleurs concernés, a-t-on expliqué. Pour ce qui est des retards de paiement des salaires, le même responsable a indiqué qu'il n'en existe que quelques cas, dans la même région, principalement dans certaines coopératives agricoles.

De son côté, le directeur local de l'Emploi, Kessal Abdelhakim, a abordé, lors de cette rencontre, les mesures introduites par la LFC 2015, en matière d'emploi, principalement, pour la main-d'œuvre étrangère. Il s'agit de l'augmentation du tarif du timbre appliqué sur les titres ou permis de travail délivrés aux travailleurs salariés étrangers, dont le montant est fixé désormais à 10.000 DA, contre 5.000 DA dans le passé. Ce même timbre est fixé à 1.000 DA, au lieu de 500 DA, pour les conjoints féminins étrangers de citoyens algériens.

Pour le directeur de la Caisse nationale des Assurés sociaux (CNAS) d'Oran, Mesli Lotfi, « les mesures introduites par la LFC 2015 sont très importantes, en matière de sécurité sociale, principalement, pour ce qui est de la régularisation de la situation

des employés non déclarés à la caisse ». Les employeurs se doivent de déclarer tous leurs travailleurs, autrement, ils seront passibles d'une amende de 100.000 à 200.000 DA pour chaque travailleur, non déclaré, en plus d'une peine de 2 mois à 6 mois d'emprisonnement, a-t-il précisé. En cas de récidive, une amende de 200.000 à 500.000 DA sera infligée, à chaque travailleur non affilié à la CNAS et d'une peine de 2 à 24 mois de prison. Pour les employeurs ayant procédé à l'affiliation de leurs travailleurs dans un délai de 60 jours, depuis la publication de la LFC 2015 (soit 23 juillet 2015), ces sanctions ne s'appliqueront pas et cette affiliation ouvrira droit à l'exonération des majorations et pénalités de retards, dès versement de l'intégralité des cotisations principales dues.

S'agissant des mesures destinées à ceux qui activent dans l'informel, Mesli Lotfi a indiqué que la LFC 2015 comporte des mesures incitatives pour qu'ils se déclarent, volontairement, auprès de la sécurité sociale et bénéficier d'une protection sociale en matière de soins de santé, pour eux et leurs ayants droit.

Le ministre de l'Agriculture «L'avenir de la pêche est dans l'aquaculture»

J. Boukraa

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé, jeudi, en marge de l'ouverture du Salon international de la Pêche et de l'Aquaculture, au Centre des Conventions d'Oran, la création d'une entreprise nationale pour la gestion des ports et des abris de pêche. La création de cette entreprise qui doit répondre à un cahier de charges, entre dans le cadre de la stratégie de l'état, visant le développement du secteur de la Pêche, favoriser l'investissement, diversifier les sources de revenus et la création d'emploi.

Elle contribuera à améliorer les prestations, au profit du secteur de la Pêche, en consultation avec les professionnels. Le même responsable a, également, annoncé que 10 ports de pêche, actuellement, en travaux d'extension et d'aménagement, entreront en service, l'année prochaine. Parmi ces structures le port de pêche de Kristel, à Oran.

La pêche du corail sera aussi, ouverte, avant la fin de l'année en cours. Le ministre a indiqué que le décret relatif à ce genre d'activités a été publié au Journal officiel, signalant que 2 groupes de plongeurs ont été formés. La zone d'Oran et à l'instar de Ténès et El Kala sont touchées par cette formation. La plongée sous-marine, joue un rôle important dans le secteur de la Pêche, notamment, dans l'exploitation du corail qui devrait reprendre, ainsi que toutes les activités de l'aquaculture, en mer. Selon les spécialistes cette activité de plaisance doit être transformée en un métier professionnel, car dans l'exploitation du corail et les activités de l'aquaculture le secteur a besoin des professionnels, pas d'amateurs. Pour ce qui est de l'investissement, le ministre a déclaré que 600 projets d'aquaculture en mer, et 5.000 projets d'investissement sont à accompagner, à l'échelle nationale, durant les 4 prochaines années.

Répondant à une question de la production et le prix du poisson, le M. Ferroukhi a souligné que la complexité et des contraintes réduisent les marges de manœuvres et le niveau de production et que la principale limite à cette équation est d'ordre naturelle car il s'agit d'une ressource halieutique qui offre un stock annuel, devant être respecté. Pour l'Algérie, les études d'experts estiment ce stock exploitable à 150.000 tonnes. Un stock exploitable que l'on ne peut dépasser, sans risque de le voir s'effondrer. La demande, quant à elle, s'élève, au moins, à 200.000 tonnes. Elle augmente évidemment avec la croissance démographique, l'augmentation du pouvoir d'achat. Dans le même cadre le ministre a souligné que le modèle extensif de capture est en vigueur depuis les années 40 avec 14 à 15.000 tonnes, à peine, de pêche maritime. L'arrivée du chalut et du moteur diesel a permis un pic de capture à 150.000 tonnes.

Aujourd'hui ce modèle extensif de capture n'est plus permis, ce qui implique le recours au développement des autres techniques d'aquaculture marine. La production nationale annuelle ne peut excéder les 250.000 tonnes de poisson, bien que la demande annuelle soit de l'ordre de 200.000 tonnes.

Un stock exploitable, actuellement, de 150.000 tonnes qui vient de la mer, contribuerait à maintenir ces équilibres, selon les études réalisées par son département. Il faut, donc, maintenir les équilibres entre les ressources, les investissements et la demande. C'est, ainsi que la stratégie nationale de développement du secteur, portée par le «Plan Aquapêche» est, également, axée sur le développement de l'aquaculture marine.

Le ministre a ajouté: « on exploite aujourd'hui 9 millions d'hectares en espace potentiel, duquel la quantité pêchée varie entre 100.000 et 120.000 tonnes. Mais si on prend 10.000 ha, seulement, de ces 9 millions et qu'on y installe l'aquaculture marine, comme à Aïn El-Turck, Kristel (Oran), Honaine (Tlemcen) et autres localités côtières, la production peut atteindre 80.000 tonnes, soit presque l'équivalent de celle de la pêche ». Ce modèle vise, aussi, à la création de nouveaux emplois en plus de ceux nombreux déjà créés.

140 EXPOSANTS AU SALON DE LA PÊCHE

D'autre part, M. Sid Ahmed Ferroukhi a visité, en compagnie du ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, les stands du Salon international de la Pêche et de l'Aquaculture, où ils ont reçu d'amples explications sur les projets présentés par les exposants. Plus de 140 exposants d'Algérie et de 26 pays arabes, européens et asiatiques ont participé au salon, à côté, des bureaux d'études, d'associations nationales et locales, versées dans la Pêche et des dispositifs d'emploi dont l'Agence nationale de soutien à l'emploi (ANSEJ). Le ministre a exprimé sa satisfaction quant à la qualité et la large participation, soulignant que son département ministériel œuvre à élargir son domaine à toutes les activités de la mer, dans les prochaines années, en prévision des Jeux Méditerranéens 2021, qui se tiendront à Oran. L'inauguration a vu la présence de l'ambassadeur d'Italie, de la représentante résidente du Programme de l'ONU, pour le Développement (PNUD) et coordinatrice résidente du système des Nations unies, en Algérie, entre autres. Cette manifestation de 4 jours, organisée sous thème: « Pour une contribution effective des filières de la Pêche et de l'Aquaculture à la diversification de l'Economie nationale », par la Chambre algérienne de la Pêche et de l'Aquaculture, sous l'égide du ministère du secteur, a vu la participation d'une délégation de la république de la Corée du Sud, en tant qu'invitée d'honneur.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Tout sourire



Etre bon public, c'est tellement émouvant et tendre. On est ouvert à toutes les propositions de rigolades ou d'échanges. La tolérance, comme base unique de toutes les relations humaines. Pas de critique. De la compassion naturelle. Etre sensible à l'autre. La bonne nature comme état régulier. Les mauvais publics, on les fuit, en général, de peur d'être contaminé par le virus du négatif. Ils mettent, toujours, en avant le verre à moitié vide. Les choses qui ne vont pas. Ils dévoilent les défauts des autres plutôt que de retenir leurs qualités. En attendant, ils ne sont pas, toujours, exemplaires. Ces personnes sont souvent abîmées et tout leur paraît revêtir la noirceur de l'existence même. Mais être bon public, est-ce toujours une qualité ? Dans l'amitié si on ne s'engueule pas on ne s'aime pas. Si on ne se manifeste pas parfois, on est inexist-

tant. On devient, juste, un bon spectateur. Le spectateur sans opinion. Inodore et sans saveur.

Etre un mauvais public, aussi, n'est pas une qualité. Car on pense du bien de nous, en premier, et on se positionne dans la « raison » absolue. En fait, il faudrait être flexible et en même temps soi. Certains artistes parlent de « bon public », celui qui adhère au show, en démontrant, son enthousiasme. Celui qui applaudit. Celui qui montre de l'intérêt. Le mauvais public, c'est celui qui reste de marbre. Celui qui manifeste son désaccord. Celui qui quitte la salle avant la fin. Celui dont on retient la méchanceté. On ne doit, quand même, pas penser que nous sommes dans un environnement de « bisounours ».

S'il y a attaque, alors il faut répondre. Sinon, on mérite d'être attaqué. Quelqu'un a dit : je me dépêche d'en rire de peur d'avoir à en pleurer. D'autres diraient : « il faut pleurer pour apprendre à savourer le rire ». A chacun sa méthode ou son envie.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Mhidi Ahmed, 85 ans, Cité algérienne
Mesli Ouahiba, 46 ans, Gambetta
Ramli Khadra, 80 ans, Terrain Gazel
Belhajim Nourdine, 72 ans, Gambetta

Horaires des prières pour Oran et ses environs

19 dhou el hidja 1436				
El Fedjr 05h27	Dohr 12h56	Assar 16h23	Maghreb 19h03	Icha 20h21



Regroupement à Bir El Djir 442 Nigériens transférés vers Tamanrasset



Ph. : B. H. Karim

K. Assia

Pas moins de 442 ressortissants nigériens seront reconduits aujourd'hui vers le centre de transit de Tamanrasset en vue de leur rapatriement vers leur pays d'origine, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya. L'opération pilotée par les services de la direction des affaires sociales, de la wilaya, du Croissant rouge algérien CRA et des services de sécurité a débuté hier vendredi avec le regroupement de tous les Nigériens au centre régional de Bir El Djir, a indiqué le responsable de la direction des affaires sociales. Ce centre à vocation régionale a reçu une trentaine de ressortissants nigériens de la wilaya de Tlemcen et 412 autres de la wilaya d'Oran, soit au total 442 ressortissants, lesquels seront reconduits aujourd'hui vers le centre de transit de Tamanrasset.

En prévision de cette opération, les autorités locales ont dû prendre toutes les dispositions nécessaires avec la mise à la disposition des familles du centre du CRA de Bir El Dir où ils ont été hébergés et nourris en attendant leur reconduction prévue aujourd'hui vers Tamanrasset. Des agents de la protection civile et des représentants de la direction de la santé étaient également sur place pour assurer le bon déroulement de

cette opération qui vient en application d'un accord signé entre les deux pays. Ces migrants en majorité des femmes et des enfants vivaient de mendicité, un spectacle désolant qui était malheureusement vécu tous les jours au niveau de plusieurs carrefours et quartiers d'Oran, à proximité d'établissements scolaires, des mosquées, dans le quartier de Médina Jedida, près des gares routières et des stations de taxis.

Dans les alentours de l'école Cherfaoui et sur le long du boulevard Benabderrezak, des enfants en bas âges accompagnés de leurs mères avaient élu domicile pour s'adonner à la mendicité. Des cas qui peuvent être à l'origine de nombreux accidents de la route. Le phénomène n'est pas simple comme il apparaît puisque certains réseaux se sont formés et se sont adonnés à la mendicité. Ils utilisent des enfants en bas âge pour s'adonner à cette activité.

Après avoir fui, il y a trois ans, le centre d'accueil de Boufatis, les Subsahariens représentés principalement par des Nigériens et des Maliens devaient être transférés vers la zone industrielle de Hassi Ameur.

Les services de la wilaya d'Oran avaient rappelés le retenu un camp d'accueil devant les abriter.

Une action qui n'a pas abouti puisque les Subsahariens ont réinvesti de

nouveau les différents quartiers de la ville dont les alentours de la gare routière de Yaghmoracène.

Ces réfugiés ont pénétré par le biais de la frontière algéro-nigérienne, en passant par Tamanrasset, puis Ghardaïa pour enfin atterrir à Oran. Une ville que ces réfugiés considèrent comme un lieu idéal pour survivre même s'ils utilisent parfois la mendicité qui reste pour eux la seule alternative pour nourrir leurs enfants. Certains se sont même installés dans des habitations de fortune dans le quartier d'El Hassi.

Face à l'anarchie, plusieurs actions ont été menées dont celle entamée par la direction de la santé. Dans le cadre d'une meilleure prise en charge médicale de ces ressortissants installés au lieu-dit El Hassi, pas moins de 120 Nigériens ont suivi des contrôles médicaux, lors d'une vaste campagne lancée en décembre 2014 par l'EPSP de Haï Bouâmama. Les responsables ont dû mobiliser tous leurs effectifs pour assurer le bon déroulement de cette opération.

L'Algérie a reconduit en à peine un mois plus de 1800 migrants clandestins nigériens dans leur pays, en grande majorité des enfants et des femmes. Au total, quelque 3000 migrants sans emploi et qui vivent malheureusement de la mendicité devraient être rapatriés d'Algérie.

Plus de 400 constructions illicites démolies à Es-Sénia Près de cinq hectares de foncier récupérés

J. B.

Plus de 400 constructions illicites ont été démolies depuis le lancement des opérations de lutte contre ce phénomène, apprend-on auprès de l'APC d'Es-Sénia. Ces démolitions ont permis aux autorités locales de récupérer un important portefeuille foncier estimé à plus de cinq hectares. Les terrains récupérés serviront à la projection d'équipements d'utilité publique. Nos sources indiquent que le nombre de constructions illicites recensées au niveau de la daïra en 2007 avoisinait les 6.500 constructions. Ce chiffre a presque triplé depuis ce dernier recensement. Les mêmes interlocuteurs signalent que les opérations de démolition se poursuivront avec l'éradication de dizaines de constructions illicites qui sont programmées à El Kerma, ce qui permettra de récupérer d'autres assiettes foncières.

En parallèle aux démolitions, les autorités de la daïra prévoient plusieurs opérations de relogement notamment dans les sites qui ont été recensés et dont les familles ont bénéficié de préaffectations. Toujours et dans la perspective de la récupération des assiettes foncières, le wali d'Oran a instruit les propriétaires des immeubles désaffectés, notamment l'APC, l'OPGI et les propriétaires privés, d'entamer les opérations de démolition des immeubles désaffectés, à l'issue des dernières opérations de relogement. Selon des sources proches de la wilaya, hormis les propriétés privées, toutes les assiettes foncières

qui seront récupérées seront consacrées à la réalisation d'espaces verts et de nouveaux programmes de logements.

Nos interlocuteurs indiquent que près de 150 immeubles et habitations répartis entre les différents quartiers de la ville d'Oran sont concernés par l'opération.

Il y a lieu de signaler qu'une opération de recensement des dépôts, hangars, aires de stockage, entre autres, abandonnés ou non utilisés depuis plusieurs années, avait été lancée l'année dernière. Cette opération, lancée par la cellule de wilaya, vise à récupérer un maximum d'assiettes foncières pour la projection d'équipements d'utilité publique, notamment à l'intérieur du tissu urbain. En attendant l'achèvement des procédures de récupération, une trentaine de sites ont été recensés. Nos interlocuteurs soulignent que cette cellule, composée de représentants de plusieurs directions, s'est attelée à recenser les sites appartenant aux entreprises, à la collectivité et autres secteurs étatiques, pouvant être récupérés et utilisés pour permettre de lancer un maximum de projets. A l'issue de la classification de l'ensemble des sites recensés et l'enquête d'usage sur leur nature juridique, un rapport détaillé sur l'opération a été adressé aux services concernés de la wilaya d'Oran qui prendront les mesures, dans le cadre de la loi et des règlements en vigueur, pour la récupération de ces assiettes foncières. Ce recensement n'a pas ciblé uniquement la commune d'Oran mais l'ensemble des communes de la wilaya.

Saisie de plus de 11.000 bouteilles de boissons alcoolisées

Le fournisseur qui alimentait le marché parallèle en boissons alcoolisées vient de tomber dans les filets des services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran.

Le mis en cause âgé de 21 ans s'était spécialisé dans l'exercice de cette activité sans registre de commerce attestant sa légalité. L'enquête diligentée par les services de la police a permis de mettre la main sur un important lot de 10.000 unités de boissons alcoolisées de différentes marques. Cette saisie spectaculaire a été opérée à la suite d'une perquisition opérée dans une habitation et une cave située en plein cœur d'Oran. Ce dépôt servait d'alimenter plusieurs clients à travers toute la wilaya d'Oran.

Ce commerce illicite a été à maintes reprises dénoncé par de nombreux habitants compte tenu des conséquences qu'il peut engendrer. Dans le périmètre de la 3^{ème} sûreté urbaine, les services de la police ont saisi à la suite d'informations parvenues aux enquêteurs pas moins de 1.560 unités de boissons alcoolisées. La perquisition ordonnée dans le domicile du mis en cause s'est avérée fructueuse puisqu'elle s'est également soldée par la saisie de 14 grammes de résine de cannabis et plusieurs armes blanches. Au total, ce sont 11.560 bouteilles alcoolisées de différentes marques qui ont été saisies par les services de la police dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite.

K. A.

Vols avec agression: arrestation de 4 malfaiteurs et saisie d'armes blanches

Quatre malfaiteurs activement recherchés par les policiers ont été arrêtés par les services de la police judiciaire de la 14^{ème} sûreté urbaine. Les mis en cause âgés entre 20 et 33 ans ont été arrêtés à la suite d'informations parvenues aux services concernés.

Les malfaiteurs étaient impliqués dans plusieurs affaires de vols avec agression. Les enquêteurs ont saisi cinq armes de boucher, deux épées et une bouteille de gaz lacrymogène. Ils seront présentés au tribunal à l'issue des investigations.

K.A.

Chteibo et Gambetta: découverte de deux cadavres

Deux découvertes macabres ont été faites, le week-end dernier, par les éléments de la Protection civile. La première dépouille a été découverte au lieu-dit la « ferraille », à Haï Nedjema ex-Chteibo. et évacuée à l'hôpital d'Oran. Il s'agit d'un sexagénaire résidant à El Hamri qui avait reçu un coup à la tête.

Le deuxième cadavre a été découvert abandonné sur la chaussée au quartier Gambetta. Le corps ne présentait aucune trace de violence, selon la Protection civile, qui ajoute que les causes de la mort restent inconnues. La dépouille mortelle a été évacuée à la morgue de l'établissement hospitalier universitaire 1^{er} Novembre pour les besoins d'une autopsie.

J.B.

Sureffectif, classes roulantes, déficit en encadrement...

Les ratages de la rentrée scolaire à Oran Est

Sofiane M.

L'année scolaire a commencé mal à Oran Est et en particulier dans le cycle secondaire où les deux lycées de Haï Es-Sabah souffrent d'un sureffectif des élèves de première année secondaire. Le lycée Bouazizi Rabia situé à Haï Yasmine se trouve dans l'œil du cyclone depuis la rentrée des classes. Ce lycée, qui a obtenu la deuxième place au niveau de la wilaya d'Oran dans le baccalauréat 2013 avec un taux de réussite qui avoisine le 100%, se débat dans moult problèmes. Le personnel enseignant, qui a observé une grève de dix jours pour dénoncer le sureffectif, le déficit en encadrement des matières dites essentielles et le volume horaire surchargé, a finalement repris le travail mercredi après des promesses de l'académie. Les membres de la délégation dépêchée la fin de la semaine écoulée à ce lycée s'étaient engagés à affecter une annexe pour

prendre en charge les divisions roulantes qui devront être affectées prochainement vers le collège AADL 2 situé dans la cité 937 logements (COSIDER). Un ultimatum d'une semaine a été toutefois lancé par les enseignants qui menacent de durcir leur mouvement de contestation dans les prochains jours si rien n'est fait pour prendre au sérieux leurs revendications. «Nous avons huit classes roulantes c'est-à-dire sans salles de cours en première année secondaire.

Le volume horaire des enseignants des matières scientifiques est infernal. Les professeurs des matières scientifiques doivent faire sept heures supplémentaires en plus de leur volume horaire habituel.

Il y a également un déficit en encadrement dans notre établissement. Le lycée Bouazizi Rabia demeure le seul établissement secondaire dans cette zone après le déclassement il y a quelques années du lycée AADL 2

(Cosider) en collège», regrette le délégué des enseignants de cet établissement secondaire.

L'académie avait été contrainte de déclasser le lycée AADL 2 pour faire face à aux flux des élèves admis à la première année du cycle moyen suite au taux de réussite exceptionnel enregistré en 2011 dans l'examen du certificat de l'enseignement primaire, rappelle-t-on.

Pour revenir au lycée Bouazizi, le nombre des élèves a atteint dans certaines classes les 50, regrette un enseignant. Ce problème de surcharge des classes n'est pas un phénomène nouveau dans cette zone qui souffre depuis plusieurs années d'un sureffectif des élèves dans le secondaire. Le problème s'est toutefois aggravé ces dernières années en raison des opérations de relogement successives et la livraison de milliers de logements toutes formules confondues (promotionnel, LSP, LPL...).

La décadence de la voiture du peuple

PRINCETON – Jusqu'à présent, le scandale Volkswagen s'est déroulé selon un scénario éprouvé. Des révélations concernant le comportement délictueux d'une entreprise surgissent (dans ce cas-ci, l'utilisation par le constructeur automobile allemand d'un logiciel permettant de réduire les émissions de gaz polluant de 11 millions de véhicules diesel, mais uniquement lorsque la voiture était soumise aux conditions spécifiques des tests de l'administration américaine). Les dirigeants s'excusent. Certains perdent leur emploi. Leurs successeurs s'engagent à corriger la culture d'entreprise. Les gouvernements s'apprentent à imposer des amendes énormes. La vie poursuit son cours.



PAR HAROLD JAMES

*Est professeur d'histoire
et des relations internationales
à l'université de Princeton **

Ce scénario est devenu familier, en particulier depuis la crise financière de 2008. Les banques et autres institutions financières l'ont suivi à de multiples reprises, alors même que les scandales successifs érodaient la confiance dans l'ensemble de l'industrie. Ces affaires, comme la fraude du «diesel propre» de Volkswagen, sont l'occasion de repenser les pratiques douteuses des entreprises. L'engagement pris par les entreprises à se comporter de manière plus responsable est clairement insuffisant, comme le démontre le nombre apparemment infini de scandales secouant l'industrie financière. A peine les législateurs avaient-ils réglé une affaire de manipulation des marchés qu'une autre surgissait. Le problème de l'industrie bancaire est qu'elle est basée sur un principe qui crée des incitations à se conduire de manière frauduleuse. Les banques connaissent mieux les conditions du marché (et les probabilités de voir leurs prêts remboursés) que leurs déposants. Cette politique du secret est au cœur de l'industrie financière. Les analystes polis la qualifient de «gestion de l'information». Les critiques y voient une forme de délit d'initiés. Les banques sont aussi particulièrement vulnérables au scandale parce qu'une partie de leurs employés agissent simultanément d'une manière qui peut affecter la réputation, voire le bilan, de l'ensemble de l'institution. Dans les années 1990, un seul trader basé à Singapour a causé la faillite de la vénérable Barings Bank. En 2004, les

activités de banque privée de l'américain Citigroup au Japon ont été fermées par les autorités parce qu'un opérateur financier avait manipulé le marché des obligations d'État. Et chez JPMorgan Chase, un seul trader, surnommé la «baleine de Londres», a été à l'origine de 6,2 milliards de dollars de pertes.

Ce que ces scandales à répétition démontrent est que les excuses ne sont que des vœux pieux et que les promesses d'un changement de la culture d'entreprise sont généralement creuses. Tant que les incitations existent, la culture restera la même.

L'affaire Volkswagen est un rappel utile du fait que les délits commis par les entreprises ne se limitent pas à l'industrie bancaire, et qu'imposer des amendes ou renforcer la réglementation ne suffira sans doute pas à résoudre le problème. En fait, c'est la loi d'airain de la physique d'entreprise : pour chaque nouvelle réglementation existe une prolifération proportionnelle d'innovations pour la contourner.

Il ne faut pas s'étonner que l'industrie automobile ait également des incitations à contourner le système. Chacun sait que la consommation de carburant ne correspond pas à la notice affichée par les concessionnaires, résultant d'essais effectués avec un vent arrière ou sur des routes avec un revêtement très lisse. Et quiconque s'est trouvé à proximité d'un véhicule avec un moteur diesel, même équipé d'une technologie de «diesel propre», a pu sentir qu'il est plus polluant qu'un véhicule à essence.

Il existe deux similitudes importantes entre les scandales affectant l'industrie financière et Volkswagen. La première est que des entreprises de cette envergure, que ce soient les banques ou les constructeurs automobiles, sont étroitement imbriquées dans le contexte politique national et que les responsables élus comptent sur elles pour la création d'emplois et les recettes fiscales. Volkswagen est en particulier une icône du secteur manufacturier allemand. La chancelière Angela Merkel a fait son possible pour soutenir le constructeur, comme son pré-

décesseur, Gerhard Schröder, en 2003 lorsque la Commission européenne a contesté la légalité de la structure de holding du groupe.

La deuxième similitude est que les deux industries sont soumises à de multiples objectifs réglementaires. Les législateurs veulent d'une part que les banques soient plus sûres, mais de l'autre qu'elles prêtent davantage à l'économie réelle, ce qui implique souvent une plus grande prise de risques. Ils imposent en conséquence des réglementations qui ne vont pas clairement dans un sens ou dans l'autre.

Les réglementations concernant les gaz d'échappement des véhicules présentent le même problème. Dans le contexte de l'atténuation du réchauffement climatique, les constructeurs ont été fortement incités à fabriquer des voitures qui produisaient moins d'émissions de gaz à effet de serre, même si cela impliquait, comme pour les moteurs diesel, qu'elles produiraient des particules fines et d'autres gaz plus nocifs encore pour la santé. Il n'y a jamais eu de discussion sur le compromis à trouver entre la limitation de la pollution atmosphérique de proximité et la lutte contre le changement climatique.

Comme le démontre de manière frappante l'affaire Volkswagen, les excuses des entreprises et remontrances réglementaires ne suffisent pas. Il est temps de mener une discussion approfondie sur la manière dont nous pourrions élaborer des réglementations comportant les incitations permettant d'atteindre les objectifs que nous voulons vraiment : le bien-être économique et social. Ce n'est que lorsque cette discussion aura eu lieu que nous aurons les banques, les voitures et d'autres biens et services auxquels nous aspirons.

Traduit de l'anglais par Julia Gallin

** Professeur d'histoire à l'Institut universitaire européen de Florence et membre (senior fellow) du Centre for International Governance Innovation (CIGI).*

Comblant le fossé numérique transatlantique



PAR VIVIANE REDING

Membre luxembourgeoise du Parlement européen, et ancienne vice-présidente de la Commission européenne en charge de la Justice.

Cet accord baptisé Umbrella Agreement met en place un certain nombre de garde-fous concernant le traitement et le transfert de données dans le cadre de la coopération judiciaire et policière, et répond aux préoccupations européennes vis-à-vis du respect de la vie privée. Cet accord prévoit notamment le droit des citoyens européens à accéder à leurs données, et à exiger la rectification d'éventuelles inexactitudes. Il fixe également des limites claires quant à la durée pendant laquelle ces données peuvent être conservées, et quant à la nature de leur utilisation.

Cet accord – qui devra être ratifié par le Parlement européen avant de pouvoir entrer en vigueur – devrait susciter le plus grand enthousiasme ; or, les États-Unis ont immédiatement donné des raisons de douter de leur engagement. Le 9 septembre, dans le cadre de l'affaire Microsoft, et un jour seulement après le dit accord, le département américain de la Justice a demandé à un tribunal fédéral à ce que les autorités américaines puissent bénéficier d'un accès direct à des données détenues par des entreprises privées à l'étranger, y compris en Europe. Quelle que soit la décision finale de la Cour, cette démarche sape d'ores et déjà la confiance. Elle constitue en effet une démonstration publique de la volonté des dirigeants américains de contourner les instruments de coopération existants entre l'Europe et les États-Unis.

Ces actions risquent de miner les efforts visant à rétablir la confiance transatlantique et consentis depuis les révélations d'Edward Snowden relatives à l'ampleur de la surveillance américaine sur les gouvernements comme sur les citoyens européens. Si le gouvernement américain entend assurer la meilleure coopération avec l'UE, il doit

accepter le fait que sécurité nationale et confidentialité des données ne sont pas incompatibles. Tout refus de procéder selon les voies légales convenues scellera le sort de l'Umbrella Agreement avant même sa ratification.

Deux tiers des citoyens européens s'inquiètent de la manière dont sont traitées leurs données. Neuf sur dix souhaitent une protection de leurs informations personnelles, quelle que soit la localisation du serveur hébergeant ces données. Tant que le gouvernement américain continuera de solliciter un accès illicite aux données européennes, plutôt que d'honorer pleinement ses engagements, il sera difficile pour le Parlement européen de consentir à l'Umbrella Agreement. Et si les règles, normes, et traités existants sont traités comme s'ils n'avaient aucune valeur, les droits des citoyens de l'UE ne deviennent alors rien de plus qu'une coquille vide.

Les retombées d'un tel refus de reconnaissance des droits des citoyens pourraient se révéler dramatiques, mettant à mal la sécurité nationale, les échanges commerciaux bilatéraux, le partenariat stratégique transatlantique, ainsi que la nature de l'Internet lui-même. Le risque existerait alors de

BRUXELLES - Après quatre ans de négociations, les représentants des États-Unis et de l'Union européenne ont conclu le 8 septembre un accord transatlantique destiné à renforcer la protection des données.



voir s'ériger des obstacles aux flux de données afin de répondre aux exigences de confidentialité formulées par la majorité des citoyens, au moment même où le monde a besoin d'une libre circulation des données. À défaut, le terrorisme devient plus difficile à combattre, et la révolution numérique risque de subir un revers.

Heureusement, des solutions répondant à la fois aux contraintes de sécurité nationale et aux exigences de respect de la vie privée existent. Les tentatives du département américain de la Justice visant à contourner les accords existants sont d'autant plus discutables que les États membres de l'UE sont prêts à coopérer rapidement avec les États-Unis dans la lutte contre la criminalité, dès lors que les requêtes s'effectuent correctement. Les traditions constitutionnelles sont certes différentes de part et d'autre de l'Atlantique, elles n'en restent pas moins réconciliables, comme l'a démontré la conclusion de l'Umbrella Agreement. Un juste équilibre doit être trouvé. La protection des données ne doit pas faire obstacle à l'exécution légitime de la loi, de même que la sécurité nationale ne saurait être utilisée comme prétexte justifiant l'ingérence des autorités publiques dans les libertés personnelles. L'élaboration de mécanismes garan-

tissant à la fois les droits des individus et l'intérêt public est indispensable à l'instauration de la confiance dont dépend l'économie numérique. Bien loin d'ébranler les efforts de lutte contre le terrorisme, la création de règles délimitant clairement le rôle des gouvernements et les droits des citoyens contribue à garantir l'échange rapide d'informations entre les pouvoirs publics. Exploiter les opportunités telles que l'Umbrella Agreement pour réaffirmer toute l'importance d'une circulation des données par-delà les frontières, pour fixer des mécanismes clairs de coopération transatlantique, ainsi que pour établir des voies légales et garde-fous appropriés permettant de veiller à ce que la vie privée des citoyens européens soit respectée.

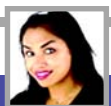
La définition claire d'un cadre mutuellement accepté garantira ainsi la mise en œuvre rapide de mesures visant à appréhender les menaces de sécurité lorsque cela est nécessaire – et seulement lorsque cela est nécessaire. C'est la raison pour laquelle il est si important de bâtir une confiance et une coopération transatlantique, et c'est pourquoi tout refus de la part des États-Unis de transcrire les déclarations en garanties légales risque fort de se révéler contreproductif.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Les OMG et la science au rabais

PAR HENRY I. MILLER ET KAVIN
SENAPATHY

Henry I. Miller, médecin et biologiste moléculaire, est chercheur en épistémologie et en politique publique à la Stanford University's Hoover Institution. Il est l'ancien directeur fondateur du Bureau de biotechnologie à la Food and Drug Administration des États-Unis. Kevin Senapathy est un auteur indépendant en sciences à Madison, dans le Wisconsin.



La science nous permet de mesurer l'étendue de nos connaissances et d'identifier ce que nous ne savons pas. Plus important encore, elle jette le discrédit sur les fausses affirmations faites pour des raisons personnelles ou politiques, ou du moins elle se doit de le faire.

Mais parfois quelques scientifiques « passent de l'autre côté » et délaissent la méthode scientifique (souvent pour des questions de notoriété ou de profit économique), pour produire de la propagande et semer la peur au sein de l'opinion publique qui ne dispose pas de compétences mais est toujours friande d'informations. Cet abus de l'autorité scientifique est particulièrement répandu dans les secteurs des aliments « biologiques » et « naturels », qui tirent profit de la peur éprouvée à l'égard des produits synthétiques ou « non naturels ».

Un exemple récent est celui du scientifique américain d'origine hindoue V.A. Shiva Ayyadurai, qui, avec Prabhakar Deonikar, a publié cet article que tout le monde a tourné en dérision : « Les OMG

STANFORD - Dans le paysage médiatique d'aujourd'hui, où les opinions non fondées, le battage et les rumeurs vont bon train, la méthode scientifique (les moyens par lesquels nous déterminons, en fonction de preuves empiriques et mesurables, ce qui est vrai) doit servir de pierre de touche de la réalité.

accumulent-ils le formaldéhyde et perturbent-ils les équilibres des systèmes moléculaires ? La biologie des systèmes a peut-être certaines réponses. » (Les « OMG » sont des « organismes génétiquement modifiés », une catégorie en elle-même trompeuse et souvent injustement stigmatisée, qui englobe un univers d'organismes modifiés par les techniques plus modernes et les plus précises du génie génétique.)

Bien que l'article soit apparemment passé par le processus d'examen par les pairs, un élément clé de la science légitime, il est paru dans un journal à articles payants à faible impact, Agricultural Sciences, produit par un éditeur « agressif ». Dans les jours qui ont suivi sa publication, des organisations anti-biotechnologies comme Organic Consumers Association et OMG Inside ont publié des articles à partir des « découvertes » d'Ayyadurai, assortis de titres effrayants : « Du formaldéhyde dans le soja OMG ? » et « Une nouvelle étude montre que le soja OMG accumule le formaldéhyde qui cause le cancer », accompagnés de graphiques effrayants.

Mais l'article d'Ayyadurai comporte une foule de problèmes. Son titre à lui seul suffit à montrer que quelque chose ne va pas. Si l'on estime que les OMG pourraient bien « accumuler le formaldéhyde », un produit chimique qui est probablement cancérigène à des niveaux élevés, mais est présent dans la plupart des cellules vivantes et que l'on trouve en abondance dans notre environnement, la réponse évidente consiste alors à mesurer ses niveaux dans les organismes. En revanche, Ayyadurai a choisi de faire des estimations fondées sur la modélisation à

partir de la « biologie des systèmes. » La « biologie de systèmes » permet seulement de faire une prévision, pas de tirer une conclusion expérimentale. Plutôt que de réellement examiner les niveaux de tous les produits chimiques dans les usines, Ayyadurai a rentré les données dans un algorithme d'ordinateur pour prévoir les niveaux de deux produits chimiques, le formaldéhyde et le glutathion. On peut comparer cela à un météorologue qui prédirait en fonction de ses modèles qu'il fera beau toute la journée, au lieu de regarder par la fenêtre et de voir que la pluie tombe.

Comme l'a expliqué Kevin Folta, Directeur du département des sciences horticoles à l'Université de la Floride, la biologie des systèmes peut être une approche utile, quand on l'utilise correctement. Selon ses termes, la biologie de systèmes « est une manière de faire des prévisions en intégrant des données existantes, puis en en dérivant une probabilité statistique que les prévisions peuvent être correctes. » Mais il insiste sur ce fait que les prévisions doivent alors être examinées « et que l'approche par les systèmes doit être validée. »

Comme toutes les études prédictives basées sur la modélisation informatique, la validité des résultats dépend de l'intégrité des données et de l'algorithme. Si les données sont sélectionnées en vue d'étayer les conclusions désirées par celui qui opère la modélisation, ou si l'algorithme est défectueux, les résultats seront alors imprécis. Mais l'article d'Ayyadurai ne cite pas précisément les données qu'il a utilisées et il n'y a pas eu de validation du modèle.

Folta tourne brillamment en ridicule le travail

d'Ayyadurai. « Si vous développez un programme informatique qui intègre des données Internet, afin de prévoir l'emplacement de Munich et que le programme vous répond carrément que cette ville se trouve dans le Golfe du Mexique, à côté de la Floride, cela ne signifie pas que Munich se trouve dans le golfe du Mexique, à côté de la Floride. » Cela signifie plutôt que vous avez fait une erreur dans votre programme, dans vos hypothèses ou dans la saisie des données, autant de choses qui sont vérifiables.

Folta explique ensuite, que décider de ne pas contester ces données et au lieu de cela de « publier une carte qui montre que Munich est carrément dans le Golfe du Mexique, en s'opposant à toutes autres données et aux déclarations quelque peu ironiques de millions d'Allemands, ne signifie pas que vous êtes brillant.

Cela signifie que vous n'avez absolument aucune idée sur la question, ou plutôt que vous devez avoir une bonne raison de vouloir qu'une grande métropole allemande se trouve à deux heures de bateau de Tampa. »

Folta a aussi quelque chose à dire au sujet de l'éditeur d'Ayyadurai. Si vous imprimez la carte mensongère indiquant l'emplacement de Munich, « qu'est-ce que cela nous révèle sur votre intégrité au titre de source d'information fiable ? »

Dans un esprit de coopération scientifique, Folta a proposé de collaborer avec Ayyadurai sur les tests universitaires portant sur les échantillons de maïs et de soja génétiquement modifiés (et de fournir des contrôles appropriés), grâce aux analyses d'un laboratoire indépendant. Ayyadurai ayant décliné cette proposition, Folta effectuera donc lui-même ces examens.

Les données expérimentales seront bientôt publiées. En attendant, si vous rêvez de manger des Sauerbraten et des Spaetzle, dirigez-vous donc vers l'Europe centrale, pas vers le Golfe du Mexique.

L'époque de Bobby Fischer

CAMBRIDGE - Le remarquable nouveau film « Pawn Sacrifice » (« Le Prodiges » en version française) décrit la vie du génie tourmenté des échecs Robert James « Bobby » Fischer, de ses débuts comme enfant prodige au match historique de 1972, à l'âge de 29 ans, contre le champion du monde soviétique Boris Spassky. L'acteur Tobey Maguire incarne Fischer avec une justesse magistrale – à vrai dire, à la perfection pour ceux qui ont connu Fischer dans la fleur de l'âge.



PAR KENNETH ROGOFF

Ancien économiste en chef du FMI, est professeur d'économie et de politiques publiques à l'université de Harvard. Il détient le titre de grand maître international du jeu d'échecs.

Le film décrit le match qui devint un événement marquant de la Guerre froide que se livraient les États-Unis et l'Union soviétique. Il permet également de se demander si un génie créatif comme Fischer, profondément perturbé mais totalement concentré devant un échiquier, aurait pu exister dans l'impitoyable monde en ligne actuel.

Il est certain que Fischer retenait l'attention des médias à l'époque, mais l'information était alors traitée très différemment qu'elle l'est aujourd'hui. Les journalistes ouvraient la voie au lieu de suivre servilement les flux superficiels du trafic internet. L'histoire d'un gamin excentrique de Brooklyn prêt à affronter l'empire soviétique sur le terrain de son sport national offrait une excellente copie pour les journalistes, bien conscients des enjeux de l'événement. Le match du siècle a fait la une de tous les principaux journaux dans le monde, tous les jours pendant deux mois, tandis que les commentateurs de la télévision rendaient compte en direct

des matchs coups-par coups jusqu'à cinq heures par jour.

Il n'y avait à l'époque que peu de chaînes de télévision. Il n'y avait pas non plus de lecteurs DVD ou de télévision payante à la séance. Ce n'est pourtant pas la seule raison pour laquelle les téléspectateurs sont restés collés à leur écran pour visionner le match. L'environnement surréaliste, les incroyables variantes du jeu et le contexte de la Guerre froide firent de Fischer l'une des personnes les plus célèbres au monde cet été là. Je ne vais pas me leurrer en pensant que c'était l'analyse du jeu qui captivait les audiences, même si je fus un commentateur d'une chaîne de télévision publique pour le moment clé de la 13^{ème} partie.

Pour le champion américain, ce match fut la consécration de deux décennies à prétendre au titre mondial depuis ses débuts comme enfant prodige. Après une vie de pauvreté relative pour une superstar (même s'il apparaissait fréquemment sur la couverture des principaux magazines), Fischer disputa enfin un match doté d'un prix de 250.000 dollars. Ce n'était bien sûr pas grand-chose en comparaison des 2,5 millions de dollars qu'était assuré de gagner chacun des boxeurs du match Ali-Frazier de 1972. Mais Fischer, conscient du fait que la culture américaine marginalisait toute activité qui ne générerait pas d'importantes rentrées d'argent, a perçu ce prix à six chiffres comme le symbole par excellence de sa progression.

Pour les Soviétiques, le match était plus d'ordre passionnel et intellectuel que monétaire. Les échecs furent pendant longtemps le terrain idéal sur lequel prouver la supériorité du système

communiste. Si la plupart des Occidentaux prétendent aujourd'hui avoir toujours su que le communisme d'obédience soviétique était voué à l'échec, cela n'avait rien d'évident à l'époque. L'un des principaux manuels d'introduction à l'économie, celui du prix Nobel Paul Samuelson, prédisait alors que l'Union soviétique pourrait dépasser les États-Unis et devenir la plus grande économie mondiale. Il faut avouer que les Russes accordent une très grande importance aux échecs, même si le jeu n'a pas de grandes retombées financières. Sous bien des aspects, les échecs sont un sport national. Il ne faut pas s'étonner dans ce contexte que le brillant secrétaire d'État américain Henry Kissinger ait passé un coup de fil à Fischer pour l'encourager à ne pas renoncer à disputer le championnat, comme il menaçait de le faire.

Qu'il ait été apprécié ou non aux États-Unis, Fischer fut sans conteste l'Américain le plus aimé des Russes. La majesté de son jeu transcendait la propagande dans un pays où chaque individu était en mesure d'estimer et de comprendre à sa juste valeur la beauté innée du jeu. Lors des matchs préliminaires de qualification, Fischer battit à plate couture deux adversaires de haut niveau, avec des scores sans précédent de 6-0, un résultat étonnant compte tenu du fait que la plupart des matchs entre grands maîtres se terminent souvent par des parties nulles. On raconte que les fans d'échecs russes étaient tellement excités par l'exploit de Fischer qu'ils auraient fait exploser les standards téléphoniques de Moscou en tentant d'obtenir des informations. Après un moment, les opératrices ont simplement décroché, dit 6-0 et

raccroché. En finale, Spassky a lui-même rendu hommage au génie de Fischer, applaudissant avec les spectateurs après la victoire lors de la 6^{ème} partie visionnaire du champion américain, comme décrit dans le film. L'Américain fut sans doute le plus grand joueur d'échec de tous les temps, mais le Russe Spassky fut le parfait gentleman.

Le réalisateur du film, Edward Zwick, n'a pas éludé les démons qui hantaient Fischer. Celui-ci était à juste titre préoccupé par le fait que les Soviétiques feraient tout leur possible pour l'empêcher de remporter le championnat, mais en fin de compte des inquiétudes rationnelles se muèrent en paranoïa et Fischer commença à se retourner contre ses plus proches amis et confidents. Il devint antisémite, alors même qu'il était juif.

On peut imaginer que dans le monde virtuel d'aujourd'hui, sa paranoïa et ses égarements l'auraient perdu bien avant qu'il devienne un champion. Après que Fischer soit devenu le tenant du titre mondial et ait simplement cessé de jouer, sa santé mentale s'est fortement dégradée. Si personne ne peut cautionner ses diatribes agressives et les idées noires des dernières années de sa vie (il est décédé en 2008), il est triste de penser qu'un génie d'une telle créativité, qui a inspiré tant de monde par son jeu, pourrait avoir vu sa carrière avorter bien plus tôt dans le contexte actuel. Nous vivons dans un monde différent. « Le Prodiges » rappelle une époque pendant laquelle les exploits de Fischer furent possibles.

Traduit de l'anglais par Julia Gallin

La crise du Moyen-Orient et le risque mondial



PAR NOURIEL ROUBINI

Président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à la Stern School of Business à l'Université de New York.

alors que le souvenir du Printemps arabe s'éloigne de plus en plus, l'instabilité le long de cet arc s'aggrave. En effet, sur les trois premiers pays du Printemps arabe, la Libye est devenue un État en déliquescence, l'Égypte est retournée au régime autoritaire et la Tunisie est économiquement et politiquement déstabilisée par des attaques terroristes.

La violence et l'instabilité de l'Afrique du Nord se répand maintenant en Afrique sub-saharienne, au Sahel (l'une des régions les plus pauvres du monde et à l'environnement le plus endommagé), maintenant aux mains du Jihad, qui s'infiltre également dans la corne de l'Afrique à l'Est. Et comme en Libye, les guerres civiles font rage en Irak, en Syrie, au Yémen et en Somalie, qui ressemblent de plus en plus à des États en déliquescence.

Les turbulences dans la région (que les États-Unis et leurs alliés, dans leur poursuite du changement de régime en Irak, en Libye, en Syrie, en Égypte et ailleurs, ont aidé à alimenter), compromettent également des États auparavant sûrs. L'afflux de réfugiés en provenance de Syrie et d'Irak déstabilise la Jordanie, le Liban et à présent même la Turquie, qui devient de plus en plus autoritaire sous le Président Recep Tayyip Erdoğan. Pendant ce temps, alors que le conflit entre Israël et les Palestiniens reste en suspens, le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban représentent une menace chronique de violents affrontements avec Israël.

Dans cet environnement régional instable, une grande lutte par procuration pour la domination régionale entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite se déroule violemment en Irak, en Syrie, au Yémen, à Bahreïn et au Liban. Et alors que le récent accord nucléaire avec l'Iran peut réduire le risque de prolifération, la levée des sanctions économiques contre l'Iran va fournir à ses dirigeants davantage de ressources financières pour venir en



aide à leurs mandataires chiites. Plus à l'Est, l'Afghanistan (où le groupe renaissant Taliban pourrait revenir au pouvoir) et le Pakistan (où les islamistes de ce pays constituent une menace de sécurité constante) risquent de devenir des États en semi-déliquescence.

Et pourtant, fait remarquable, alors même que la majeure partie de la région a commencé à s'embraser, les prix du pétrole se sont effondrés. Dans le passé, l'instabilité géopolitique dans la région a déclenché trois récessions mondiales. La Guerre du Kippour de 1973 entre Israël et les États arabes a provoqué un embargo pétrolier qui a fait tripler les prix et a conduit à la stagflation (taux de chômage élevé plus inflation) de 1974-1975. La Révolution iranienne de 1979 a conduit à un autre embargo et à un choc pétrolier qui a déclenché la stagflation mondiale de 1980-1982. Et l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a conduit à une autre

flambée des prix du pétrole qui a déclenché la récession des États-Unis et du monde en 1990-1991.

Cette fois-ci, l'instabilité au Moyen-Orient est beaucoup plus grave et généralisée. Mais il ne semble pas y avoir de « prime de crainte » sur des prix du pétrole : au contraire, les prix du pétrole ont diminué brusquement depuis 2014. Pourquoi ?

La raison la plus importante est peut-être que, contrairement à ce qui a eu lieu dans le passé, les troubles au Moyen-Orient n'ont pas causé un choc d'offre. Même dans les régions de l'Irak contrôlées désormais par l'État islamique, la production de pétrole se poursuit, avec une production clandestine vendue sur les marchés étrangers. Et la perspective que des sanctions sur les exportations de pétrole de l'Iran soient progressivement levées implique l'important afflux d'investissements étrangers directs visant à accroître la capacité de production et d'exportation.

En effet, il y a une surabondance mondiale de

pétrole. En Amérique du Nord, la révolution du gaz de schiste aux États-Unis, les sables pétrolifères au Canada et la perspective d'une plus forte production on-shore et off-shore de pétrole au Mexique (maintenant que son secteur de l'énergie est ouvert aux investissements privés et étrangers) ont rendu le continent moins dépendant des approvisionnements du Moyen-Orient. Par ailleurs, l'Amérique du Sud détient d'immenses réserves d'hydrocarbures, de la Colombie jusqu'à l'Argentine, ainsi que l'Afrique de l'Est, du Kenya jusqu'au Mozambique.

Avec les États-Unis sur le point d'atteindre leur indépendance énergétique, il y a un risque que l'Amérique et ses alliés occidentaux considèrent le Moyen-Orient comme étant moins important d'un point de vue stratégique. Cette croyance est un vœu pieux : un Moyen-Orient chaotique peut déstabiliser le monde à bien des égards.

Tout d'abord, certains de ces conflits peuvent encore conduire à une perturbation réelle des approvisionnements, comme en 1973, en 1979 et en 1990. Ensuite, les guerres civiles qui transforment des millions de personnes en réfugiés vont déstabiliser l'Europe économiquement et socialement, ce qui va forcément avoir un fort impact sur l'économie mondiale. Et les économies et les sociétés dans les États en première ligne comme au Liban, en Jordanie et en Turquie, déjà soumis à la lourde contrainte de devoir absorber des millions de réfugiés, font face à des risques encore plus grands.

Enfin, la misère et la désespérance prolongées chez des millions de jeunes Arabes vont créer une nouvelle génération des djihadistes désespérés, qui tiendront l'Occident pour responsable de leur désespoir. Certains trouveront sans doute leur chemin vers l'Europe et les États-Unis et organiseront des attaques terroristes.

Si donc l'Occident ne tient pas compte du Moyen-Orient ou ne résout les problèmes de la région que par des moyens militaires (les États-Unis ont dépensé 2 milliards de dollars dans les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak et n'ont finalement réussi qu'à créer davantage d'instabilité), plutôt que de miser sur de la diplomatie et des ressources financières pour venir en aide à la croissance et à la création d'emplois, alors l'instabilité de la région ne fera que s'aggraver. Un tel choix va hanter les États-Unis et l'Europe (et donc l'économie mondiale) pour les décennies à venir.

Pourquoi la Fed a enterré le monétarisme



PAR ANATOLE KALETSKY

Économiste en chef et co président de Gavekal Dragonomics et l'auteur de *Capitalism 4.0, The Birth of a New Economy*.

Ce qui a vraiment choqué les marchés n'a pas été la décision de la Fed de maintenir les taux d'intérêt à zéro à pendant quelques mois, mais la déclaration qui l'accompagnait. La Fed a révélé qu'elle était tout à fait indifférente aux risques de hausse de l'inflation et qu'elle était désireuse de pousser le chômage en deçà de ce que la plupart des économistes considéraient comme son taux « naturel » autour de 5%.

C'est cette relation (entre l'inflation et le chômage), qui est au cœur de toutes les controverses sur la politique monétaire et les banques centrales. Et presque tous les modèles économiques modernes, y compris ceux utilisés par la Fed, se fondent sur la théorie monétariste des taux d'intérêt mise au point par Milton Friedman dans son allocution présidentielle devant l'American Economic Association en 1967.

La théorie de Friedman affirmait que l'inflation devait s'accroître automatiquement sans limite une fois le chômage serait tombé en deçà d'un niveau minimum de sécurité, qu'il a décrit comme étant le taux de chômage « naturel ». Dans l'œuvre originale de Friedman, le taux de chômage naturel était une conjecture purement théorique, fondée sur une hypothèse envisagée dans les termes « d'attentes rationnelles, » même si cela devait aller à l'encontre de toute définition normale d'un comportement rationnel.

La publication de cette théorie, à une époque d'inquiétude généralisée au sujet d'une inflation à deux chiffres, a fourni aux directeurs des banques centrales le parfait prétexte qu'ils cherchaient pour prendre en désespoir de cause des mesures impopulaires. En augmentant considérablement les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, les décideurs ont dépossédé de leur pouvoir les organisations syndicales, tout en évitant d'être tenus pour responsables du chômage de masse que l'austérité monétaire devait nécessairement produire.

Quelques années plus tard, le taux « naturel » de Friedman a été remplacé par le « taux de chômage n'accroissant pas l'inflation » (NAIRU), une notion moins influencée par des valeurs et plus érudite dans sa formulation. Mais l'idée fondamentale était toujours la même. Si l'on utilise la politique monétaire pour tenter de pousser le chômage en deçà d'un certain seuil prédéterminé, l'inflation va s'accroître sans limite et va détruire les emplois. Une politique monétaire ayant pour objectif un taux de chômage inférieur au taux NAIRU doit donc être évitée à tout prix.

Une version plus extrême de la théorie affirme qu'il n'y a aucun compromis durable entre l'inflation et le chômage. Tous les efforts pour stimuler la création d'emplois ou de la croissance économique par de l'argent facile vont tout simplement stimuler la hausse des prix, en annulant ainsi tout effet sur le chômage. La politique monétaire doit donc se concentrer seulement sur la tâche d'atteindre ses objectifs d'inflation. Et les directeurs des banques centrales doivent être disculpés de toute responsabilité relativement au chômage.

La théorie monétariste qui justifiait de réduire les responsabilités des banques centrales au ciblage de l'inflation avait reçu très peu de preuves empiriques quand Friedman l'a proposée. Depuis lors, elle a été réfutée par l'expérience politique et par le contrôle statistique. La politique monétaire, loin d'être dissipée dans la hausse des prix, comme la théorie le prévoyait, a finalement eu beaucoup plus d'impact sur le chômage que sur l'inflation en particulier lors des 20 dernières années.

Mais malgré la réfutation empirique, l'attrait

LONDRES - La décision de la Réserve fédérale américaine de retarder une hausse des taux d'intérêt n'a pas vraiment surpris ceux qui ont été attentifs aux commentaires de Janet Yellen, la Présidente de la Fed. La décision de la Fed a simplement confirmé qu'elle ne reste pas indifférente au stress financier international et que son approche de la gestion du risque garde un fort parti pris en faveur du mot d'ordre « plus bas, plus longtemps. » Alors pourquoi les marchés et les médias se comportent-ils comme si l'action de la Fed (ou plus précisément son inaction) était inattendue ?



idéologique du monétarisme, appuyé sur le prestige supposé d'attentes « rationnelles », a été énorme. En conséquence, l'approche purement axée sur l'inflation en matière de politique monétaire est parvenue à une suprématie totale, aussi bien au sein des banques centrales que des recherches universitaires en économie.

Ceci nous ramène aux événements financiers récents. Les modèles de ciblage de l'inflation utilisés par la Fed (et par autres banques centrales et des institutions officielles comme le Fonds Monétaire International), supposent tous l'existence d'une limite prédéterminée de chômage non inflationniste. Le dernier modèle de la Fed évalue ce NAIRU entre 4,9% et 5,2%.

Et c'est pourquoi tant d'économistes et d'acteurs du marché ont été choqués par la suffisance apparente de Yellen. Avec un taux de chômage américain actuellement à 5,1%, la théorie monétaire standard impose d'augmenter les taux d'intérêt de toute urgence. Dans le cas contraire, soit une éruption inflationniste désastreuse s'ensuivra inévitablement, soit le corps de la théorie économique qui a influencé une génération de réflexion politique et universitaire depuis le livre de Friedman sur les attentes « rationnelles » et le chômage « naturel », se révélera complètement faux.

Que devons-nous donc conclure de la décision de la Fed de ne pas augmenter les taux

d'intérêt ? Une conclusion possible est banale. Parce que le NAIRU est une construction purement théorique, les économistes de la Fed peuvent simplement modifier leurs estimations de ce nombre magique. En fait, la Fed a déjà réduit son estimation du NAIRU trois fois en deux ans.

Mais il peut y avoir une raison plus profonde à la patience de la Fed. À en juger par les récents discours de Yellen, la Fed ne croit plus à aucune version du taux de chômage « naturel ». Les hypothèses de Friedman (sur une inflation en accélération constante et sur les attentes irrationnellement « rationnelles » menant à un ciblage obsessionnel de la stabilité des prix), restent ancrées dans les modèles économiques officiels, avec la même persistance que certains mythes bibliques de la création. Mais la Fed, ainsi que presque toutes les autres banques centrales, semble ne plus croire à cette histoire.

Au lieu de cela, les directeurs des banques centrales semblent implicitement (et peut-être même inconsciemment) en revenir aux opinions pré-monétaristes : les compromis entre l'inflation et le chômage sont réels et peuvent durer de nombreuses années. La politique monétaire doit re-calibrer progressivement l'équilibre entre ces deux indicateurs économiques en fonction du déroulement de la conjoncture. Quand l'inflation est faible, la priorité doit être de ré-

duire le chômage au plus bas niveau possible. Et il n'y a aucune raison impérieuse d'une politique monétaire visant à empêcher la création d'emplois et de croissance du PIB, tant que l'inflation excessive n'implique pas un danger imminent.

Ceci n'implique pas des taux d'intérêt américains en permanence proches de zéro. La Fed commencera très certainement à augmenter les taux en décembre, mais le resserrement monétaire sera beaucoup plus lent que lors des cycles économiques précédents.

Et il sera motivé par des préoccupations touchant à la stabilité financière et non pas à l'inflation. En conséquence, les craintes (proches de la panique sur certains marchés émergents), à propos de l'impact du resserrement de la Fed sur les conditions économiques mondiales, vont probablement se révéler injustifiées.

La mauvaise nouvelle est que la grande majorité des analystes du marché, toujours cramponnés à l'ancien cadre théorique monétariste, vont accuser la Fed de « prendre du retard » en laissant trop diminuer le chômage des États-Unis et en ne sachant pas anticiper sur la menace d'une hausse de l'inflation. La Fed doit tout simplement ignorer ces protestations ataviques, comme elle l'a fait à juste titre la semaine dernière.

Des bactéries contre l'asthme ?

L'absence de certaines bactéries dans la flore intestinale des nourrissons pourrait augmenter le risque d'apparition de l'asthme allergique, selon une étude canadienne publiée ce 30 septembre dans la revue Science Translational Medicine.

Les causes de l'asthme sont multiples, avec quelques composantes génétiques, et de nombreux aspects environnementaux. Parmi les facteurs qui peuvent augmenter le risque d'apparition de l'asthme, on peut citer la prise de certains antibiotiques par la mère pendant la grossesse ou par le nourrisson, le stress maternel, un accouchement par césarienne, une consommation trop précoce de lait non-maternel, ou le fait de grandir en ville. Reste à savoir quels mécanismes sont en jeu. Des chercheurs ont récemment fait observer que nombre de ces paramètres environnementaux ont une influence démontrée sur notre flore intestinale. La remarque n'a rien d'anecdotique : de récentes expériences sur la souris ont démontré que le microbiote intestinal joue un rôle non négligeable dans le développement du

système immunitaire. De même que l'exposition précoce à certains antigènes tend à prémunir le développement d'allergies, la sécrétion de certaines substances par nos bactéries intestinales pourrait moduler quelques-unes de nos défenses immunitaires. Pour étudier la pertinence de ces hypothèses dans le cas de l'asthme, une équipe canadienne a analysé des prélèvements de matière fécale de 319 nourrissons de moins de trois mois. Trois ans plus tard, les chercheurs ont identifié, dans le même groupe d'enfants, ceux présentant des signes avant-coureurs d'asthme (dermatites atopiques et sibilance, c'est-à-dire des sifflements respiratoires). Après analyse, il s'est avéré que chez ces enfants, quatre types de bactéries intestinales étaient très fortement sous-représentées dans les échantillons fécaux : Faecalibacterium, Lachnospira, Veillonella et Rothia. Mais peut-être cette déficience était-elle la conséquence d'un déficit immunitaire, et non la cause... Pour trancher, les chercheurs ont inoculé à des souris d'une lignée asthmatique ces quatre familles de bactéries. Leurs symptômes se sont révélés "significativement moins prononcés" que ceux des souris non traitées. Les chercheurs postulent donc que les nouveau-nés à risque pourraient être protégés "à vie" contre l'asthme si ces bactéries leur étaient également inoculées à la naissance. Ils notent que le taux de diverses bactéries dans les selles des enfants à un an n'est pas corrélé au risque d'asthme, suggérant fortement que les interactions entre microbiote et système immunitaire, dans le cas de ce trouble respiratoire, se jouent très tôt dans la vie de l'enfant.

bacterium, Lachnospira, Veillonella et Rothia. Mais peut-être cette déficience était-elle la conséquence d'un déficit immunitaire, et non la cause... Pour trancher, les chercheurs ont inoculé à des souris d'une lignée asthmatique ces quatre familles de bactéries. Leurs symptômes se sont révélés "significativement moins prononcés" que ceux des souris non traitées. Les chercheurs postulent donc que les nouveau-nés à risque pourraient être protégés "à vie" contre l'asthme si ces bactéries leur étaient également inoculées à la naissance. Ils notent que le taux de diverses bactéries dans les selles des enfants à un an n'est pas corrélé au risque d'asthme, suggérant fortement que les interactions entre microbiote et système immunitaire, dans le cas de ce trouble respiratoire, se jouent très tôt dans la vie de l'enfant.

La reproduction humaine menacée par des produits chimiques toxiques



La forte augmentation de l'exposition aux produits chimiques toxiques ces quarante dernières années menace la santé et la reproduction humaine, avertit jeudi la principale organisation internationale de professionnels de la santé reproductive dans un appel solennel réclamant davantage de protection. "Nous sommes en train de noyer le monde dans des produits évalués et non sûrs, et nous en payons le prix fort en termes de santé reproductive" a déclaré Gian Carlo Di Renzo, l'auteur principal de l'appel lancé par la Fédération internationale de gynécologues-obstétriciens (FIGO), une organisation basée à

Londres et qui regroupe des gynécologues-obstétriciens de 125 pays. L'appel, publié dans la revue International Journal of Gynecology and Obstetrics, met en cause des produits chimiques comme les pesticides, les polluants de l'air, les plastiques, les solvants, dans des pathologies comme les fausses couches et pertes fœtales, les troubles de la croissance fœtale, le faible poids à la naissance, les malformations congénitales, les atteintes des fonctions cognitives ou du neuro-développement, les cancers de l'appareil reproducteur, la baisse de la qualité du sperme et l'hyperactivité chez l'enfant. Les auteurs de l'appel

mentionnent notamment les perturbateurs endocriniens, soulignant que l'un des effets de l'exposition à ces substances est "de dérégler les hormones chargées de régler les fonctions reproductives et de développement". Les perturbateurs endocriniens sont présents dans de nombreux produits comme des emballages, des pesticides, des cosmétiques, des revêtements chimiques et des produits d'entretien. "L'exposition à des produits chimiques toxiques est permanente pendant la grossesse et l'allaitement et menace la reproduction de l'espèce humaine" indique la fédération dans son appel qui plaide pour "des politiques de protection des patients et des populations".

"L'accumulation de preuves des impacts sur la santé des produits chimiques toxiques, y compris d'effets transgénérationnels, amène aujourd'hui FIGO à adresser une série de recommandations aux professionnels de santé pour réduire l'impact des produits chimiques toxiques sur la santé des patients et des populations" souligne de son côté le Professeur Sir Sabaratnam Arulkumaran, le président de FIGO et ancien président de la British Medical Association. Selon FIGO, les pays en développement devraient enregistrer la plus forte croissance de production de produits chimiques dans les cinq prochaines années et les populations les plus pauvres devraient être les premières impactées.

Les personnes de grande taille seraient plus exposées au cancer

Les personnes de grande taille, et plus spécialement les grandes femmes, seraient plus susceptibles de développer des cancers que celles de petite taille, selon une nouvelle étude dont l'intérêt est discuté par certains experts. Selon une vaste étude réalisée sur plus de 5 millions de Suédois adultes nés entre 1938 et 1991, le risque de cancer augmenterait de 10% chez les hommes et de 18% pour chaque hausse de taille de 10 cm. Cela signifie qu'une femme mesurant 1,72 m a un risque accru de 18% d'avoir un cancer par rapport à une femme mesurant 1,62 m. Les résultats de l'étude, qui n'a pas encore été publiée, ont été présentés lors d'une conférence de la Société européenne d'endocrinologie pédiatrique à Barcelone le Dr Emeli Benyi de l'Institut suédois Karolinska.

Ils confortent de précédentes études qui avaient déjà établi un lien entre la taille et le cancer, mais qui portaient sur un échantillon beaucoup moins important. L'étude suédoise a trouvé que les grandes femmes avaient un risque accru de 20% d'avoir un cancer du sein pour chaque 10 cm supplémentaire, tandis qu'hommes et femmes grands avaient un risque accru de mélanome de 30%. Une précédente étude, publiée en 2013 aux Etats-Unis, avait trouvé que les femmes de grande taille avaient un risque accru de 13% de développer certains cancers (sein, ovaire, rectum,

sang, thyroïde) pour chaque 10 cm de taille en plus. L'auteur de l'étude avait souligné que le cancer résultait "d'un processus lié à la croissance" et qu'il était "logique" de penser que les hormones de croissance pouvaient "accroître le risque de cancer".

La nouvelle étude a toutefois été accueillie avec circonspection par les experts, qui ont relevé qu'elle n'apporte pas grand chose de neuf et que des incertitudes subsistent, notamment en ce qui concerne la prise en compte des autres facteurs de risque (tabagisme,

hérédité, obésité, sédentarité...) des cancers. "Même si l'étude était robuste (...) je ne vois pas en quoi elle pourrait contribuer utilement à la prévention du cancer" estime le Pr David Coggon, de l'Université britannique de Southampton, en faisant allusion au fait qu'il est impossible de modifier la taille. Pour le Pr Mel Greaves, de l'Institut de la recherche sur le cancer à Londres, "les personnes de grande taille ne doivent pas s'inquiéter" outre mesure, dans la mesure où les principaux facteurs de risques des cancers ne sont pas la taille.



Grande-Bretagne Fumer en voiture en présence d'enfants passible d'une amende



Fumer en voiture en présence d'enfants mineurs est désormais passible d'une amende de 50 livres en Angleterre et au Pays de Galles après l'entrée de vigueur jeudi de cette loi anti-tabac votée par le Parlement. La loi s'applique à tous les conducteurs et passagers dès qu'une personne mineure se trouve dans la voiture, même lorsque les fenêtres sont ouvertes. L'unique exception concerne les voitures décapotables. L'e-cigarette continue aussi à être tolérée. Enfreindre la loi est passible d'une amende de 50 livres (67 euros), même si la police a indiqué qu'elle allait privilégier une approche pédagogique au départ. La mesure a été saluée par la British Lung Foundation qui estime que 430.000 enfants sont exposés chaque semaine au tabagisme passif dans les voitures britanniques. Les opposants, en revanche, critiquent une législation inutile, liber-

ticide et difficilement applicable. Steve White, président du syndicat Police Federation, a déclaré à la BBC qu'il allait être "extrêmement difficile" de faire respecter la loi. "Nous avons déjà du mal à nous occuper des cambriolages", a-t-il insisté. Plusieurs pays dont le Canada, les Etats-Unis, l'Australie, Chypre et l'Afrique du Sud ont déjà adopté des législations nationales ou régionales pour interdire de fumer en voiture lorsque des enfants sont à bord. Au Royaume-Uni, le Parlement écossais doit se pencher sur la question l'année prochaine. L'exécutif nord-irlandais a fait savoir qu'il allait d'abord observer l'efficacité de la loi chez ses voisins avant de décider de la marche à suivre. Le tabagisme passif entraîne divers problèmes de santé chez les enfants tels que la mort subite, l'asthme, divers problèmes respiratoires et des pathologies de l'oreille.

Enfants trop peureux ou colériques, un effet du tabac ?



Les enfants exposés au tabac avant et après la naissance auraient pratiquement deux fois plus de risque d'avoir des troubles du comportement, comme d'être plus peureux, colériques ou bagarreurs, selon la responsable d'une étude sur 5.200 enfants scolarisés à l'école primaire. Les méfaits du tabac sont bien connus, il favorise notamment l'asthme chez l'enfant lorsque son entourage familial fume à la maison, ou encore la naissance de bébés de petits poids lorsque la mère fume pendant la grossesse. Mais le rôle potentiel de la fumée ambiante sur les comportements est beaucoup moins connu, souligne l'Inserm dans un communiqué.

"L'exposition au tabac pendant la grossesse et après la naissance double pratiquement le risque de troubles du comportement chez les enfants scolarisés en primaire, âgés en moyenne de dix ans", dit à l'AFP Isabella Annesi-Maesano (directrice de recherche Inserm/Université Pierre et Marie Curie).

Les enfants exposés au tabac seraient plus agressifs : colériques, déboussonnés, bagarreurs, et plus souvent enclins aux mensonges et à la triche, voire aux chahuts. Cette augmentation du risque est gros-

sièrement reflétée par la proportion des enfants exposés au tabac en pré- et post-natal (18%) qui ont ce genre de conduites anormales (18%) comparés à ceux qui n'ont pas de fumeurs dans leur entourage (9,7%). Pour les troubles émotionnels, ils développeraient plus facilement des peurs, des troubles psychosomatiques (maux de tête et de ventre), et seraient mal à l'aise dans des situations nouvelles ("enfant qui s'accroche à ses parents" dans ce cas). Dans cette étude, 13% des enfants ont des troubles de conduite et 15% des troubles émotionnels qu'ils aient été exposés ou pas au tabac, précise-t-elle. Au total 1/5e des enfants étudiés ont été exposés au tabac à la fois pendant la grossesse (mère fumeuse) et dans les premiers mois de la vie, dans cette étude faite avec des hôpitaux de six villes françaises. Les parents des enfants ont rempli un questionnaire spécialisé, le "SDQ" (questionnaire points forts et difficultés/ Strengths and Difficulties Questionnaire) indiquant notamment si l'enfant avait été exposé au tabac jusqu'à l'âge d'un an. Le retentissement sur la scolarité de ces troubles n'a pas été étudié, mais c'est prévu dans une prochaine étape, indique la chercheuse.



**Vendons Terrain de 600 m² à Gambetta (Avenue de Canastel)
avec Permis de construire pour la réalisation d'un Immeuble de
02 sous-sols + RDC + mezzanine + 10 étages
(Promotion immobilière).
Etude et Travaux de fouilles des sous-sols réalisés.**

Nous contacter au : 05 60 99 32 68

Une vieille maman d'Algérie

A Mascara, la vie est souvent rythmée par les enterrements. Hier, c'est une vieille dame de 87 ans que j'accompagnais (avec beaucoup d'autres) à sa dernière demeure, dans le vieux cimetière de Sidi-Mouffok.

Je connaissais cette dame. Sous d'autres cieux, elle aurait sans aucun doute eu droit au qualificatif d'« extraordinaire ». Pas ici, pas en Algérie. Certes, son parcours était connu. La vigueur avec laquelle elle avait fait face aux drames qui ont jalonné sa vie était proverbiale. Mais elle partageait ce privilège avec des centaines de milliers de mères algériennes. Comme elles, elle a connu la ruine du père, la disparition du mari, mort sans sépulture durant la guerre de Libération, la mort d'un jeune frère, la perspective d'avoir à élever une progéniture nombreuse en étant totalement dépourvue de ressources. Comme elles, elle a vécu les nuits de l'angoisse, la brève parenthèse du chaos joyeux qui a été la marque des premières années de l'Indépendance. Le chaos s'était prolongé, pas la joie, remplacée par la désillusion, la lente descente vers un abîme immoral, fait de passe-droits et de corruption. Elle a connu les années noires des égorgements du crépuscule.

Les mères algériennes sont pétrées de mystère. Elles ont toutes le même visage. Elles répondent aux saluts et aux sourires. Mais, quand elles sont seules, elles reprennent naturellement les traits sévères sculptés par la somme des drames qu'elles ont traversés. Pour la plupart, elles n'ont presque jamais connu de période sereine. La tragédie est leur compagne naturelle.

Et puis, il arrive qu'elles n'en puissent plus. Cette femme qu'on enterre avait choisi de se réfugier dans l'oubli. Elle a peu à peu coupé les amarres qui la rattachaient à la réalité. Elle a fini par devenir mutique, à faire corps avec le fauteuil familial qui l'accueillait. Elle était belle, parfumée, habillée de blanc et des pastels qu'elle affectionnait.

Elle est morte enfin, et avec elle est mort un monde, celui de nos mères algériennes, mères courage exténuées, recrutées d'épreuves. Cette vieille femme que l'on mettait en terre en était un archétype.

Elle avait à mes yeux une petite particularité. Elle s'appelait Kheïra. C'était ma mère.

Importante Société recrute pour son Unité de Menuiserie / Ebénisterie A ES SENIA

04 MENUISIERS / EBENISTES QUALIFIES

Il est exigé:

- Diplôme dans la filière + longue expérience dans le domaine.
- Rémunération selon compétence.
- Résider à Oran / Es-Senia / et environs immédiats.

Transmettre CV aux N° FAX :
041.29.23.52 / 041.61.70.07

Société de travaux publics recrute dans l'immédiat :

- * Un ingénieur en travaux publics
- * Un assistant / assistante de projet
- * Un mécanicien d'engins de travaux publics
- * Un métreur-vérificateur
- * Un topographe
- * Un conducteur de travaux
- * Un opérateur station d'enrobage
- * Un électromécanicien industriel
- * Des chauffeurs d'engins de travaux publics
- * Mécaniciens d'engins de travaux publics

Qualités et aptitudes nécessaires :

- Sens des responsabilités
- Aimer travailler en équipe car vous aurez à collaborer avec des collègues ouvriers, techniciens et ingénieurs
- Une souhaitable expérience de cinq ans et plus.

Avantages :

- Rémunération selon compétence
- Habitant l'axe Oran/Arzew

Veuillez envoyer votre candidature à l'adresse suivante :

travaux.publics175@gmail.com
Fax : 098 320 0074

El-Bahia - Capitale Méditerranéenne -

ORAN, capitale de la Méditerranée en 2021, le temps des Jeux du même nom. Oran a décroché l'organisation de cette 19e édition en battant SFAX, la ville tunisienne avec 51 voix contre 17 - Wahran a été la plus convaincante avec un dossier en béton dans cette bataille. Après une campagne acharnée et un jeu de lobbying intensif, menée par les deux villes maghrébines, tout cela s'est déroulé dans un fair-play total et un respect mutuel réciproque – (voir El Watan du 28.08.2015).

Ce résultat nous honore et nous met du baume au cœur, surtout après l'échec et l'affront fait à l'Algérie au sujet de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en 2017. L'on se devait de relever le défi d'organiser ces Jeux chez nous et laver un tant soit peu cet affront.

A cet effet, je remercie vivement Mr BERRAF Mustapha, président du C.O.A. et en lui tirant toute ma révérence pour le travail colossal et de langue haleine effectué avec abnégation et maîtrise (il faut le souligner) depuis que l'idée d'organiser cet événement grandiose a germé dans l'esprit de nos responsables.

Mr BERRAF n'a ménagé aucun effort, afin de promouvoir la candidature oranaise, n'a pas cessé de sillonner seul, parfois accompagné de Monsieur le Wali d'Oran, les deux rives de la Méditerranée tout en utilisant son réseau de relations personnel à l'étranger, son expérience au sein du C.O.A. vu son ancienneté au sein de cet organisme, il a été à la hauteur de la confiance placée en lui par les plus hautes autorités du pays lesquelles ont mis à sa disposition tous les moyens et l'aide nécessaires pour la réussite de sa mission. Alors Merci Mr BERRAF.

Je n'omettrai pas de mettre en évidence aussi le travail ardu de Mr le Président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oran, mon ami et frère Mr MOUAD Abed qui, avec sa discrétion légendaire, a pris ce dossier à bras-le-corps et son bâton de pèlerin pour rallier à notre cause plusieurs Chambres de commerce de Pays méditerranéens à l'image de la France, l'Italie, l'Espagne, l'Egypte, le Maroc, la Croatie et bien d'autres. Certes, ces soutiens n'ont pas de pouvoir sur le plan sportif, sauf qu'ils peuvent intervenir auprès de leurs gouvernements respectifs pour consolider leurs intérêts économiques.

Alors Merci Mr le Président pour avoir réussi dans ta mission et pour ce résultat qui t'honore et à travers toi tous les membres de la Chambre qui ont participé à cette mobilisation.

2021 - c'est dans quatre ans, année des Jeux Méditerranéens, certains pensent que c'est encore loin, mais dans la vie d'une nation c'est déjà demain, et pour paraphraser Mme la Ministre des T.I.C. - Mme Imane Houda Feraoun, « Demain c'est déjà hier ». Alors mettons-nous tous au travail pour être au rendez-vous de cet événement grandiose.

Dans un hommage que j'avais rendu à Mr le Wali d'Oran paru au Quotidien en date du 29/03/2015, j'avais entre autres lancé un appel aux Oranaïses et aux Oranaïs, jaloux de leur cité, afin d'aider ce Monsieur qui est en train de restituer son véritable nom à Oran : « WAHRAN EL-BAHIA ».

Avec toutes ces infrastructures réalisés, ces merveilleux sites qui poussent comme des champignons, ou en cours de réalisation comme le stade Olympique, le village du même nom, les projets sociaux économiques, culturels, sportifs en phase finale de réalisation, jamais Oran n'a vu autant de projets réalisés en un laps de temps aussi court, le dernier en date reste le jardin citadin un joyau dans son écrin Oran - un endroit extraordinaire qui fait la fierté des Oranaïs qui se retrouvent d'ailleurs tous les soirs grands et petits en ce lieu enchanteur. Je remercie vivement et affectueusement Mr le Président de la République que Dieu lui prête longue vie d'avoir inscrit le développement de la ville d'Oran parmi ses priorités dans son programme présidentiel et avoir choisi l'homme qu'il faut pour veiller à sa réalisation en la personne de Mr ZAALANE Abdelghani, le rêve des habitants de cette belle ville est en train d'être exaucé, on peut dire maintenant El-Bahia - Wahran, et que sans Mr le Président tout cela ne serait jamais arrivé.

Mes remerciements vont aussi à tous nos élus locaux à leur têtes Mr le Président de l'A.P.W., Mr KAZI-TANI, pour toute l'aide précieuse qu'il fournit et l'entente parfaite qui existe entre lui et le chef de l'exécutif de la wilaya pour la bonne marche des différents programmes de développement et qui, avec sa sagesse hors du commun, a su mobiliser la société civile, le mouvement associatif et tous ceux qui peuvent apporter un plus pour être au rendez-vous de cet événement méditerranéen.

Un grand bravo aussi pour notre Président de l'APC d'Oran, Mr BOUKHATEM pour les différentes activités culturelles organisées sous l'égide de la mairie d'Oran pendant la campagne pour la promotion de la ville et pour la mobilisation de la population d'Oran.

Enfin Merci à toutes les personnes, pouvoirs publics, autorités locales et centrales pour leurs mobilisations, la réussite dans leurs missions respectives pour qu'Oran accueille cet événement. Que les personnes qui ont confectionné le dossier de candidature, l'ont défendu et ont fait le suivi jusqu'à son aboutissement et dont je n'ai pu citer les noms, trouvent dans cet hommage toute ma reconnaissance et ma considération pour cette première réussite.

Quant à la deuxième, je ne doute pas un seul instant que les Oranaïs la réussiront par leur engagement, leur civisme et, tous ensemble, population, industriels, commerçants, simples citoyens, main dans la main de redoubler d'efforts avec un engagement effectif et à toute épreuve pour réussir ce Challenge, et mettre en valeur notre belle ville et d'être les dignes représentants de notre grand peuple connu pour sa bravoure, son ouverture d'esprit et son hospitalité légendaire, et de ce grand et beau pays qu'est l'Algérie car, à n'en point douter, les retombées de cet événement sont énormes tant aux plans économique, culturel, touristique que médiatique.

Que nos athlètes engagés dans ces joutes sportifs concluent par une troisième réussite en nous comblant de joie et en nous faisant vibrer, en récoltant le maximum de médailles et faire flotter l'Emblème national toujours plus haut.
A nous de rééditer l'exploit d'Alger 1975.

**Que vive l'Algérie éternelle.
Que vive El Bahia Wahran.
Que Dieu bénisse le Peuple Algérien.**

**Le citoyen – Mr Youcef Abdelkader
Pdt. Commission des Investisseurs
C.C.I. Oran
Sct. de l'Organique des commerçants
Agro.Alim. U.G.C.A.
Industriel**

Dix morts dans une tuerie sur un campus américain



Un homme a abattu jeudi dix personnes sur un campus universitaire de l'Oregon, un nouveau massacre qui a provoqué la colère du président Barack Obama face aux fusillades devenues "une chose banale" aux Etats-Unis. Selon le témoignage d'une étudiante, le tireur, qui a méthodiquement abattu ses victimes, passant d'une salle de cours à l'autre de l'Université d'Umpqua, dans le nord-ouest du pays, visait en particulier les chrétiens. "Pour l'instant, nous pouvons confirmer dix morts" et sept blessés dans la fusillade, dont certains grièvement, a déclaré le shérif du comté local John Hanlin lors d'une conférence de presse. Le tireur est mort lors "d'un échange de coups de feu" avec la police, a-t-il ajouté. Plusieurs médias américains affirment qu'il s'agit de Chris Harper Mercer, un homme de 26 ans qui ne serait pas étudiant dans l'université où s'est déroulé le massacre. Les motivations du tireur n'étaient pas connues une douzaine d'heures après le massacre.

Mais un homme dont la fille a été blessée à déclarer à CNN que le tireur avait ordonné aux étudiants de se lever s'ils étaient chrétiens, avant de tirer sur eux. "Ils devaient se lever et il disait : +Bien parce que si vous êtes chrétien vous allez voir Dieu dans juste une seconde+", a déclaré Stacy Boylan à la chaîne, rapportant le témoignage de sa fille. Celle-ci a survécu en faisant le mort et a expliqué à son père que le tireur avait fait irruption dans la salle de classe et avait tiré sur l'enseignant à bout portant. Selon des sources citées par CBS News, "quatre armes - plusieurs pistolets et un fusil - (qui) ont été retrouvées sur les lieux de la fusillade". "Nos pensées et nos prières ne sont pas suffisantes", a lancé le président Obama, le visage fer-

mé, visiblement en colère, quelques heures après la fusillade, appelant une nouvelle fois le Congrès à légiférer pour mieux encadrer l'utilisation des armes à feu. "C'est devenu une chose banale", a-t-il déploré, "nous sommes devenus insensibles à cela. Il ne doit pas être aussi facile que cela pour quelqu'un qui veut infliger du mal aux autres de mettre la main sur un fusil". Prenant les Américains à témoin, M. Obama a appelé ces derniers à demander des comptes à leurs élus sur ce sujet: "A chaque fois qu'un drame comme celui-ci se produira, je répéterai que nous pouvons y faire quelque chose mais que nous devons changer nos lois".

"J'étais dans la classe à côté de celle où le tireur" se trouvait, a témoigné une étudiante, Cassandra Welding, sur CNN. En entendant des coups de feu, "tous les étudiants dans la classe se sont jetés sous les bureaux et une femme, une de mes camarades de classe, a été voir ce qu'il se passait, a ouvert la porte et malheureusement le tireur a tiré sur elle". Les étudiants paniqués ont alors fermé la porte, éteint la lumière et appelé la police et leurs familles, tentant de se protéger avec "nos sacs, chaises, tout ce qu'on pouvait trouver au cas où il entre", a poursuivi Cassandra Welding. L'université est installée dans une région reculée et rurale vivant principalement de l'exploitation du bois. Le maire de Roseburg a évoqué un crime "insensé". Jeudi soir, une veillée aux chandelles se tenait à Roseburg, et d'autres scènes similaires accompagnées souvent de prières se répétaient ailleurs dans l'Etat. Le campus universitaire, où étudient quelque 3.000 personnes, restera fermé aux étudiants jusqu'à au moins lundi, a annoncé la direction.

Espagne

Un clandestin marocain caché à la place de la roue de secours dans une voiture



La police espagnole a annoncé jeudi avoir découvert un migrant clandestin marocain recroquevillé dans l'emplacement prévu pour la roue de secours, dans le coffre d'une voiture dont la conductrice marocaine a été interpellée, au port d'Algésiras (extrême sud de l'Espagne). "Le couvercle qui cachait la roue de secours était bloqué mais il finalement été possible de l'ouvrir", a indiqué

la police, qui a découvert à cet emplacement un homme de nationalité marocaine. Les agents du poste frontière effectuaient un contrôle des voyageurs en provenance de Tanger, pour l'entrée en Espagne. La conductrice du véhicule, Marocaine résidant à Murcie (sud-est de l'Espagne), s'était "montrée très nerveuse" quand les agents avaient demandé à inspecter le coffre.

Informers, le nouvel enjeu des géants d'internet

Les géants américains d'internet cherchent tous à améliorer leur offre de contenu éditorial afin de fidéliser leurs utilisateurs, au moyen de nouvelles applications et logiciels qui font basculer un peu plus les médias dans l'inconnu. Mi-septembre, Apple a lancé son application News, intégrée à son nouveau système d'exploitation iOS 9. Elle offre aux possesseurs d'un support mobile de la marque de consulter des articles de plus de 50 titres, notamment le New York Times, Vanity Fair ou Vogue. Dans le cas du Times, l'utilisateur a accès, gratuitement, à environ 30 articles par jour, explique à l'AFP une porte-parole du quotidien, contre 10 par mois seulement pour un lecteur qui ne disposerait que d'un ordinateur connecté. Mi-mai, Facebook avait dévoilé un logiciel baptisé "Instant Articles", en partenariat avec plusieurs magazines, sites d'information, quotidiens et chaînes de télévisions. Grâce à ce programme, le plus grand réseau social au monde a multiplié par dix la vitesse de connexion au contenu offert par ces médias, et poussé ses partenaires à adapter leur production aux supports mobiles, en particulier sur la mise en page. Deux autres géants du web, Google et Twitter travaillent à un système équivalent, qui ferait passer à quelques millièmes de secondes le temps de chargement d'un article avec des photos, contre près de dix secondes en moyenne aujourd'hui.

"Il y a une grosse compétition pour capter l'attention" de ces utilisateurs, résume Cindy Krum, directrice générale de MobileMoxie, spécialiste du marketing sur supports mobiles. La bataille entre les géants d'internet et des nouvelles technologies, lancée sur des ordinateurs fixes puis



portables, s'est désormais transportée sur le terrain des supports mobiles, tablettes ou téléphones, avec de nouvelles contraintes. Le temps moyen passé par les Américains sur un support mobile atteignait près de trois heures en 2014 (02H51) contre un peu plus de deux heures (02H12) pour les ordinateurs, selon l'institut d'étude eMarketer. Les ventes de presse papier se tassent (-19% en 10 ans pour les quotidiens américains) et la publicité sur ce support s'effondre (divisée par trois en dix ans), mais dans l'univers digital, on cherche plus que jamais à s'informer. "Cela génère tellement de trafic.

Beaucoup de gens démarrent leur journée en lisant les nouvelles", souligne Cindy Krum. Ce trafic est automatiquement monétisé grâce à la publicité. Les dépenses publicitaires sur support mobile sont encore loin de refléter le poids qu'ont pris téléphones et tablettes dans les usages quotidiens, mais selon eMarketer, elles devraient tripler d'ici 2018. Se pose désormais la question du rapport de force entre les

acteurs dominants d'internet et les éditeurs, quand les premiers connaissent une croissance exponentielle et les seconds se battent pour réinventer un modèle économique viable. "Pour l'instant, les accords sont plutôt favorables aux éditeurs", observe Rick Edmonds, analyste pour l'institut Poynter, spécialisée dans les médias. Les éditeurs qui utilisent "Instant Articles" conservent 100% des revenus de la publicité qu'ils vendent directement et 70% s'ils confient à Facebook le placement auprès des annonceurs. Les proportions sont les mêmes pour l'application News d'Apple. Mais si ces nouvelles formules font tourner l'un des deux moteurs économiques des éditeurs, la publicité, il est difficile d'évaluer l'impact qu'elles ont sur le second, la vente de contenu en elle-même, par abonnement ou à l'article. Faut-il augmenter son lectorat par ce biais, sous peine de rater le train, ou préserver la valeur de son contenu en limitant sa diffusion ? "La question est ouverte", reconnaît Rick Edmonds.

180 secondes pour vulgariser une thèse !



Captiver, en trois minutes chrono, un public néophyte sur un sujet de thèse, avec pour seul support une diapositive: le défi a été relevé jeudi par des doctorants, candidats de la finale internationale de "Ma thèse en 180 secondes". Ils sont seize, venus de huit pays, à arpenter tour à tour la scène du Grand amphithéâtre de la Sorbonne. Face à eux, 800 spectateurs profanes et un jury présidé par Cédric Villani, médaille Fields 2010. La première à l'affronter est la Sénégalaise Ndèye Astou Ndiaye qui "aime les défis à relever". Mais qui confie tout de même: "C'est pas évident de commencer, le stress monte". Son dada, c'est les sciences politiques. Elle se lance avec ses mots simples pour faire la lumière sur "la participation des acteurs non étatiques à l'action en Afrique". Mais tout est à refaire: le chronomètre n'est pas parti.... Pour sa 4e édition, cette finale internationale, organisée pour la première fois en France par le CNRS et la Conférence des présidents d'universités (CPU), se joue à guichet fermé. En 48 heures l'évé-

nement a affiché complet. En guest-star cette année, les candidats de quatre nouveaux pays, le Cameroun, le Tunisie, le Sénégal et le Burkina Faso. L'Agence universitaire de la Francophonie, en s'associant au projet, s'est chargée d'organiser les sélections en Tunisie, au Cameroun et au Sénégal. "C'est assez amusant de traduire des termes d'un vocabulaire rigoureux dans des mots assez banals", explique Victoria Amba, candidate du Cameroun. Grand sourire aux lèvres, Leïla Drissi Kaïtouni, la candidate du Maroc, dévoile les secrets des bactéries halophiles qui "ont besoin de sels pour leur croissance". Son objectif, remplacer des produits chimiques polluants par ces bactéries de la Mer morte, "pas si morte que ça". Les candidats, sur leur 31, applaudissent, crient, font des selfies, saluent leurs supporters et ... leur mère. "On fait un spectacle ensemble, sans compétition", souligne Grégory Pacini, candidat français de la Sorbonne qui "joue à domicile". En costume et chemise blanche, il s'attaque au

VIH et à la tétherine, une obscure molécule à la surface des cellules. Micro en main, il compare notre système immunitaire à une cité universitaire, le VIH à un squatter qui utilise la photocopieuse pour se cloner. A partir de là, "c'est l'attaque des clones qui colonisent la Cité U", lance-t-il. Son discours est rodé, ses silences ménagent le suspens. Sa conclusion: "Protégez-vous bien ! Quitte à me mettre au chômage", déclenche des rires. Grégory va ensuite s'asseoir, sa mission accomplie. Mohamed Oussama Ben Salem, sélectionné pour représenter la Tunisie, voit dans cette compétition bien plus qu'un impitoyable défi d'éloquence scientifique. "Une telle opportunité permet également de sensibiliser la société à l'importance de la recherche qui peut (...) améliorer le quotidien de Monsieur Tout le monde", assure-t-il. Les rires fusent devant le show du Belge Olivier Finet, qui préfère appeler sa levure Schizosaccharomyces Pombe "Dominique". Ensuite, il prend quelques secondes du précieux temps qui lui est imparti pour prévenir: "Oui, c'est bien vous qui me financez avec vos impôts". Applaudissements assurés. "La supraconductivité (phénomène caractérisé par l'absence de résistance électrique, ndlr) c'est la voie de l'amour et de la paix", clame Alexandre Artaud, candidat grenoblois. Il décroche le Saint Graal, les applaudissements de l'assistance, en comparant le thésard avec un électron. Avec son histoire d'amour de 180 secondes, il obtient une ovation. Et plus. Il empoche le deuxième prix du jury et le prix du public. Le troisième prix du jury revient au Marocain Abdelkader Meni Mahzoum avec "une histoire de pommes", comme "dans Blanche Neige". Le Belge Adrien Deliege repart avec le premier prix, après s'être "entraîné 150 fois" devant son miroir pour rendre attrayant sa thèse mathématique sur El Nino, le fameux phénomène climatique récurrent. Et il annonce à son public la couleur: "En bon Belge, je vais d'abord aller boire un verre".

APARTEMENTS

■Vends F5 à Seddikia. ORAN. Rez-de-chaussée. Aménagé à neuf - Acté - Sup. 100,87 m² - Tél. + ADSL - Libre de suite - Tél : 0556.81.05.43

■Loue Appartement F3 - USTO - HLM - 4ème étage. Superficie 84,22 m² - Tél : 0771.84.28.66

■A louer Appart F2 - Meublé - 3^{ème} étage à Résidence Le Progrès en face Hôpital Pédiatrie de Canastel - Durée 3 mois ou 6 mois - 6 Millions le mois - Tél : 0541.07.91.62

■Loue : F2 (Standing) meublé + 2 F6, 1^{er} étage (Haut Standing) même palier + 1 F4, 6^{ème} étage (Hasnaoui) - ORAN - Tél : 0553.30.96.60

■Vente Appartement F3 à Cité Jean de La Fontaine - Gambetta en face Mobilart. Belle vue sur mer. Superficie 70 m². Courtier s'abstenir S.V.P. - Tél : 0778.42.46.61 / 0558.19.05.99

■Location Appartement 85 m² - 2^{ème} étage Avenue de Choupot - ORAN - pour une activité libérale - Contacter : 0770.87.03.60

■Vente Appartement F3 - 75 m² à Akid Lotfi - ORAN - Rez-de-chaussée surélevé + Local 35 m² communicant - Le tout refait à neuf - Convient profession libérale - Tél : 0770.74.38.51

■AGENCE NADJET - Mob : 0552.98.13.81 - Vend Appart - Acté - Nouvelle construction 200 m² - F5 - 2,2 M - Bel Air

■ORAN - Vends bel Appart F5. Neuf. 218 m². 5^{ème} étage. Bd Traït d'Union avec place parking. Prix après visite - Courtier et Agence s'abstenir - Tél : 0540.13.34.65 - de 10 H à 18 H

■ORAN - Loue pour Société : 2 F3 luxe. Meublés. 117 m² et 114 m² - Plaza Bloc Gérardum avec place parking - Tél : 0540.13.34.65 - de 10 H à 18 H

■Locat. Apparts : F3 C. SDB Cité Pépinière + F4 C. SDB Gdyl + F3 C. SDB côté Lycée Lotfi Av. Canastel + F4 Rue Med Khemisti + F3 meublé Bel Air + F2 meublé Gambetta + Etage de Villa Cité Djamel + Etage de Villa Courbet - Contact. 04. Rue Med Khemisti. ORAN - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■AGIMES - IMMO - Tél : 041.74.80.29 - 0557.29.15.30 - Vend : F3 C. SDB. 55 m². 2^{ème} étage Cité CIA Hippodrome. Prix : 650 U Nég. Accepte Promesse de Vente avec versement 50% Cash - ou Location 2,2 U/mois mais 3 ans et plus - Vide - Prix offert : 605 U

■A louer un très bon F4 au 1^{er} étage. Sup. 100 m² Akid Lotfi en face Restaurant « Libono » et « Monte Carlo » - Tél : 0771.78.87.06

■Echange F4 - 3^{ème} étage USTO - contre F4 ou F3 au RDC ou Haouch - Tél : 0798.55.12.23

■Vends F3 bel Appart 108 m² avec balcon. 1^{er} étage. Acté. Cité fermée H. Badr (Cité Petit) - Libre tout de suite - Convierait aussi Bureau - Tél : 0555.63.44.95 - 0555.69.54.91

■Vends Appart 137 m² 51. Acté. 1^{er} étage. Centre-ville d'ORAN et une Maison de 4 étages + Local comm. pieds dans l'eau à Cap Falcon (Ain El Turk) 286 m² 35 - Tél : 0792.15.35.59 - 0776.43.80.89

■Loue Studio Niveau de villa meublé avec garage à BOUSFER-Village - Prix 18 000,00 DA - Tél : 0555.30.68.57

■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités. Garage. Eau H/24... dans un quartier très calme, résidentiel - Ain El Turk - Trouville - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■A vendre F3 - 1^{er} étage au 27. Rue Mirachaux - N° : 0797.35.90.37

■Vends F2 à Bouisseville Ain El Turk. 3ème étage - Acté - 54 m² - Entièrement équipé dans résidence privée sécurisée - Garage au Sous-sol - Prix Off. : 700 - Prix Dem. : 750 - N° Tél : 0774.82.82.30

■URGENT : A vendre Appart F3, très spacieux et très ensoleillé, 87 m², à double façade, 5^{ème} étage - Acté et libre de suite : Cité 400 Logts Ain El Turk - Prix Off. : 800 U - Tél : 0554.27.75.79 - 0770.64.62.00

■Vends Appartement F4 - Acté - 87 m². 4^{ème} étage Cité Akid Lotfi à côté de Joy. Bloc fermé et sécurisé - Tél : 0560.01.86.85 - Possibilité Promesse de vente

■A louer rez-de-chaussée 2 Ch. + Cuisine. Hall. SDB pour une durée limitée jusqu'au 30/05/2016 + A vendre Lot Terrain 200 m² composé de 4 Ch. situé La Poste Belgaïd - Tél : 0777.78.16.73 - 0792.31.36.32

■A vendre deux (2) Appartements haut standing 120 m² Résidence Hasnaoui : F4 (4^{ème} et 5^{ème} étage) - Tél : 0550.97.69.38 - 0550.08.45.59

■Vends Appartement F3 Cité Mimosas Bt B.5 - N° 0551.30.36.30

■Vends Appartement F4 - 4^{ème} étage 90 m². Bien aménagé - Ensoleillé avec 2 façades - 1 grand hall - 2 balcons - Cité Haï Yasmine (2) (à côté Hasnaoui) - Tél : 0552.57.84.63

■A vendre Appartement F3 aménagé en F4 de 88 m². 3^{ème} étage à Imama 1060 TLEMCCEN - Tél : 0556.96.56.10

■Vente / Location F5 neuf. Gd Stand. Toutes commodités. Au 6^{ème} étage d'un immeuble sécurisé, situé sur boulevard vers Canastel à 200 m du Palais d'Or - Mob : 0770.87.03.11 - 0770.25.81.53

■A vendre des Appartements F4 - Superficie 75 m² et 95 m² au 1^{er} étage à Cité Karama - Belgaïd - Bir El Djir - ORAN - Tél : 0550.13.85.80

■Vends Appart F3 - Sup. 135 m² - Gd salon - 2 Pièces - Cuisine - SDB - WC - Deux Balcons. Au 3^{ème} étage. Nouvelle Const. Endroit très calme à ORAN - Hippodrome - Tél : 0779.19.81.68

■Vends Appartement F3 - Sup. 73 m² - 4^{ème} et dernier étage - état initial - EPLF 216 Logts USTO - ORAN - Tél : 0697.36.65.83 - 0560.09.45.69

■SIDI BEL ABBES : Vends Appart F4 - C. SDB - 93 m² - Refait à neuf - Meublé ou sans meubles - Climat. - Chauff. - Ligne Téléph. - 3^{ème} étage et dernier Makam El Chadid - Tél : 0770.33.73.60 - Prix après visite

■Vends F5 / Avenue d'Arcole - 1^{er} étage - 87 m² - Refait à neuf - Tél : 0555.40.37.76

■Vends Appartement F4 Avenue Emir Abdelkader - 1^{er} étage - Superficie 94 m² - Convierait à Profession libérale ou Siège Société - Appeler : 0560.08.87.17

■A louer F3 nouvelle cité Millenium avec Ascenseur - Bien aménagé - Tél : 0554.68.47.92

■Loue Appartement F3. Construction neuve, grand standing sur grand boulevard à TLEMCCEN-Ville - Mob : 0540.01.33.92

■Loue Appartements - F3 : 36.000 avec garage - F4 : 38.000 avec garage - Poste 2 en allant vers Belgaïd - Tél : 0566.00.55.05 / 0557.55.79.98

■Vends Appartement F3 à l'USTO - HLM - Superficie 83,68 m² au 2^{ème} étage - Appeler : 0552.94.99.65

■Vends F3 - 1^{er} étage. 68 m². Vide pour Bureau, à côté Palais Justice « Divorce » - Plateau - Didouche Mourad - ORAN - Tél : 0550.59.01.57

■A vendre F3 - Rez-de-chaussée - Haï Zitoune - 67 m² - Libre de suite - Tél : 0553.04.33.15 - ORAN

■Vends Appart F3 - 2^{ème} étage à Seddikia côté la CNEP - Tél : 0558.08.02.45 - 0559.23.31.21

■Vends F4 bel Appart. 2^{ème} étage. Acté. Cité fermée. Endroit idéal. Proximité de Palais d'Or et Méridien. Gardiennage Jour et Nuit, avec toutes commodités - à Haï Khemisti. ORAN - Tél : 0558.83.72.43

■A vendre F4 standing - 1^{er} étage - 2 façades - Sup. 115 m² - situé à ORAN - El Bahia - côté Cité Sonatrach - Tél : 0555.90.42.50

■A vendre Appart F4. 130 m². 3^{ème} étage. Possibilité d'aménager en F5 (Tél. + Internet + Eau H/24) à proxim. nouveau Marché - Ecole - Lycée. Libre de suite. P.D. 1 Milliard 200 négociable. Accepte Promesse de vente - Ain El Turk - Tél : 0779.10.88.91

VILLAS

■Vends Villa neuve 278,40 m² à Bou-langer. Façade 11,5 m. RDC : dépôt 160,17 m² + garage + jardin 58 m². 1er F5 fini à 95%. 220 m² : Bain + SDB + Paccio. 2ème : Piliers - Curieux s'abstenir - Tél : 0552.80.41.09

■Vends Villa R+3 (Immeuble). (Acte + Conformité). Sup. totale Terrain 260 m². RDC : Gd garage 200 m², jardin, cour, F6 de 230 m² dans chaque étage avec hall, Cuis., SDB, 2 cours - à Bir El-Djir côté Canastel - ORAN - Tél : 0540.32.00.28 - 0664.74.30.75

■Vends Maison de Maître à Haï Felloulcen « El Barki ». Actée. 80 m². R+1. Garage. 3 Pièces. 2 Cuisines. Douche. Petite Cour - Eau. Gaz. Elect. Téléph. fixe + Internet. Route goudronnée - Tél : 0771.76.35.52 - 0557.37.94.01

■A vendre Villa R+2 avec 2 Locaux. 300 m² Bâti. Sup. totale. 400 m² - Sise à Bouisseville. Ain El-Turck - Tél : 0771.18.11.01

■A vendre ou Echange Villa - Actée - R+1 - 114 m². Double façade. Toutes commodités - ES-SENIA - KARA 1 - Tél : 0776.93.74.69

■Loue Villa 2 Faç. - 400 m² - 2 F5 - Showroom 200 m². 2 Fac., situé sur Bd principal commercial à ORAN - Tél : 0555.67.83.61

■A vendre Villa 250 m² - R+1 - Finie - Non habitée - Fernandville côté CAS-NOS - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0556.13.81.45 - 0556.13.81.53

■Affaire à Saisir - Vends R+1. Acté à St-Eugène. 100 m² commercial, près de marché des Voitures. Castors et Resto El-Khaïma. R. Fernand Forest - P.D. : 1.890 U - Tél : 0556.266.514 - 0550.193.868

■A vendre / A louer : Villa R+1. Grand standing. Toutes commodités. Cours + jardin + véranda + cuisine extérieure - Surface 500 m² - Maraval. ORAN - Tél : 0553.72.69.78

■A vendre Bâtisse R+1 comprenant RDC : 2 locaux + 1 magasin - 1^{er} étage - 2 Appartements. Possibilité de construire 2 étages. Surface au sol : 300 m² - Maraval près de Soufi Zoubida. ORAN - Tél : 0553.72.69.78

■AGENCE NADJET. Mob : 0552.98.13.81 - Vend : M.M. 152 m². R+1. Acte + 2 cours. 950 U. Centre Boutlélis - M.M. 100 m² 2 F. Acte. RDC carcasse 850 U. Castors Boutlélis

■AGENCE NADJET. Mob : 0552.98.13.81 - Vend M.M. 120 m² - R+1 - Acte + garage - 950 U - Haï Rabah - Misserghine

■Vends Villa Haï Khemisti côté Rond-point Canastel - 246 m² - 02 façades. R+2 - 03 Garages. 01 Salle de séjour. Cuisine. Cour. Hammam. 02 WC. 05 Pces. 02 Salons. Terrasse - Tél : 0771.66.65.79 - Intermédiaire s'abstenir.

■A Vdre Villa Coop. Med Boudiat. Palmiers. Façade. R+2. RC: 2 Pièces. Cuisine. WC. SB. Garage. Couloir. Cour. 1^{er} étg. : 03 Gdes pièces + hall. 2^{ème} étg. : Entourage + Piliers. Visite 13 H à 15 H - Tél : 0771.54.59.72

■TLEMCCEN - Vends Villa 270 m² Fg Agadir. RDC + 2 Niveaux (Local - 2 Salons - 2 Gdes Cuisines - 2 Salles de bain - Hall - 6 Chambres - Hammam - Cour - Eau + Puits - Tél : 0790.23.66.25

ANNIVERSAIRE « BOUKHANOUCHE ABDELHAFID »

Le 30

Septembre

2015 a soufflé

sa première

bougie.

Son père, sa mère et ses

grands-parents souhaitent à leur

petit ange longue vie pleine de

succès, de bonheur et de

prospérité INCHA'ALLAH.



■SIDI BEL ABBES - Vends Maison de Maître 400 m² - Double façade - Tél : 0673.79.41.26

■TLEMCCEN - Vends Maison 200 m². RDC + Extension. 7 Pièces - Cuisine - Cour - Gaz - Eau - Electricité - Force motrice - 4 Faç. - SAFSAF près d'ISO-BAL Bendimered - Tél : 0557.30.78.01 / 0550.48.60.31 / 0781.96.73.64

■Vds Villa de 520 m². Bâti 100 m². R+1. Nvelle Construction à Chabat El-Leham - Tél : 0773.49.65.15 - 0560.015.354

■A vendre Maison de Maître 2 étg. 6 Pces + Cuis. Pte Cour + 2 Toilettes. 2 Salles de bain + Gde Terrasse + Gd Garage + Bâche d'eau + Carnet foncier. Actée - ES-SENIA - KARA 2 - Tél : 0796.70.81.23 - 0670.28.58.89

■Vends une Maison à Sidi Chahmi - ES-SENIA - 150 m² bâtis - 2 étages avec un Fonds de Commerce Cafétéria en activité déjà - Tél : 0661.21.21.88

■A vendre ou à louer un grand Immeuble de 07 Apparts neufs avec un grand Showroom de 500 m², situé sur le boulevard principal du Centre de Bir El-Djir (ORAN) - Tél : 0551.555.706

■Vends Immeuble moresque 520 m² au Centre d'ORAN Albert Premier. Rez-de-chaussée grande surface commerciale - 1^{er} étage grand appartement haut standing - 2^{ème} étage 2 Appartements - Tél : 041.24.46.07

■Vds Chalet américain - F5. Cuisine. 02 Salles de bain + Cour + Garage : sur 320 m² - Libre de suite - Camp 5 Bethioua - ORAN - Tél : 0550.28.71.02

■Vends Villa 100 m² sur 3 niveaux à Misserghine-Village sur un boulevard commercial - Tél : 0775.68.68.19

■A.V. Maison de Maître R+1 + Cafétéria à Delmonte - ORAN + Matériel de boucherie récent (complet) - Tél : 0551.46.04.46

■A louer une Villa commerciale. Sup. 165 m². Deux façades + 3 Locaux. R. CH. + 2 à Bir El Djir - Millenium - ORAN - Tél : 0670.31.62.09

■Une belle Maison à vendre de 155 m² avec deux Garages à Barki - Prix après la visite - Le Num. : 0551.08.11.22

■Vends Villa - Actée - 500 m² - Bâti 250 m². Le reste Jardin - Contient 04 Locaux dont 03 en activité commerciale - Située : Terminus Bus face la Mairie (HASSI) - ORAN - Tél : 0779.52.33.12

■A.V. Villa 350 m² - Actée - Bouisseville - A. El-Turck. W. ORAN. 6 Pces + 3 SDB + C. + jardin + Gd garage 05 Véhicules. Quartier calme. Prix après visite - Tél : 0555.61.53.11

■Vends Niveau de Villa clos et couvert 2^{ème} étage. 175 m². Bien situé sur grand Boulevard à Haï Khemisti à 250 mètres du Boulevard Millenium - Mobile : 0559.38.37.97

■Vends Carcasse de 4 étages avec un Duplex, 180 m² bâti, bien située sur grand Boulevard à Haï Khemisti à 250 mètres du Boulevard Millenium - Mobile : 0559.38.37.97

■A vendre Lot de Terrain 110 m² à Benfréha - Acté - 2 façades. Viabilisé - à 40 m du Chemin de Wilaya, endroit habitable - P.O. 500 U - Pas d'intermédiaire SVP - Tél : 0550.01.28.10

■Vends Maison de Maître - Lieu commercial - 3 façades - 200 m² avec 02 Apparts (F4 - F4) + 02 BIO + 03 Locaux + Cafétéria. Garage 4 voitures - à Sidi El Bachir - ORAN - Tél : 0560.37.14.98

■A vendre Carcasse R+2 - Bien situé entre Bd Millenium et Bir El Djir - Sup. 112 m² - Tél : 0555.27.14.52 - 0551.56.86.91 - P.O. 2,3 M

■A vendre Villa 250 m² à Fernandville située à 200 m de l'hôpital pédiatrique et le rond-point de Canastel - Prix 4 Millions 500 - N° 0549.63.10.47

■Villa RDC à vendre Rue Zaoui Mohamed 66 - Maraval - Sup. 423 m² - 2 façades - Tél : 0557.50.05.84

■Location Villa 2 Pces + Cuisine + Salon + Hall - à BOUFATIS ex-ST LOUIS - Endroit calme - Douche + WC - à 10 Km d'ARZEW - Tél : 0554.27.74.35 - 0661.23.16.54

■Vends Villa - Superficie du terrain 610 m² - Construit 250 m² - Sous-sol + 2 étages + Terrasse - Les Palmiers - Appeler : 0560.08.87.17

■Vends M.M. vieux Bâti. 127 m² : 3 Pièces - Cuisine - SDB - Terrasse - Garage - Façade 6 m - face CEM Lakhdar Hafid - Savignon - ORAN - P.D. 16 MDA - Tél : 0551.99.64.73

■ORAN : Loue Niveau de Villa - Sup. 80 m² + Terrasse + Garage pour voiture - à Point du Jour côté Morchid - pour Société ou Part. - Tél : 0553.07.99.29

■Vends Villa 200 m² - R+2 - Avec deux garages - 3 façades - à Hassi Bounif - ORAN - Actée avec Livret - Prix après visite - Tél : 0662.43.34.18

■A vendre Carcasse R+2 - Actée - 250 m². Bâtie 200 m². Lotissement 407 ORAN-Est (Bir El Djir) belle place, en face grande placette - Tél : 0771.23.85.99

■Vente une superbe Villa - Actée - Double façade d'une superficie de 1.151 m² en face Clinique Youssr El Bassar - ORAN - Tél : 0550.56.52.08 / 0667.45.74.68

■Loue Villa R+1 - 400 m² - Bir El Djir - 5 Chambres - 1 Gd Salon - Cuisine - Coin Repas - Véranda - 2 SDB - Cour - Jardin - Bâche d'eau - Garage - 2 façades - Quartier résidentiel - Tél : 0697.20.16.80

■J.H. 35 ans. T.S. Info. Célib. Véhiculé. Sérieux. Dynamique : Cherche Travail à partir de 16 H 00 - Tél : 0560.27.24.47

■Vends M.M. - R+2 à Gambetta - ORAN - à côté Le Carré. RDC : Local 100 m² commerce ou 4 voitures - 1^{er} : 3 Pces + Cuis. + Hall + SDB + WC + Balcon. 2 façades. Cour - 2^{ème} : 4 Pces - SDB - Hall plus Terrasse - Internet et Fixe - Tél : 0780.44.25.93

■Vends Villa à Chahid Mahmoud - 240 m² - R+2 - Contient de Locaux et 2 Chambres - 2 Salons - SDB et cuisine - Tous les Papiers - Tél : 0553.58.68.62

■A vendre Villa Ain El-Turck - R+2 - Livret foncier - Prix intéressant - Tél : 0557.04.55.78

EMPLOIS

■Société privée sise à ORAN recrute avec 03 ans d'expérience : Chef de Chantier Clim - Chef de Chantier Projet (Maîtrise Lots Techniques) - Technicien Courant Faible - Envoyez votre CV par e-mail : recrut031@yahoo.fr

■Entreprise privée en Menuiserie Aluminium recrute un Commercial pour son Showroom + demi-Ouvrier + Ouvrier qualifié (Coupeur) - Appelez le N° 0560.79.97.41 - Envoyez CV : nadir_came@yahoo.fr

■Cherche (J.F.) ou (J.H.) sérieux et dynamique, maîtrisant l'outil informatique, pour travail dans le domaine de la Prestation Informatique - Envoyer C.V. avec IMEL : amel2620@yahoo.fr

■Sté Taxi recrute des Chauffeurs - Taxi diplômés pour ORAN - Tél : 0771.24.81.27

■PIER IMPORT recrute sur ORAN des Vendeurs et Vendeuses - Pour toute personne intéressée veuillez envoyer vos CV sur : contact@pialgerie.com

■Magasin vente Bureautique et Papeterie, cherche Secrétaire, Vendeur (se) de rayon - Habite ORAN - Ville / Age limité 30 ans - Envoyez vos CV : 041.24.30.93

■Complexe Avicole à MERS EL HADJADJ cherche : - Une Secrétaire bureautique résidant sur l'axe Béthioua - Mers El Hadjadj - Un Electromécanicien - Envoyer CV par email : abdell132009@live.fr / ou au 041.79.14.09

■Cherche Secrétaire dynamique pour tenir Bureaux et 01 Autre pour Déplacement sur terrain Domaine Immobilier - Négociation - Tél : 0667.43.43.15 - CV exigé

■Société recrute Chef d'atelier expérimenté dans les tâches en électronique et mécanique industrielle pouvant gérer la production et des équipes en maintenance, meneur d'hommes, sérieux, ponctuel, dynamique et non fumeur. Salaire motivant et cadre de travail agréable - Envoyez CV à Email : efacalg@yahoo.fr

■TLEMCCEN : Entreprise de Pâtisserie recrute Hommes & Femmes diplômés : Maîtres Pâtisseries - Aides Pâtisseries & Apprentis - Tél : 0771.44.47.78 / 0559.84.58.54

■Grande surface de Commerce multiple au Centre-ville d'ORAN recrute Agent de sécurité, Vendeur, Etalagiste (âge 20 - 30 ans) - Résider à ORAN - Tél : 0555.86.11.44

■Atelier de couture cherche des Couturières et des Apprenties pour la finition à ORAN - Seddikia - Veuillez appeler ce numéro : 0549.13.97.44

■Sté privée sise à Oran recrute de suite : Mécanicien Industriel expérimenté dans le domaine des machines à injection plastique - Salaire motivant et cadre de travail agréable - Envoyer CV à Email : societe_privée@yahoo.com

■Sté à ORAN recrute pour le compte d'un Groupe français : Téléconseiller maîtrise parfaite de la langue française et l'outil informatique - Envoyer CV à : recrutement@marketel-algerie.com

■Recrute : Vendeuse sérieuse, dynamique et présenteable, ayant un bon sens de communication et l'esprit d'équipe - Un Magasinier avec expérience et Manutentionnaire - Contactez-nous au : 0782.72.49.43

■Atelier de couture à Choupot recrute des Couturiers qualifiés avec bonne finition, colletterie, point droit, surjet, finition, Modéliste sérieux et motivé - Tél : 0770.44.23.48

■Restaurant à ORAN cherche : Serveur - Cuisinier - Pizzaiolo - Femme de ménage entre 40 et 50 ans - Logement non assuré - Tél : 0550.48.12.09

■Laboratoire d'Analyses de la Qualité des Produits, agroalimentaires, cosmétiques, d'entretien, eau, sol : Recrute Technicien et Ingénieur Chimiste et Microbiologiste expérimenté (e) ou retraité (e) - Env

■ Cherche un Pâtissier expérimenté - Appeler au Tél : 0782.27.17.08

■ Distributeur dans les produits Agro-alimentaires à ORAN cherche Vendeurs ou Vendeuses - Envoyez votre C.V. par email au : speedist31@Yahoo.Fr

■ Centre de Contrôle Automobile ORAN recrute Contrôleurs Auto agréés - Tél : 0661.20.07.27

■ Sté d'études recrute une Assistante de Direction ayant de l'expérience dans le domaine. Dynamique et ayant le sens des responsabilités et de l'organisation - Envoyer le CV à : imprimji@gmail.com

■ Salon de coiffure situé à Haï Sabah cherche une Coiffeuse qualifiée - Tél : 0541.63.32.41

■ Un Atelier des gâteaux secs cherche des Jeunes Femmes ne dépassant pas 35 ans - Salaire est de 3.000 DA par semaine - Tél : 0552.40.95.15

■ Société privée de fabrication de dispositifs médicaux à ORAN centre recruté : Informaticien pour création de logiciel de facturation et sa maintenance - Faxez CV + Photo au : 041.53.73.54 ou par e-mail : medicatoranalgerie@yahoo.fr

■ Entreprise privée d'importation de meubles et décoration recrute : 01 Chargée d'importation avec expérience plus de 02 ans - Envoyez CV par e-mail à : recrutementmma31@gmail.com ou par fax au : 041.62.15.12

■ Société privée sise à l'adresse ci-dessous : N° 77 Zone Industrielle de Sidi El Bachir - ORAN recrute : des Opérateurs & Opératrices sur machines industrielles - N/Fumeur - âge : entre 25 et 35 - Habitant dans les environs - Travail service quart - Niveau d'étude 9^{ème} Année - Se présenter avec CV et C.I.N.

■ PUBLIXIS Algérie Recrute à Oran des Agents commerciaux (H/F) - Infographistes et Webdesigners - Envoyez votre CV par email : cv@publixis.com

■ Pharmacie Terminus sise à El-Has-si / Haï Bouamama recrute Vendeur (euse) qualifié (e) - Envoyer le C.V. à Email suivant : terminus.pharm@yahoo.fr - Tél : 0560.94.55.68 - de 09 h jusqu'à 16 h

VEHICULES

■ Vds PEUGEOT PARTNER Diesel 1,9 - Année 2008 - 1ère Main - Tél : 0560.015.354 ou 0773.49.65.15

■ Vends Camionnette Frigo. Marque GONOW - Année 2014 - 22.000 Km - Très bon état - Tél : 0549.01.59.68

■ Achat Véhicules accidentés ou en panne, légers ou lourds - Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

TERRAINS

■ Vente Terrain Agricole (Acté). Sup. 2 Hectares 73 Ares. Situé Route Oued Tiélat - Arzew côté Abattoir Cherchem - Mobile : 0664.71.34.51

■ Vends Agricole 4 Hectares 8 Ares - Actée + Livret foncier - Situé à Bethioua. 700 m environ de l'autoroute - Tél : 0771.38.22.09

■ Lot Terrain : Parc. 3 Chambres + WC + toilettes - 3 Hangars - Superficie 1.400 m². Façade de 15 mètres - Bethioua - Tél : 0771.38.22.09

■ AGENCE NADJET - Vend Terrains : 120 m². Acté. 250 U. Rouaiba (AMRIA) - 200 m². Acté. 400 U. Brédéah - Mob : 0552.98.13.81

■ AGENCE NADJET - Vend Agricole 4 Hectares + puits + bassin + clôture + Elect. + Arbres fruitiers - 1 M - Ain El Beïda - Mob : 0552.98.13.81

■ AGIMES - IMMO - Tél : 041.74.80.29 - 0557.29.15.30 - Vend Terrains : 320 m² façade 20 m Courbet - 270 m² façade 13 m Courbet - 300 m² Falaises Gambetta - 240 m² Gambetta près Marché - Prix entre 15 U et 17 U/m²

■ Vends un Terrain de 397 m² en deux façades à la Pépinière, quartier calme et résidentiel entièrement viabilisé - Appeler au : 0659.20.93.39

■ Vends deux (02) Terrains nus, mitoyens l'un de l'autre, d'une superficie de 170 m² chacun à Ain Turck (ORAN). Quartier résidentiel, sans vis-à-vis et toutes les commodités (Eau - Gaz - Electricité) - Tél : 0792.20.71.45

■ A.V. : Terrain 1.316 m² en face Açyl vue sur mer. 202 Millions le m² - Terrain 488 m² Fernandville (Mosquée Qods) 11 M le m² - Terrain 640 m² Canastel côté falaise 16 Millions le m² - Tél : 0550.46.12.03

■ ORAN - Vends Terrain 2.400 m² Avenue Albert 1^{er} en face lycée Oussama - 18 U/m² négociable - Poss. 1.200 m² x 2 - Tél : 0542.90.15.01

■ Vends Terrain 348 m² - Acté - 2 façades - Bir El Djir à proximité Millenium Coop. Enoor - Prix offert 10 M/m² - Rendez-vous : 0550.35.97.91 ou 0770.30.52.44

■ Vends Lot Terrain à Point du Jour 338 m² / 14 m de façade - Vends Lot Terrain à Coop. Chahid - Yaghmoracen 175,5 m² / 9,5 m façade - Tél : 0555.40.37.76

■ A vendre Lots de Terrain : 156 m² - 232 m² - 130 m² à Sidi Maârouf - ORAN - Tél : 0550.94.02.92

■ A.V. Terrain 128 m² sur grand Bd Millenium - Bir El Djir - Tél : 0558.20.32.99

■ Vends Terre Agricole 7 Hectares 500 Ares - Actée - au bord de la Route GDYEL - FLEURUS - Tél : 0556.82.53.11

■ Vends 2 Lots de Terrain - 1^{er} : 200 m². Acté - 2^{ème} : 250 m² Acté avec plate-forme - situés à Chahid Mahmoud - Daïra Bir El Djir - ORAN - Tél : 0770.23.27.17

■ Tlemcen : Vends terrain 300 m², 14 m façade, sur la route, livret foncier + acte. Début de la route des Cascades. Tél : 0560.00.95 / 0560.00.95.29

LOCAUX

■ Vends Local 18 m² St-Pierre Rue Dumanoir. Acté. Libre de suite. Prix demandé 300 U - Pour visite Tél : 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52 - 40, Rue Dumanoir

■ A louer un Local commercial Sup. 38 m² à Douar Belgaïd près la Salle des fêtes Cristal - Tél : 0777.47.62.39

■ Local à louer sup. 40 m² (Plateau) Claude Bernard parallèle de Adda Benaouda - ORAN - Tél : 0699.31.79.54 - 0696.01.63.42

■ Vends Local à Haï Yasmine en face lycée - Tél : 0549.05.00.92

■ Location d'un Local 120 m². Hauteur 4,5 m situé à Gambetta (Cave G.). Prix 35.000 DA/mois - Tél : 0558.76.17.72

■ A louer un Local. Sup. 220 m² à Bir El Djir - Tél : 0552.77.86.64 - 0555.88.38.17

■ Vends Magasin Avenue de Choupot en face Cafétéria Djazira. Sup.41 m². Prix D. : 41 - Tél : 0555.54.53.14

■ A louer 2 Locaux 250 m², entrée individuelle, près de Soufi Zoubida - Maraval - ORAN - Tél : 0553.72.69.78

■ Vends Locaux : 150 m² Akid Lotfi + 35 m² Miramar Rue Nancy + 20 m² Rue Med Khemisti + 78 m² Choupot + 75 m² Haï El Yasmine + 200 m² l'Hippodrome - Contact. Cabinet Immobilier. 04, Rue Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■ Vends ou Loue Local commercial avec 2 Pièces / Cuisine (Arrière-boutique) de 75 m² en plein centre-ville d'AIN TEMOUCHENT - Tél : 0560.015.354 ou 0773.49.65.15

■ Vends Dépôt. Sup. 1.000 m². 2 façades. Couvert 650 m² Charpente neuve. Toutes commodités - Situé Zone Activités HASSI EL GHELLA (Acté + L.F.) - Tél : 0553.30.96.60

■ Location une belle Superette 270 m² Dépôt + Bureau avec la vente de Matériel et la Marchandise. Blvd commercial Saint-Eugène - Bonne affaire - Tél : 0550.43.18.64

■ SIDI BEL ABBES : Location de Dépôt de 1.500 m² couvert (ou plus) sur la totalité de 6.000 en Zone Industrielle. Toutes commodités : Tél. - Eau - Elect. - Etudions toutes propositions - Contactez Mr Abdel au : 0541.83.11.77

■ A louer 02 Locaux. RDC : 150 m². 1^{er} : 180 m² - Idéal : Bureaux - Cabinet médical - Assurance - Opérateur téléphonique - Banque - Société ou Autres à ORAN - Tél : 0661.20.66.32

■ Location Local commercial 64 m² à Akid Lotfi - ORAN, local double façade, bien aménagé avec sanitaires, peinture et dalle de sol neuves - Convient pour : Bureaux - Agence - Assurance - Auto-école - Tél : 0557.30.12.33

■ A.V. Local 26 m². Refait à neuf avec sanitaires 800 Millions - A.V. Local Yasmine : 3 niveaux. Refait à neuf. 12.50 - A.V. Local Akid Lotfi 110 m² : 3 rideaux à côté Joy. 3,8 Mil - Tél : 0550.46.12.03

■ Loue Local aménagé pour Salon de coiffure et esthétique, équipé + sanitaires - à Maraval - ou Local vide situé à Maraval 35 m² - Tél : 0774.82.82.30

■ MOSTAGANEM : Donne en location Local équipé - Convientrait pour une Profession libérale - Tél : 0774.13.51.81 ou 0795.77.37.38

■ Vends petit Local à Haï El-Yasmine - ORAN - Acté - Fini à 100% pouvant servir à : Alimentation Gle - Tailleur - Coiffeur - Cybercafé... de 13 m² - 3,60 m de hauteur et 12 m² d'une surface attenante - Petit prix - Tél : 0557.46.58.22

■ Vends Local bien aménagé - Acté - à Plateau - ORAN - Sup. 23 m² - Prix après visite - Tél : 0780.05.69.31

■ Vends Magasin USTO - 27 m² - sur boulevard commercial en face clinique Nekache - Tél : 0796.45.54.94

■ Vends Usine de 356 m² toutes commodités avec Bureaux + 3 Lignes téléphoniques + Internet - Force motrice 400 KWA/ 30 V - N° Tél : 0555.50.45.81

■ A louer Immeuble 720 m² bien situé à Fernandville. R + 2 + terrasse accessible avec cuisine et buanderie + stationnement - Refait à neuf, travaux en cours de finalisation. Possibilité de modification - Tél : 0550.48.66.78

■ Particulier met en Location Chambre Froide de 55 m³ « Positif » et « Négatif » sise à ES-SENIA - Camion Frigo KIA2,5 T avec chauffeur - Mob : 0661.20.76.58 - Fixe : 041.55.21.76

■ A louer : 01 Local de 430 m² avec 03 vitrines sur une très grande façade et un très grand parking se trouvant à Bir El Djir-Ville - ORAN - Convient Showroom tout genre, endroit très animé - Tél : 0550.64.68.94

■ A vendre Local commercial 180 m² + sous-sol 200 m². Acté. N.C. Situé d'arrière G.B. Coopérative Panorama à côté nouvelle APC Belgaid - Tél : 0561.69.87.75 - Prix après visite

■ J'ai une Chambre Froide neuve à louer de 180 m³ (Négative - Positive) équipée d'un petit garage + WC. Moteur BITZER allemand - à Yaghmoracen - ORAN - en face hôpital militaire - Tél : 0774.40.75.56

■ Cherche à louer Magasin de 70 à 90 m² - Bien situé côté Est - Tél : 0551.36.26.95

■ Loue Local Avenue de Choupot - 2 rideaux - Bien aménagé - Sup. 40 m² - SVP Curieux s'abstenir - Tél : 0777.24.64.08

DIVERS

■ Cherche Associé pour Pharmacie - Mob : 0771.42.40.13

■ Location Licence Café - ORAN - Tél : 0559.77.44.59

■ A louer Licence Café - Contacter N° 0551.33.93.79

■ A vendre Broyeur idéal pour le recyclage des Déchets plastiques et Caoutchoucs de marque italienne (PRIVIERO) LIPOMO modèle MU508M3 120 CH. Ø 500 x 800 - Tél : 0555.69.66.69

■ UniBeauté école professionnelle, lance les formations en Esthétiques : Soins du visage - Maquillage - Epilation - Manucure & Pédicure - Massage - Tél : 041.53.32.23 - Adresse : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta. ORAN

■ Prof de Maths, longue Expér. donne Cours Individ. avec remise à niveau au Centre-ville : 4 AM - 1 AS - 2 AS - 3 AS. Programme algérien et français (Possib. Déplacement Domicile de l'élève) - Tél : 0661.21.50.51 - 0699.89.42.73

■ TLEMCEIN : A louer un Abattoir de poulet : 96, Route SEBDOU - MANSOURAH - Tél : 0557.33.32.16

■ SIDI BEL ABBES - Vends Souffleuse automatique 1 litre + Refroidisseur + Broyeur - Le tout en bon état - Tél : 0553.16.33.62 - Matin uniquement

■ « Réparateur Machine à laver ORAN » sur Google pour retrouver mon téléphone. MERAD Réda : 0552.65.23.94 - Intervention à domicile sur ORAN et banlieue

■ Vends Imprimante MIMAKI 1,60 m en très bon état - Contact : 0560.05.07.95

■ Aff. à Saisir : Vends Unité Ind. pour la fabrication du Saucisson Cacher et Pâté - Formation assurée - Aff. simple et rentable - Tél : 0549.01.59.68

■ Un Professeur de Mathématiques donne des Cours de soutien individuels Maths à domicile de l'élève pour les niveaux secondaires 1ère AS, 2ème AS et 3ème AS (toutes les branches) - Tél : 0777.90.53.24

■ Achète Matériel de crèche - Tél : 0772.12.07.20

■ L'Ecole IZDIHAR lance une Formation accélérée de 22 jours en « SCF » - Pour plus d'information, veuillez contacter l'école aux : 041.70.60.61 ou 0559.259.106

■ Vends un Lot de Machines à coudre d'occasion : point droit, surjet élastiqueuse, pose bouton et boutonnière, collettreuse et un lot de Tissu et Dentelle - Tél : 0770.44.23.48

■ MOSTAGANEM : Vends Matériel de coiffure Dames en très bon état - Tél : 0774.13.51.81 ou 0795.77.37.38

■ Pur Puits ou Forage : Ingénieur grande expérience localise présence et profondeur Eau - Choix au meilleur site avec Appareil - Tél : 048.54.08.63 - 0772.41.12.44

■ ETS YOUSFI - Installation Plomberie - Chauffage central - Maintenance & Réparation toutes marques des Chaudières - Mobile : 0779.84.68.30 - 0770.81.62.32 - 0561.47.62.26

■ Préparation Conc Résidanat, Echo Gle, Echo 3D / 4D, ECG / Prise en charge arrêt cardiaque, Doppler vasculaire, Délégue médical, Vendeur pharmacie - Contact : 041.29.96.32 / 041.33.70.34 - de 14 h à 18 h - Site : ecoleant.com

■ Vente Poste Transfo de 400 KVA / 30 V SCHNEIDER + 2 Refroidisseurs industriels très bon état - Tél : 0555.50.45.81

■ Les nouveaux Tarifs de l'Hôtel KHAYALA : Chambre Single 3.500 DA - Chambre Double 4.100 DA - Chambre Triple 5.100 DA - Suite pour 4 Pers. 7.000 DA - Les repas à partir de 700 DA - Tél : 041.65.42.93 - Fax : 041.65.42.92 - Mob : 056.00.51.001

■ Société vend Citernes neuves : Carburant - Eau - de 30 000 litres - 20 000 litres et 2 000 litres - Tél : 0660.40.76.76 - 0661.200.237

■ Vends : Treuil hydraulique 15 T - Génératrice 30 KVA - Camion 4x4 SAVIEM. TP3 - Câble Diamètre 20 - 500 m - Tél : 0560.12.95.89

■ Vends Machine de Menuiserie (CHAMBOU) détachée - Tél : 0796.29.19.91

■ Cherche Opticien (ne) diplômé d'Etat (BTS ou élève breveté) pour Location d'Agrément (DDS) - Veuillez contacter entre 10 H 00 et 18 H 00 N° : 0549.54.80.23

■ Bureau d'Etudes d'Architecture propose ses services pour tout ce qui concerne le Domaine du Bâtiment - Permis de construire, de démolir, lotir, mise en conformité... etc. - Etude - Suivi - Réalisation - Tél : 0553.55.70.72

■ Enseignant universitaire, Chimiste et Informaticien donnent cours de Maths - Physique et Chimie pour 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} A. Moy. et 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} AS - Tél : 0559.04.03.34 - Adr. : 58, Rue Mohamed Khemisti

■ L'Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme : Cuisinier - Pâtisserie - Brioche - Pizza - Gâteaux Orient. - Chef de Rang - Réception - Cartes - HLM - ORAN - Tél : 041.42.34.46 - 0696.19.56.53

REMERCIEMENTS

Les familles : **FELLAH - RAHALI - GHAFPOUR - NIAR - RAHAL - MEKKAOUI - ASLI** - très touchées par les marques de sympathie et d'amitié que vous leur avez témoignées lors du décès de notre chère **Mme RAHALI BAYA** survenu le jour de l'Aïd El Adha le 24-09-2015 à l'âge de 80 ans, vous prient de trouver ici l'expression de leurs plus sincères remerciements.



PENSÉE

A la mémoire de notre cher père « **ZERIGUI Abdelkader** ». Cela fait déjà 4 ans passés qu'il nous a quittés laissant derrière lui un immense vide que personne ne pourra combler. En cette douloureuse circonstance, nous demandons à ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. « **ALLAH Yerhmek** »



Ton épouse,
Tes fils Amine, Nadjib, Habib,
Tes filles Ines et Hafida
qui te cherchent toujours

PENSÉE

Le 22-08-2015 disparaissait à jamais notre grand-père, père **BENAMIRA Ahmed** âgé de 84 ans. Nous prions toute personne l'ayant connu d'avoir une pensée pieuse pour lui et nous remercions toutes les personnes ayant assisté à ses funérailles. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. **La famille BENAMIRA**



DÉCÈS

Les familles **KHALDI - BOUKLI - MESSAOUDI - BELHACINE - HABEL - SOUIDI - DIOUIS - LABLAK** et tout le personnel enseignant ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur cher époux, père, frère et collègue **KHALDI MOHAMED** Ancien directeur de l'Ecole Mouloud Feraou (ex-ZENZELLA BENI-SAF) survenu le 28 Septembre 2015. L'enterrement a eu lieu le 29 septembre 2015. Domicile mortuaire à BENI-SAF. **إنا لله وإنا إليه راجعون**



PENSÉE

02 Octobre 1999 - 2 Octobre 2015
Cher père
ALI CHAOUCH AHMED
16 années se sont écoulées sans ta présence. Nos pensées sont toujours dirigées vers toi. **ALLAH Yarhamak AHMED** et te protège dans Son Vaste Paradis.
Ta fille Assia et sa petite famille

PENSÉE

En ce quarantième jour de la perte cruelle de notre cher et aimé **DJEBBARA Laid** qui nous a quittés pour un monde meilleur. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée en sa mémoire. Tu resteras toujours présent dans nos pensées et à chacune de nos prières et que ton âme repose en paix dans le vaste paradis de l'Eternel. **Ton frère Mohamed**



M.B.A EN MANAGEMENT OPERATIONNEL

ISECOMA - PARIS

Assure à

P.I.E.D.E. - TLEMCEIN

M.B.A

en Management Opérationnel

ESA
ISECOMA



BACHELOR

Ingénieur Technico-Commercial

Conditions d'Accès : DEUA - BTS - Universitaires

I.E.D.E TLEMCEIN

I.74 Résidence El Bahdja

IMAMA

TLEMCEIN

Tél : 040 91 28 70 ** 0662 06 71 27 ** 0775 85 31 22 ** Fax : 043 41 67 91

BACHELOR INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Rentrée Universitaire
2015/2016

Ligue des champions d'Afrique
Demi-finale retour ce soir à 21h30

L'USMA pour entrer dans l'histoire, Al Hilal pour l'exploit

Kamel Mohamed

L'USM Alger sera au rendez-vous de l'histoire à l'occasion du match retour de la demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique, prévue ce soir à Bologhine (21h30) contre Al Hilal du Soudan. Au match aller, les Algérois s'étaient imposés sur le score de 2-1 devant les Soudanais à Omdurman. C'est dire que l'USMA part avec les faveurs du pronostic grâce au résultat enregistré au match aller. Les camarades de Meftah tenteront de garder cette avance pour arracher la qualification à la finale de la plus prestigieuse compétition des clubs en Afrique. Malgré cet avantage, les joueurs de l'USMA font montre de vigilance dans la mesure où un match de football n'est jamais gagné à l'avance.

A cet effet, l'entraîneur de l'USMA, Miloud Hamdi, a demandé à ses joueurs «d'oublier le match aller» et de se concentrer sur la rencontre de ce soir. «Le match s'annonce plus difficile que la rencontre aller au Soudan», a averti Hamdi, exhortant ses joueurs à rester «très vigilants et à s'attendre à une très forte pression». Le coach usmiste n'a pas caché ses «appréhensions» dans la mesure où la formation soudanaise demeure «redoutable», pour reprendre son expression. «Tous les yeux seront braqués sur le stade de Bologhine car l'USMA représentera l'Algérie. On n'a pas le droit à l'erreur», a souligné Hamdi, mettant en garde les joueurs sur la concentration. «Il suffit d'un moment d'inattention et de flottement pour que tout change», a encore averti Hamdi. Pour bien préparer cette rencontre, l'USMA est entrée en stage bloqué depuis mercredi dernier. Les dirigeants ont isolé l'équipe dans un établissement hôtelier de haut standing à Ain Benian où toutes les commodités sont réunies.

En plus du cadre agréable qui aide les joueurs à se concentrer, un travail psychologique est mené par le coach de l'USMA. «Nous axons notre travail sur le côté psychologique il est interdit aux joueurs de se relâcher ou de se contenter du score du match aller», a expliqué Hamdi. Pour ce qui est de l'effectif, il sera au grand complet à l'exception de l'absence de Beldjillali qui est blessé et de Derfelou et Benayada, retenus en sélection nationale militaire qui dispute actuellement la Coupe du monde militaire. L'équipe récupérera

aussi le joueur Abdelaoui qui a purgé sa suspension automatique lors du match aller contre Al Hilal. Evoquant l'adversaire, l'entraîneur de l'USMA a estimé qu'Al Hilal demeure une équipe redoutable avec des individualités qui peuvent faire la décision à tout moment. Il a ajouté que la formation soudanaise développe un jeu très rapide et vif d'où la nécessité de les priver de ballon. Le coach de l'USMA a également relevé l'homogénéité qui caractérise Al Hilal du Soudan qui, a-t-il dit, peut créer la surprise. De son côté, l'entraîneur d'Al Hilal, le Tunisien Nabil Kouki, a indiqué que les deux équipes «partent à chances égales». Il a précisé que la formation soudanaise alignera tout son effectif avec l'ambition «de refaire le coup de l'USMA à Khartoum». Kouki a précisé que son équipe a joué tous les matches en dehors de ses bases sur des terrains en gazon artificiel, précisant qu'Al Hilal est habitué à ce genre de terrain. Il dit aussi craindre la pression du public algérien qui est très chaleureux. Il a rappelé aussi que son équipe n'a pas pour habitude d'encaisser des buts et s'exprime mieux en dehors de ses bases. L'USMA en est averti.

La direction de l'USMA sensibilise ses supporters contre l'utilisation des fumigènes

La direction de l'USM Alger a lancé un appel aux supporters de ne pas utiliser les fumigènes et autres feux de Bengale. L'USMA est sous la menace de la sanction du huis clos puisque le club a

écopé déjà d'un avertissement et d'une amende de 10 000 dollars de la CAF. En cas de récidive de la part des supporters, la sanction sera aggravée et l'USMA risque de jouer à huis clos la finale

aller de la Ligue des champions en cas de qualification. En ce sens, l'utilisation des produits pyrotechniques à Bologhine reste formellement interdite au risque de pénaliser le club.

Saïd Allik souhaite être invité pour la finale

L'ancien président de l'USM Alger, Saïd Allik, regrette que l'actuelle direction de l'USMA ne l'ait jamais invité à assister à un match de l'équipe, que ce

soit en championnat ou en coupe d'Afrique. Allik a fait savoir qu'il ne se déplacera pas à Bologhine ce soir, à moins qu'il soit invité.

La vente des billets aujourd'hui à partir de 10h00

La direction de l'USMA a décidé d'écouler les billets

d'accès au stade, aujourd'hui à 10h00 à Bologhine. Le match

se déroulera à guichets fermés en nocturne à 21h30. **K.M.**

Le ministre de la Jeunesse et des Sports en visite à Oran Les Jeux méditerranéens 2021 en point de mire

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a annoncé, jeudi à Oran, l'installation prochaine du comité national de préparation des Jeux méditerranéens d'Oran 2021. Le ministre a indiqué à l'APS, en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran, que le comité national de préparation des Jeux méditerranéens qu'abritera la ville d'Oran en 2021 «sera installé prochainement, dans le respect des engagements liant l'Algérie au Comité international des Jeux méditerranéens». El Hadi Ould Ali, qui a visité des installations sportives notamment le futur complexe omnisports et le village méditerranéen sis à

Belgaïd (Bir El Djir), à l'Est d'Oran, a souligné que la première tranche des travaux du projet, d'un montant de 10,7 milliards DA, sera prête en septembre 2016. Cette première tranche comprend le stade olympique de football de 40.000 places, le terrain d'athlétisme, le terrain de réplique ainsi que d'autres structures annexes. L'entreprise chinoise qui réalise l'ensemble de ces structures s'est engagée à respecter cette échéance. Le taux d'avancement des travaux est estimé à 65 pour cent, a-t-on indiqué de source responsable. Concernant la deuxième tranche du futur complexe sportif qui comprend notamment le centre nautique, trois

piscines dont deux couvertes, une salle de sports de 6.000 places, un terrain de tennis, ainsi que l'aménagement urbain du futur village olympique, le wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, a déclaré à la presse que le marché, d'une valeur de 9,2 milliards DA, a été avalisé mercredi par le comité national. Le ministre s'est rendu à haï Akid Lotfi où il a visité une structure sportive de proximité. El Hadi Ould Ali s'est rendu en fin d'après-midi au complexe touristique Les Andalouses pour présider la cérémonie d'ouverture du 13^{ème} championnat d'Afrique de voile série Optimist, qui se tient sous le signe «Oran au rythme des vents africains».

FC Valence Feghouli confirme des contacts avec le FC Barcelone



L'international algérien du FC Valence, Sofiane Feghouli, a confirmé que son agent était en contact avec le FC Barcelone, qui aurait émis le vœu de s'attacher les services du joueur dont le contrat avec son club employeur expire très bientôt, a rapporté jeudi le journal le Dauphiné Libé-

ré. «Mon agent a des contacts avec le Barça, a expliqué le milieu offensif algérien. Moi, je ne me pose pas la question, je reste concentré sur mes prochains matches. J'arrive en fin de contrat et j'ai exprimé le souhait de prolonger l'aventure avec Valence. On est en discussion», a indiqué Fe-

Classement FIFA

L'Algérie campe à la 19e place

La sélection algérienne de football a conservé sa 19e position au classement mensuel de la Fifa, toujours dominé par l'Argentine, selon l'édition du mois d'octobre publiée jeudi par la Fédération internationale. Avec 927 points, l'Algérie reste n°1 africaine devant la Côte d'Ivoire (21e, 916 pts) et le Ghana (25e, 849 pts) qui a gagné deux places par rapport au classement de septembre. Pour les adversaires des Verts dans le groupe 10 des éliminatoires de la CAN-2017,

l'Ethiopie a perdu cinq places et occupe désormais le 108e rang avec 315 points, le Lesotho a également dégringolé de 12 places (140e/201 pts), alors que les Seychelles ont gagné huit places (184e/67 pts). Concernant les adversaires des coéquipiers de Sofiane Feghouli au second tour des éliminatoires du Mondial-2018 en Russie où l'Algérie affrontera le vainqueur du match Tanzanie-Malawi, les Tanzaniens ont grimpé de quatre places (136e/218 pts), alors que les

ghouli à la même source. Arrivé à Valence en 2010, Sofiane avait affirmé qu'il souhaitait prolonger son bail avec le club entraîné par Nuno Espirito Santo. L'international algérien s'était distingué, mardi en ligue des Champions d'Europe, en marquant l'unique but du match du FC Valence à Lyon (0-1).

Malawites (101e/339 pts) perdent cinq positions. Au classement général, l'Espagne a fait un bond de cinq places pour réintégrer le Top 10 et l'Allemagne est repassée devant la Belgique pour prendre la seconde place. L'Argentine reste en tête au moment où le Portugal gagne deux places pour s'installer en 4e position. Enfin, le Pays de Galles (8e) et l'Autriche (11e), tous deux qualifiés pour l'Euro-2016, atteignent leur meilleure place depuis la création du classement FIFA en 1993.

Championnat d'Afrique de voile «Optimist» Coup d'envoi hier aux Andalouses

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a donné, jeudi après-midi à la plage du complexe «Les Andalouses» sur la corniche oranaise, le coup d'envoi du championnat d'Afrique de voile «Optimist». Accompagné du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, le ministre de la Jeunesse et des Sports a indiqué, en ouverture, que cette compétition africaine est une occasion pour l'échange d'expériences entre les jeunes sportifs du continent. El Hadi Ould Ali a déclaré, à l'occasion : «C'est un avant-goût des jeux Méditerranéens 2021 dont l'organisation est revenue à la ville d'Oran». Mettant en exergue l'expérience passée d'Oran dans la pratique de la voile, le ministre a affirmé que toutes les conditions ont été réunies pour la réussite de ce rendez-vous continental placé sous le slogan «Oran au rythme des vents africains». Après le coup d'en-

voi de cette 13^{ème} édition du championnat africain de voile, les délégations des pays participants ont défilé sur la plage des Andalouses et un représentant de chaque pays participant a versé dans une jarre une quantité d'eau ramenée de son pays et qui, à son tour, a été versée dans la mer par Cherif Imane Sahraoui et Laoui Abdallah, premiers champions d'Afrique de voile Optimist, dans un geste symbolisant l'unité de la jeunesse et des pays africains. A noter la présence du président du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf, et des autorités locales. Le président de la Fédération algérienne de voile (FAV), Mohamed Nabti, a souligné, pour sa part, que l'organisation de ce championnat pour la première fois en Algérie marquera le grand retour des régates internationales dans l'Oranie qui a, par le passé, connu une grande activité dans les sports nautiques. Organisée par la Fédéra-

tion algérienne de voile, cette manifestation sportive continentale regroupe jusqu'au 7 octobre 74 athlètes de 13 pays africains dont l'Algérie (20 athlètes), l'Afrique du Sud (4), la Tunisie (4), la Libye (6), le Zimbabwe (5), l'Egypte (6), les Seychelles (4), la Tanzanie (4), le Soudan (2), le Mozambique (5), le Maroc (4) et l'Angola (4). La première course de ce championnat africain a eu lieu hier.

Elle sera suivie par une autre aujourd'hui. La journée de dimanche verra, quant à elle, l'épreuve de la course par équipes, qui sera suivie, mardi et mercredi, par deux autres en individuel. La cérémonie de clôture de cette compétition aura lieu mercredi à 18 heures. Pour rappel, l'Optimist est un petit voilier solitaire, conçu en 1947 par l'architecte naval américain, Clark Mills, pour l'usage des enfants (jusqu'à 15 ans). Il est l'un des types de voilier les plus populaires au monde.

Ligue 2

L'USMBA et le CAB en danger, le PAC en quête d'une première victoire

M. Zeggai

En tenant compte d'une certaine logique, cette septième journée risque de déboucher sur des changements au classement. Le leader belabésien sera l'hôte du CABBA dans un match mettant aux prises la meilleure attaque, celle du Ahly, à la meilleure défense, celle de l'USMBA. Le CABBA, qui a retrouvé des couleurs, semble bien placé pour signer sa troisième victoire consécutive, ce qui lui permettra de revenir à un point de son adversaire du jour. Toutefois, la tâche des Bordjis ne sera pas facile devant le leader, seule équipe invaincue et qui a prouvé sa solidité en dehors de ses bases. L'un des deux dauphins, le CAB,

sera en danger face à l'OM. Les Batnéens n'auront pas une partie de plaisir face à des Médéens décidés plus que jamais à rejoindre leurs hôtes au classement. A Boussâda, l'ABS, avec le soutien de son public, part avec les faveurs du pronostic devant la JSMS capable du meilleur comme du pire. Pour sa part, le MCS, où l'on parle de Bira et Benchouia pour suppléer le départ de Mihoubi démissionnaire, reçoit l'ASK dans un match où le moindre faux-pas des Saidéens est synonyme d'implosion. La même remarque s'impose pour le MCEE qui accueillera l'USC à huis clos. Les Eulmis, auteurs d'un bon nul à Batna, n'ont pas le droit à l'erreur devant les gars du Chaouia. A Oran, l'OMA, en nette perte de vi-

tesse ces derniers temps, sera face à la JSMB qui veut enchaîner par une victoire pour confirmer son renouveau. Enfin, le Paradou AC, qui n'a pas encore remporté la moindre victoire, est condamné à gagner face au CRBAF qui lui rendra visite. Les jeunes Pacistes parviendront-ils à mettre fin à cette inattendue série noire ? C'est du moins le souhait des responsables du PAC.

Aujourd'hui (16h30)

Boussaâda: ABS-JSMS
Dar El Beida: PAC-CRBAF
Saïda: MCS-ASK
Oran (Bouakeul): OMA-JSMB
Médéa: OM-CAB
B.B. Arzeridj (16h00):... CABBA-USMBA
El Eulma (17h00): MCEE-USC

FAF - Lutte antidopage

Des contrôles lors des matches et des séances d'entraînement

Kamel Mohamed

La FAF a décidé de procéder à des contrôles antidopage à partir de la 7^e journée du championnat national de football, prévue ce week-end. La décision a été prise lors de la réunion du bureau fédéral de la FAF, tenu mardi dernier à Alger.

La FAF a également donné instruction à la commission fédérale antidopage d'effectuer des contrôles et des tests sur des joueurs durant les entraînements, conformément aux règlements de la FIFA et de la CAF. Lors des matches de championnat, deux joueurs de chaque club seront contrôlés par les délégués de la commission fédérale. Ces mêmes délégués se rendront aux entraînements et choisiront cinq joueurs à contrôler, selon le président de la commission antidopage à la FAF, Djamel Eddine Damardji. Il a fait savoir qu'au début de cette saison, sa commission a organisé une réunion avec les médecins des 32 clubs professionnels. Il n'y a eu que 7 médecins qui avaient assisté à cette réunion, a-t-il dit. Pour ce qui est de la saison dernière, il a indiqué que 98 contrôles ont été effectués dans

des matches des championnats des Ligues 1 et 2 et amateur. Il a ajouté que 10 cas de dopage avérés ont été enregistrés et 11 autres cas atypiques (non confirmés). En plus de ces contrôles, la FAF et la LFP mèneront une campagne de sensibilisation auprès des clubs et notamment des joueurs pour leur expliquer les dangers que présente la consommation de produits prohibés. Les médecins des clubs sont également tenus d'assurer un suivi rigoureux des joueurs pour les empêcher de s'adonner à des pratiques qui risquent de compromettre leur carrière.

La FAF a décidé également de rendre publique la liste des produits prohibés, laquelle sera transmise aux clubs et sera affichée sur les sites web de la fédération et des Ligues nationale, régionale et de wilaya. Ces mesures interviennent suite à la suspension pour deux années de toutes compétitions nationales et internationales du joueur de l'USM Alger, Youcef Belaïli, contrôlé positif par la commission médicale de la CAF. La LFP a aussi suspendu pour deux ans le joueur du RC Arba, Rafik Boussaid, pour dopage. Si ce dernier avait consommé des médica-

ments pour se doper, en revanche, le joueur de l'USMA avait pris des produits prohibés, ce qui est répandu au niveau des clubs algériens.

Des joueurs consomment du cannabis et des drogues dures, a-t-on révélé auprès de certains clubs. Mais en l'absence d'un contrôle rigoureux de la part des clubs et de la commission médicale de la FAF, ce phénomène s'est dangereusement répandu pour atteindre des proportions alarmantes. Il aura fallu un contrôle de la commission médicale de la CAF sur Belaïli pour que le voile soit levé sur des pratiques sues mais tues dans plusieurs clubs du championnat professionnel. Une honte pour le football algérien et ses actuels dirigeants qui n'ont rien à voir avec les anciens dirigeants, lesquels étaient des éducateurs qui n'ont jamais clochardisé cette discipline sportive.

Par ailleurs, le docteur Damardji a précisé que les résultats des analyses du contrôle effectué sur Belaïli lors du match CSC-USMA ne sont pas encore parvenus à la commission antidopage de la FAF. Il a précisé qu'il n'a pas encore reçu les résultats des échantillons transmis au laboratoire de Lausanne.

USMBA

L'urgence d'une mobilisation

Kadiri M.

On pouvait craindre le pire pour l'USMBA après sa relégation en Ligue 2 en raison d'une dette faramineuse (créanciers et anciens joueurs qui ne cessent jusqu'à ce jour de revendiquer le règlement de leurs dus). En somme, une situation critique qui n'inspirait guère à l'optimisme en raison d'autres problèmes, entre autres la démobilisation générale. A un moment donné, l'avenir du club était en péril n'était-ce les pouvoirs publics qui ont pris les choses en mains en faisant appel aux services de Bensenada Djillali.

Ce dernier, touché par cette sollicitation, a tenu à relever le défi d'autant qu'il pouvait compter dans sa mission sur le soutien du wali de Sidi Bel Ab-

bès Hattab Mohamed Amine qui, de l'avis de tous, a aidé énormément le club. Malgré une situation embarrassante, Bensenada a remis le train sur rails en procédant au recrutement tout en confiant la barre technique au tunisien Moez Bouakez.

L'effectif arrêté, le groupe s'est déplacé en Tunisie pour un stage bloqué. Malgré la crainte des supporters, contre toute attente, l'équipe se retrouve en tête du classement avec trois longueurs d'avance sur ses proches poursuivants. Mais le plus désolant reste les maigres recettes que génèrent les rencontres à domicile de l'USMBA. Et à titre d'exemple, selon le PDG de la SSPA, Bensenada, la recette de la dernière rencontre au stade du 24 février 1956 face à

l'A. Boussaâda est de l'ordre de 14 millions de centimes, ce qui est insignifiant. Dans ce contexte, le premier responsable de l'USMBA compte réagir et revoir l'aspect organisationnel en le confiant au personnel de la LOFA et ce, dès le prochain match avec la réception de l'USMM Hadjout. « L'amour du club n'a pas de prix et les supporters doivent joindre l'acte à la parole d'autant que l'équipe joue les premiers rôles et que nous sommes à jour avec les joueurs, Dieu merci. » soulignera-t-il.

Pour conclure, Bensenada n'a pas manqué d'indiquer l'urgence d'une mobilisation générale autour de ce patrimoine qu'est l'USMBA tout en souhaitant l'apport des opérateurs privés et amis du club.

le MBH, qui reste capable du meilleur comme du pire. Idem pour le WAT qui devra sortir le grand jeu pour venir à bout du WAM. Enfin, le CRB Sendjas et le SKAF accueilleront respectivement le SAM et l'ESMK, deux matches où il est difficile d'émettre un quelconque pronostic.

M. Z.

Aujourd'hui (16h00)

Chlef: CRBS-SAM
Oued Rhiau: RCBOR-JSMT
Khemis Meliana: SKAF-ESMK
Mostaganem: ESM-SCMO
Tighenif: IST-GCM
Maghnia: ASBM-USR
Tlemcen: WAT-WAM
Bel Abbès: CRBBB-MBH

Championnats européens

Espagne - 7e journée

Aujourd'hui

(15h00): Séville FC - FC Barcelone
(17h15): Grenade - La Corogne
(19h30): Espanyol - Sporting Gijon
(21h00): Las Palmas - Eibar
(21h05): Malaga - Real Sociedad

Dimanche

(11h00): Rayo Vallecano - Betis
(15h00): Athletic Bilbao - Valence
(17h15): Levante - Villarreal
(19h30): Atletico Madrid - Real Madrid

Italie - 7e journée

Aujourd'hui

(17h00): Carpi - Torino
(19h45): Chievo - Hellas Vérone

Dimanche (14h00)

..... Udinese - Genoa
..... Sampdoria - Inter
..... Palerme - AS Rome
(11h30): Empoli - Sassuolo
(17h00): Lazio - Frosinone
..... Juventus - Bologne
(19h45): Fiorentina - Atalanta
..... AC Milan - Naples

Allemagne - 8e journée

Aujourd'hui(14h30)

..... Hoffenheim - Stuttgart
..... Mönchengladbach - Wolfsburg
..... Hertha Berlin - Hambourg
..... Hanovre - Werder Brême
..... Ingolstadt - Eintracht Francfort

Dimanche (14h30)

..... Schalke - Cologne
(15h30): Leverkusen - Augsburg
..... Bayern Munich - Dortmund

Angleterre - 8e journée

Aujourd'hui (15h00)

..... Aston Villa - Stoke
..... Bournemouth - Watford
..... Man City - Newcastle
..... Norwich - Leicester
..... Sunderland - West Ham
(12h45): Crystal Palace - West Bromwich
(17h30): Chelsea - Southampton

Dimanche

(13h30): Everton - Liverpool
(16h00): Arsenal - Man United
..... Swansea - Tottenham

France - 9e journée

Aujourd'hui (19h00)

..... Troyes - Guingamp
..... Nice - Nantes
..... Angers - Bastia
..... GFC Ajaccio - Toulouse
(16h30): Lyon - Reims

Dimanche

(13h00): Monaco - Rennes
(16h00): Caen - Saint-Etienne
..... Lorient - Bordeaux
(20h00): Paris SG - Marseille

Portugal - 7 e journée

Dimanche

(12h15): Porto - Belenenses
(14h30): Sporting - Guimaraes

Chelsea

Le torchon brûle entre Mourinho et ses joueurs

Chelsea s'est incliné (1-2) mardi soir sur le terrain de Porto en Ligue des Champions. Pour cette rencontre, l'entraîneur José Mourinho avait effectué plusieurs choix forts dans sa composition d'équipe. Visiblement, cela n'a pas été du goût de certains joueurs cadres...

Après la rencontre entre Newcastle et Chelsea (2-2), samedi dernier en Premier League, l'entraîneur des Blues José Mourinho avait estimé que certaines prestations individuelles étaient inacceptables, sans pour autant citer de noms. «The Special One» a préféré attendre la rencontre face à Porto, ce mardi soir en Ligue des Champions, pour bien faire passer le message.

Hazard sur le banc face à Porto, Rémy et Oscar non retenus ! Ainsi, José Mourinho a décidé de mettre John Terry, Nemanja Matic et surtout sa star Eden Hazard sur le banc face à Porto tandis qu'Oscar, Loïc Rémy et Falcao n'étaient même pas sur la feuille de match ! Les choix furent infructueux, à double titre : non seulement Chelsea a perdu (1-2) mais en plus les décisions de l'ancien coach du Real Madrid

ont suscité l'incompréhension au sein de son groupe. Les joueurs ne comprennent pas ses choix Selon The Guardian, les choix du technicien lusitanien ont étonné plusieurs joueurs cadres. Ces derniers ne comprennent pas notamment que le défenseur emblématique John Terry (34 ans) soit régulièrement remplaçant depuis quelques matchs. De son côté, Mourinho a affirmé, après la défaite face à Porto, que les joueurs alignés n'étaient «pas à blâmer» et que Chelsea avait seulement été puni par «deux buts ridicules». Comme une manière implicite d'assumer les changements effectués pour cette rencontre. Mourinho n'hésite plus à attaquer publiquement son équipe Les récents choix du «Mou» sont-ils dictés par des problèmes internes au sein de Chelsea ? Toujours est-il qu'avant le match, le Portugais n'hésitait plus à fustiger publiquement son groupe voire à menacer ses joueurs comme il l'a fait, cette semaine avant le match face à Porto, en évoquant la possibilité de «faire jouer les jeunes» si la réforme actuelle de son équipe se poursuivait.



06.30 Sabah el kheir
09.10 Sayidati
10.10 El aaida
Feuilleton arabe
11.20 Namour el abiyadhe
11.30 Even stevens
13.00 Journal télévisé

14.00 Irchadat tibiya
15.00 Mutant ninja turtels
Film
16.25 Mouharib el dawama
17.30 Aâlem el hayawanat
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Ibhar

18.45 Hayat wa aachera

20.00 Journal télévisé
21.00 Plateau foot
21.30 USMA-El Hilal El Soudani
00.30 Studio el mouhtarifine



10.25 Les Z'amours
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.20 13h15, le samedi...
13.00 Mon Envoyé spécial
13.40 Tout compte fait
14.30 La famille Millevoies, à chacun son métier
14.35 Faites entrer l'accusé
16.15 L'atelier déco
17.50 Mot de passe
18.55 Météo 2
19.00 Journal
19.15 Météo 2

19.55 Pop show



Présenté par Nagui

L'animateur retrouve un domaine qui lui est cher, la musique, dans ce jeu qui allie quiz et divertissement en compagnie de stars de la télé et de la chanson. Dix personnalités présentes sur le plateau testent leurs connaissances musicales. Le plus cultivé des invités permettra à l'ONG Handicap international de remporter jusqu'à 100 000 euros. Avec Valérie Bègue, Julie Zenatti, Isabelle Vitari, Amandine Bourgeois, Axelle Laffont, Vianney, Emmanuel Moire, Lorànt Deutsch, Michaël Gregorio et Jean-Luc Lemoine.
22.10 On n'est pas couché
01.32 Alcaline le mag



09.44 Inspecteur Gadget
10.09 Zip Zip
10.35 La voix est libre
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
12.25 Les grands du rire
14.20 Dans votre région
15.55 Les carnets de Julie
16.55 Questions pour un super champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.00 Météo
19.05 Tout le sport
19.20 Zorro

19.50 Meurtres à Collioure



Avec Helena Noguerra, Stéphane Freiss, Michel Robin, Christine Murillo
Le cadavre d'une jeune femme est retrouvé dans un tonneau rempli de clous et de tessons de verre. Les soupçons se portent rapidement sur le mari de la victime, un peintre violent et jaloux, dont la femme était le modèle et la muse. Alice Castel, de la gendarmerie de Collioure, dans les Pyrénées-Orientales, et Pascal Loubet, de la PJ de Perpignan sont chargés de l'enquête.
21.35 Soir 3
21.55 Miss Marple
23.30 Un violon sur le sable
00.50 Thalassa



12.00 La revanche du boeuf français
13.15 Les secrets de la momie tatouée
14.10 Hélène et les animaux
15.10 Un royaume au fil des saisons
16.05 Sale temps pour la planète
17.05 J'irai dormir chez vous, le direct
18.05 Dangers dans le ciel
19.00 Entrée libre
19.40 Echappées belles
21.10 Meniha, Alia, Aïcha, reines du désert
22.35 Les hommes de la Waghi
23.25 Le cosmos dans tous ses états
00.10 Gérard Garouste, retour aux sources



11.45 La France sauvage
12.30 Futuremag
13.00 Yourope
13.30 Enquête d'ailleurs
14.10 La France sauvage
17.10 Cuisines des terroirs
17.35 Arte reportage
18.30 Le dessous des cartes
18.45 Arte journal
19.00 360°-GEO
19.50 Le fabuleux destin d'Elisabeth Vigée Le Brun, peintre de Marie-Antoinette
21.25 B-movie : la sauvagerie de Berlin-Ouest (1979-1989)
23.00 Westbam
23.50 Tracks
00.35 Berlin Live



12.05 Vivement dimanche
13.30 Epicerie fine
14.00 Vu de l'intérieur
14.25 #version-française
14.55 Acoustic
15.25 Football : Olympique Lyonnais
17.25 64' le monde en français
18.30 Le journal de France 2
19.00 Hôtel normandy
20.35 Moul Ikkelb (l'homme au chien)
21.00 TV5monde le journal Afrique
21.25 Le journal de la RTS
22.00 Boulevard du palais
00.00 TV5monde le journal



CINE + FAMIZ 19.45

THE CALCIUM KID

Avec Orlando Bloom, Michael Lerner, Michael Peña, Tamer Hassan
Jimmy Connelly, un jeune laitier, est amateur de boxe. Lors d'une séance d'entraînement, il met KO le n°1 du Royaume-Uni. Son secret : le calcium, qu'il ingurgite en grande quantité et qui lui assure une mâchoire d'acier. Jimmy va bientôt défier sur le ring le champion du monde des poids moyens.

CINE + FRISSE 19.45

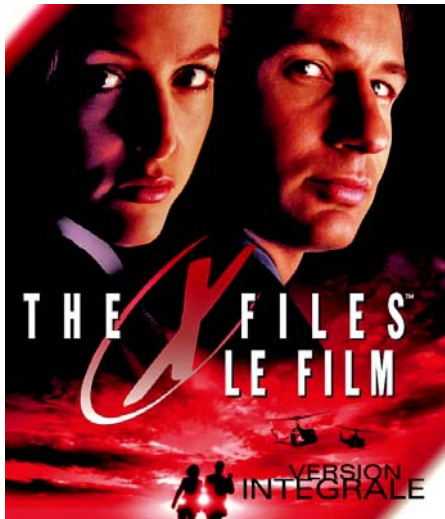
VERTICAL LIMIT



Avec Chris O'Donnell, Robin Tunney, Scott Glenn, Izabella Scorupco
Depuis trois ans, Annie Garrett refuse de voir son frère Peter, alpiniste chevronné, qu'elle juge responsable de la mort de leur père en montagne. Devenue professionnelle, elle s'apprête à faire l'ascension du K2, dans l'Himalaya, avec le riche Elliot Vaughn. Au camp de base, elle croise Peter, désormais photographe animalier. Mais une avalanche entraîne la cordée dans une crevasse. Peter leur vient en aide.

RTL9 19.40

X-FILES : LE FILM



Avec David Duchovny, Martin Landau, Gillian Anderson, Mitch Pileggi
Au Texas, un enfant, qui a découvert des ossements est contaminé après les avoir touchés. A Dallas, Fox Mulder et Dana Scully, agents du FBI, tentent vainement de désamorcer une bombe placée sous un immeuble fédéral. Réprimandés, ils apprennent peu après que l'explosion n'était destinée qu'à détruire les preuves de mystérieuses expérimentations menées au Texas ! Ils se rendent sur place pour enquêter.

TÉLÉVISION



21.50 Esprits criminels



Saison 2 - Episode 5

- Après la pause
Avec Mandy Patinkin, Thomas Gibson, Shemar Moore, Matthew Gray Gubler
Un homme s'en prend à des jeunes filles qui fréquentent les écoles religieuses les plus renommées des Etats-Unis. Il demeure insaisissable et parvient à échapper à la police. Toutefois, l'enquête prend un tour nouveau lorsqu'il agresse une femme n'ayant aucun point commun avec ses précédentes victimes.
22.40 Esprits criminels
23.35 New York Unité Spéciale



19.55 NCIS : Los Angeles



Saison 6 - Episode 18

- Les ombres
Avec Chris O'Donnell, LL Cool J, Daniela Ruah, Eric Christian Olsen
Trois agents du FBI sont tués lors de l'explosion de leur véhicule. Ils venaient d'achever une mission au cours de laquelle ils ont piégé un aspirant terroriste en lui proposant du plastic. C'est cet explosif qui est à l'origine de leur mort. Le NCIS est chargé de l'enquête, car la destruction du véhicule n'est pas le résultat d'un accident mais bien un acte délibéré.
00.10 Sons of Anarchy



20.00 Coupe du monde 2015



- Angleterre / Australie
Ce match au sommet s'annonce intense, tendu et passionnant entre deux sélections candidates à la victoire finale. Après les Fidjiens et les Gallois, le XV de la Rose, conduit par Jonathan Joseph, s'apprête à relever son plus gros défi dans cette phase de groupes. Car les Wallabies, vainqueurs de l'épreuve à deux reprises, font figures de premier vrai test pour les Anglais. Les hommes de Michael Cheika, invaincus cette année dans le Four Nations, ont le vent en poupe.
21.55 Jour de Coupe du monde
22.45 Zapsport



09.34 Star Wars Rebels
10.20 Dragons : défenseurs de Beurk
11.04 Science fiction
11.10 Sam le pompier
11.50 Peppa Pig
12.17 Les kiwis
12.40 Fort Boyard
14.37 Montreux Comedy Festival
16.27 Carte blanche à Jérémie Ferrari et Arnaud Tsamere
17.57 Un gars, une fille
19.37 La famille Millevoies, à chacun son métier
19.50 Fort Boyard
23.00 Slow Moscow



08.35 Secret Story
12.40 Tempête de météorites
14.25 Alerte astéroïde
16.10 Témoin mineur
19.40 NT1 infos
19.45 Météo
19.55 Chroniques criminelles




10.35 Génération Hit machine



11.40 Malcolm
16.35 Soda
19.50 Talent tout neuf
19.55 Les tubes de l'été au top
22.10 Les 30 ans du Top 50



Poissons
19-02 au 20-03

 L'atmosphère au foyer est sans doute tendue, et il faudrait peut-être aborder les sujets qui fâchent... ne serait-ce que pour éviter les mystères ou les malentendus.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est une situation.
- Mon 2e est un produit cosmétique.

Mon tout est une tristesse passagère.



Le vice-président du MNLA interpellé à Ouagadougou



Le vice-président de la rébellion touareg Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) Mahamadou Djeri Maïga a été brièvement interpellé jeudi à l'aéroport de Ouagadougou, a appris l'AFP de source militaire burkinabè. Arrêté en fin d'après-midi à l'aéroport de la capitale alors qu'il voulait prendre l'avion pour quitter le pays, M. Maïga a été entendu pendant plusieurs heures avant d'être libéré vers 23h00. Il a été arrêté sur des allégations qui portent à croire qu'il allait fournir un appui logistique au putsch, selon une source militaire. De nombreux membres de la rébellion touareg, active dans le nord du Mali, habitent ou passent fréquemment à Ouagadougou. M. Maïga dispose d'une résidence dans la capitale burkinabè. Jeudi, le gouvernement a publié un communiqué annonçant des arrestations futures: "Suite à la mise en échec du putsch (...), les autorités compétentes procèdent à l'interpellation de personnes suspectes ou impliquées dans la tentative de déstabilisation des institutions de la Transition. Les procédures judiciaires ont déjà été enclenchées." Le général putschiste, Gilbert Diendéré, ainsi que plusieurs officiers putschistes ont été arrêtés mercredi et jeudi.

16 djihadistes condamnés à mort en Egypte



Un tribunal égyptien a condamné à mort jeudi 16 djihadistes pour leur implication dans un attentat ayant coûté la vie à 25 policiers dans le Sinaï en 2013, a indiqué un responsable judiciaire. Conformément à la loi, ces peines de mort doivent encore recueillir l'avis, non contraignant, du mufti d'Egypte avant d'être confirmées ou commuées en peines de prison le 14 novembre par ce tribunal de la province de Guizeh, à l'ouest du Caire, a précisé le responsable.

Les 16 djihadistes avaient déjà été condamnés fin 2014 en première instance à la peine capitale ou à de lourdes peines de prison pour leur implication dans l'attentat. Mais la Cour de cassation avait annulé leurs peines et ordonné un nouveau procès. Le 19 août 2013, des assaillants ont attaqué à la roquette deux minibus de la police dans le nord de la péninsule du Sinaï, tuant 25 policiers qui se rendaient à Rafah, à la frontière avec la bande de Gaza palestinienne. Les groupes djihadistes ont multiplié les attentats visant les forces de sécurité, disant agir en représailles à la sanglante répression qui s'est abattue sur les pro-Morsi.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Yémen: volte-face des Occidentaux sur pression de Ryad

Les pays occidentaux ont fait volte-face, sur pression de l'Arabie saoudite selon certains, et retiré leur appui aux Pays-Bas qui voulaient présenter au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU une résolution demandant une enquête internationale sur des crimes de guerre au Yémen. Ce changement a poussé les Pays-Bas à retirer mercredi soir - date limite du dépôt des projets de résolution - leur projet, laissant le champ libre à un autre texte, défendu par Ryad. Le projet de résolution de l'Arabie Saoudite, qui ne parle pas d'enquête internationale mais demande à l'ONU d'apporter son soutien à une commission d'enquête nationale, reste donc seul en lice et devait être discuté vendredi lors du dernier jour de la 30e session du Conseil des droits de l'Homme.



"Clairement c'est une abdication, c'est une reculade", a expliqué jeudi à l'AFP un représentant de l'ONG Human Rights Watch, Philippe Dam, dénonçant "l'obstruction totale

de l'Arabie saoudite" menée lors des négociations informelles dans les couloirs de l'ONU. Depuis le début du conflit, 2.355 civils ont été tués et 4.862 autres blessés.

Nouvelles attaques meurtrières au Nigeria



Onze personnes ont été tuées dans des attaques menées par des membres présumés du groupe islamiste Boko Haram ciblant trois villages dans le nord-est du Nigeria, a indiqué vendre-

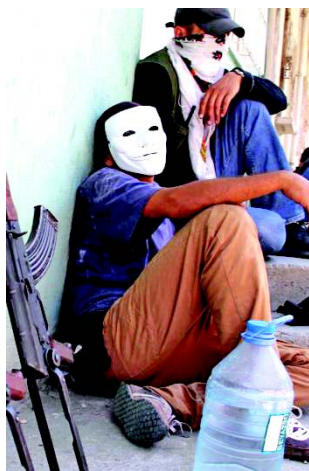
di un parlementaire. Les attaques dans les villages de Bitiku et de Kubu mercredi soir ont fait quatre morts, tandis que sept personnes ont perdu la vie jeudi matin dans le village de Kirchin-

ga. Les trois villages sont situés dans le nord de l'Etat d'Adamawa, près de la ville de Madagali et de la frontière avec l'Etat de Borno, cible régulière des insurgés affiliés à Al-Qaïda. Le député de Madagali et de Michika, Adamu Kamale, a accusé Boko Haram d'être responsable de ces attaques et a demandé davantage de protection pour les populations. "Les insurgés ont attaqué un groupe de marchands qui revenaient du marché de Gulak et ont tué quatre d'entre eux avant de se rendre à Kirchinga où ils ont tué sept personnes, dont trois femmes", a accusé le parlementaire. L'armée nigérienne avait affirmé plus tôt cette année que l'Etat d'Adamawa avait été "nettoyé" de toute présence d'insurgés, mais les attaques sporadiques continuent.

17 militants kurdes tués en Turquie

Les autorités turques ont annoncé que 17 militants kurdes présumés avaient été tués dans les heures qui ont suivi l'instauration vendredi d'un couvre-feu dans la ville à majorité kurde de Silvan, dans le sud-est anatolien. Le couvre-feu est entré en vigueur à 04H00 GMT après le lancement jeudi soir d'une opération des forces de sécurité contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a indiqué l'agence pro-gouvernementale Anatolie. Les militants avaient érigé des barricades et creusé des tranchées, ajoute l'agence. Au total 17 militants du PKK ont été "neu-

tralisés" au cours de l'opération qui se poursuivait avec le soutien de tanks et d'hélicoptères, tandis que les rebelles étaient munis de fusils longue-portée, ajoute Anatolie. Selon l'armée, ce couvre-feu avait été décidé après la mort de deux soldats turcs tués mardi à Silvan par des militants kurdes, alors qu'ils portaient au travail. Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes dans le sud-est du pays. Les attaques du PKK et les opérations militaires de représailles se succèdent depuis à un rythme presque quotidien.



11 morts dans le crash d'un avion militaire US en Afghanistan



Les talibans ont affirmé vendredi avoir abattu un avion de transport militaire américain C-130 dont le crash dans l'est de l'Afghanistan a fait selon l'armée américaine 11 morts dans la nuit.

"Nos moujahidine ont abattu un quadrimoteur américain à Jalalabad", a déclaré sur Twitter le porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid. La mission de l'Otan n'a pour l'instant donné aucune explication sur les causes du crash. Le crash du C-130 dans la nuit de jeudi à vendredi a fait 11 morts, dont six soldats américains, avait annoncé auparavant un responsable américain de la Défense.

"L'équipage et les passagers sont morts", avait précisé le colonel de l'armée de terre américaine Brian Tribus, qui a fait état de la mort de six soldats américains et de cinq sous-traitants civils.

Un adolescent britannique condamné pour incitation au terrorisme



Un adolescent britannique de 15 ans a été condamné vendredi à Londres à la prison à vie avec une période de sûreté de cinq ans pour "incitation" à commettre des actes terroristes en Australie. Le jeune garçon, originaire de Blackburn (nord de l'Angleterre), avait plaidé coupable d'avoir envoyé quelque 3.000 messages à un adolescent de 18 ans, en Australie, pour l'inciter à attaquer des policiers lors du défilé de l'Anzac (Australian and New Zealand Army Corps) à Melbourne.

Selon les médias britanniques, il s'agit du plus jeune condamné britannique pour un crime lié au terrorisme. Sa peine sera réévaluée au bout de cinq ans. Agé de 14 ans au moment de son arrestation en avril dans le nord-ouest de l'Angleterre, l'adolescent a notamment incité à des décapitations dans ses emails.

EDITORIAL

Par Y. Alilat

LE LOGEMENT, UNE HISTOIRE À UN MILLION DE DINARS

En Algérie, le créneau le plus rentable par les temps actuels, c'est le logement. Il fait tourner la machine. Et puis, la bonne vieille formule de «quand le bâtiment va, tout va» marche encore à merveille. Il faut cependant entendre par là que la valeur ajoutée de ce bien est surtout politique, accessoirement sociale. Pour la simple raison que le ministre de l'Habitat, par une sorte de «passe-passe» dont il a le secret, a réussi à mettre face à face deux grandes strates sociales algériennes: celle qui gagne plus de 100.000 dinars et celle qui a un peu moins de deux fois le Smig, fixé à 18.500 dinars.

Certes, c'est bien une affaire de «sous», mais le sujet étant important pour le ministre, qui joue pratiquement sa «tête» dans le programme qui a fait de lui un «héros» national, le logement par location-vente, une formule qui a fait également des malheureux, lequel ne veut pas dans le cas du logement promotionnel public s'engager plus qu'il n'en faut. C'est-à-dire que le gouvernement ne veut plus faire du «social» avec des recettes d'hydrocarbures à moins de 35 milliards de dollars fin 2015. La sortie du ministre en charge du secteur

jeudi sur le versement de la seconde tranche du LPP, un engagement de un million de dinars fixe pour tous les souscripteurs, hormis les «recalés» de l'AADL qui ont été transférés vers cette formule, peut paraître étonnant, troublant, mais confirme que l'Etat n'a plus les moyens de faire face à certaines situations. Et Tebboune le dit lui-même, après le DG de l'ENPI, que les logements LPP s'intègrent dans une logique commerciale, et donc que dans cette formule le social est bien loin des préoccupations de l'Etat.

Pour autant, que le ministre intervienne directement dans ce dossier démontre sa position peu confortable sur un programme qui bat de l'aile. Parti sur un chiffre de 150.000 logements LPP, le ministère a revu à la baisse ses prévisions et durcit même les conditions financières d'accès à ce programme. En face, c'est l'étonnement

d'une partie des souscripteurs qui s'estiment ainsi lésés par rapport à l'autre catégorie, celle versée «malgré elle» dans ce programme, qui avait prétendu dans un premier moment à un logement AADL. Et voilà comment au plus haut niveau du gouvernement, puisque apparemment c'est le ministre en charge de l'Habitat et de la Ville qui fait les «comptes», on arrive à créer une situation tout à fait ingérable socialement et productrice potentielle de désillusion. Pire, d'exacerbation de la crise sociale, une situation qui ouvre la voie à toutes les spéculations et qui fragilise là où il ne faut pas, le fragile équilibre social. D'autant que beaucoup de familles algériennes attendent énormément de ce programme sur lequel elles ont investi tout leur argent.

Alors, exiger des uns ce que l'on ne demande pas aux autres peut paraître maladroît, politiquement incorrect et dangereux. Même si, pour le moment, le logement en particulier et l'habitat en général sont devenus des secteurs à très haute valeur marchande. Pour tout le monde, les spéculateurs, les agents immobiliers comme les entreprises publiques dans un marché encore en friche.